



# Assemblée générale

Distr. générale  
16 décembre 2020  
Français  
Original : anglais

---

## Conseil des droits de l'homme

### Trente-huitième session

18 juin-6 juillet 2018

Point 1 de l'ordre du jour

### Questions d'organisation et de procédure

## Rapport du Conseil des droits de l'homme sur sa trente-huitième session

*Vice-Président et Rapporteur* : Juan Eduardo **Eguiguren** (Chili)

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (23 mars 2023).



## Table des matières

	<i>Page</i>
Première partie	
Résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-huitième session .....	4
I. Résolutions .....	4
II. Décisions .....	5
Deuxième partie	
Résumé des débats .....	6
I. Questions d'organisation et de procédure .....	6
A. Ouverture et durée de la session .....	6
B. Participation .....	6
C. Ordre du jour et programme de travail .....	6
D. Composition .....	6
E. Organisation des travaux .....	6
F. Séances et documentation .....	7
G. Visites .....	7
H. Décision concernant les rapports du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme .....	8
I. Sélection et nomination des titulaires de mandat .....	8
J. Adoption du rapport de la session .....	8
II. Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général .....	9
A. Compte rendu du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme .....	9
B. Rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du Secrétaire général .....	11
C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets .....	11
III. Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement .....	11
A. Réunions-débats .....	11
B. Dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales .....	14
C. Débat général sur le point 3 de l'ordre du jour .....	25
D. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets .....	27
IV. Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil .....	38
A. Dialogue avec la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne .....	38
B. Dialogue avec la Commission d'enquête sur le Burundi .....	38
C. Dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales .....	39
D. Débat général sur le point 4 de l'ordre du jour .....	40
E. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets .....	42

V.	Organes et mécanismes chargés des droits de l'homme.....	46
A.	Forum sur les entreprises et les droits de l'homme.....	46
B.	Débat général sur le point 5 de l'ordre du jour .....	46
C.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets .....	47
VI.	Examen périodique universel .....	49
A.	Examen des textes issus de l'Examen périodique universel .....	49
B.	Débat général sur le point 6 de l'ordre du jour .....	115
C.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets .....	116
VII.	Situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés .....	117
	Débat général sur le point 7 de l'ordre du jour.....	117
VIII.	Suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne .....	118
	Débat général sur le point 8 de l'ordre du jour.....	118
IX.	Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée : suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban .....	119
A.	Dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales .....	119
B.	Débat général sur le point 9 de l'ordre du jour .....	120
C.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets .....	120
X.	Assistance technique et renforcement des capacités .....	121
A.	Réunion-débat annuelle sur la coopération technique dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme .....	121
B.	Dialogue renforcé sur le rapport du Haut-Commissaire sur la situation dans la région du Kasai (République démocratique du Congo) et sur son compte rendu oral .....	122
C.	Dialogue sur le rapport du Haut-Commissaire sur l'élaboration d'un plan d'action national pour la mise en œuvre des recommandations des mécanismes des droits de l'homme en Haïti .....	123
D.	Dialogue sur le compte rendu oral du Haut-Commissaire sur la situation des droits de l'homme en Ukraine .....	124
E.	Dialogue sur le compte rendu oral du Haut-Commissaire sur la situation des droits de l'homme des Rohingyas.....	124
F.	Dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales .....	125
G.	Débat général sur le point 10 de l'ordre du jour .....	125
H.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets .....	127
Annexes		
I.	Attendance.....	128
II.	Ordre du jour .....	134
III.	Documents publiés pour la trente-huitième session .....	135
IV.	Titulaires de mandat au titre des procédures spéciales nommés par le Conseil à sa trente-huitième session.....	160

## Première partie

### Résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-huitième session

#### I. Résolutions

<i>Résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Date d'adoption</i>
38/1	Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles	5 juillet 2018
38/2	Droits de l'homme et solidarité internationale	5 juillet 2018
38/3	Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme	5 juillet 2018
38/4	Droits de l'homme et changements climatiques	5 juillet 2018
38/5	Intensification de l'action menée pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles : prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et des filles dans les environnements numériques	5 juillet 2018
38/6	Élimination des mutilations génitales féminines	5 juillet 2018
38/7	La promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur Internet	5 juillet 2018
38/8	Les droits de l'homme dans le contexte du VIH et du sida	5 juillet 2018
38/9	Le droit à l'éducation : suivi de la résolution 8/4 du Conseil des droits de l'homme	5 juillet 2018
38/10	Les droits de l'homme et la réglementation de l'acquisition, de la possession et de l'utilisation d'armes à feu par les civils	5 juillet 2018
38/11	Promotion et protection de tous les droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques	6 juillet 2018
38/12	Champ d'action de la société civile : coopération avec les organisations internationales et régionales	6 juillet 2018
38/13	Les entreprises et les droits de l'homme : améliorer la responsabilisation des entreprises et l'accès à des voies de recours	6 juillet 2018
38/14	Situation des droits de l'homme au Bélarus	6 juillet 2018
38/15	Situation des droits de l'homme en Érythrée	6 juillet 2018
38/16	La situation des droits de l'homme en République arabe syrienne	6 juillet 2018
38/17	Le Forum social	6 juillet 2018
38/18	La contribution du Conseil des droits de l'homme à la prévention des violations des droits de l'homme	6 juillet 2018
38/19	L'incompatibilité entre démocratie et racisme	6 juillet 2018
38/20	Assistance technique à la République démocratique du Congo et établissement des responsabilités concernant les événements dans la région du Kasai	6 juillet 2018

## II. Décisions

<i>Décision</i>	<i>Titre</i>	<i>Date d'adoption</i>
<a href="#">38/101</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : France	28 juin 2018
<a href="#">38/102</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Tonga	28 juin 2018
<a href="#">38/103</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Roumanie	28 juin 2018
<a href="#">38/104</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Mali	28 juin 2018
<a href="#">38/105</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Botswana	28 juin 2018
<a href="#">38/106</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Bahamas	28 juin 2018
<a href="#">38/107</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Burundi	28 juin 2018
<a href="#">38/108</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Luxembourg	29 juin 2018
<a href="#">38/109</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : la Barbade	29 juin 2018
<a href="#">38/110</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Monténégro	29 juin 2018
<a href="#">38/111</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Émirats arabes unis	29 juin 2018
<a href="#">38/112</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Israël	29 juin 2018
<a href="#">38/113</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Liechtenstein	29 juin 2018
<a href="#">38/114</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Serbie	29 juin 2018

## Deuxième partie

### Résumé des débats

#### I. Questions d'organisation et de procédure

##### A. Ouverture et durée de la session

1. Le Conseil des droits de l'homme a tenu sa trente-huitième session à l'Office des Nations Unies à Genève du 18 juin au 6 juillet 2018. Le Président du Conseil a ouvert la session.
2. Tenue conformément à l'article 8 b) du règlement intérieur du Conseil, tel qu'il figure dans la section VII de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil, la séance d'organisation de la trente-huitième session a eu lieu le 4 juin 2018.
3. À la trente-huitième session, le Conseil a tenu 40 séances, réparties sur quinze jours (voir par. 15 ci-dessous).

##### B. Participation

4. Ont participé à la session des représentants\*\* des États membres du Conseil des droits de l'homme, des États observateurs du Conseil, des observateurs\*\*\* d'États non membres de l'Organisation des Nations Unies et d'autres observateurs, ainsi que des observateurs d'entités et d'institutions spécialisées des Nations Unies et d'organisations apparentées, d'organisations intergouvernementales et d'autres entités, d'institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales (voir annexe I).

##### C. Ordre du jour et programme de travail

5. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 18 juin 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté l'ordre du jour et le programme de travail de sa trente-huitième session.

##### D. Composition

6. À la 8<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2018, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé le retrait des États-Unis d'Amérique du Conseil, qui avait pris effet le 19 juin 2018 à 17 heures (heure d'été de New York)<sup>1</sup>.
7. À la même séance, l'Australie, la Bulgarie (s'exprimant au nom de l'Union européenne) et la Chine ont fait des déclarations à propos de cette annonce.

##### E. Organisation des travaux

8. À la 1<sup>re</sup> séance, le 18 juin 2018, le Président a fait état du système électronique d'inscription sur la liste des orateurs pour tous les débats généraux et tous les dialogues. Il a également indiqué quand et comment s'inscrire en ligne, cette modalité ayant été ouverte le 13 juin 2018.
9. À la même séance, le Président a évoqué les modalités concernant le dépôt des projets de texte après expiration du délai de dépôt. À la séance d'organisation de la trente-troisième session, le Conseil des droits de l'homme avait décidé qu'une prolongation du délai de

\*\* Dans le présent rapport, le mot « représentant » désigne des représentants et des représentantes.

\*\*\* Dans le présent rapport, le mot « observateur » désigne des observateurs et des observatrices.

<sup>1</sup> Note diplomatique datée du 19 juin 2018, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente des États-Unis d'Amérique.

soumission des projets de texte ne serait accordée qu'une seule fois, dans des circonstances exceptionnelles, pour un maximum de vingt-quatre heures.

10. À la même séance également, le Président a présenté les modalités relatives au temps de parole appliquées à la trente-septième session du Conseil et a indiqué qu'elles seraient également appliquées à la trente-huitième session. Le temps de parole pendant les dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales qui se tiendraient au titre du point 3 de l'ordre du jour serait de deux minutes pour les représentants des États membres du Conseil, des États observateurs et des autres observateurs.

11. À la 4<sup>e</sup> séance, le 19 juin 2018, le Président a présenté les modalités relatives au temps de parole pendant les débats généraux, qui serait de deux minutes et trente secondes pour les représentants des États membres du Conseil et d'une minute et trente secondes pour ceux des États observateurs et des autres observateurs.

12. À la 11<sup>e</sup> séance, le 21 juin 2018, le Président a présenté les modalités relatives au temps de parole pendant les réunions-débats, qui serait de deux minutes pour les représentants des États membres du Conseil, des États observateurs et des autres observateurs.

13. À la 16<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2018, le Président a présenté les modalités relatives au temps de parole pendant les dialogues individuels avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales qui se tiendraient au titre du point 4 de l'ordre du jour, qui serait de deux minutes pour les représentants des États membres du Conseil, des États observateurs et des autres observateurs.

14. À la 23<sup>e</sup> séance, le 28 juin 2018, le Président a présenté les modalités relatives au temps de parole pendant l'examen des textes issus de l'Examen périodique universel au titre du point 6 de l'ordre du jour : vingt minutes pour que l'État concerné présente ses observations ; le cas échéant, deux minutes pour l'institution nationale des droits de l'homme dotée du statut « A » de l'État concerné ; vingt minutes au maximum pour que les représentants des États membres du Conseil, des États observateurs et des organismes des Nations Unies présentent leurs observations sur les textes issus de l'Examen, avec un temps de parole variable en fonction du nombre d'orateurs, conformément aux modalités exposées dans l'annexe à la résolution 16/21 ; vingt minutes au maximum, avec un temps de parole maximal de deux minutes par orateur, pour que les parties prenantes fassent des observations générales sur les textes issus de l'Examen.

## **F. Séances et documentation**

15. Au cours de sa trente-huitième session, le Conseil des droits de l'homme a tenu 40 séances pour lesquelles des services de conférence complets ont été assurés<sup>2</sup>.

16. La liste des résolutions et des décisions adoptées par le Conseil figure dans la première partie du présent rapport.

## **G. Visites**

17. À la 1<sup>re</sup> séance, le 18 juin 2018, le Secrétaire d'État aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Boris Johnson, a fait une déclaration au Conseil des droits de l'homme.

18. À la même séance, le Secrétaire général du Comité suprême pour les préparatifs et l'héritage de la coupe du monde au Qatar, Hassan el-Thawadi, a fait une déclaration au Conseil.

19. À la 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2018, le Procureur général de l'Afghanistan, Mohammad Farid Hamidi, a fait une déclaration au Conseil.

<sup>2</sup> Les débats de la trente-huitième session du Conseil peuvent être suivis grâce aux archives audiovisuelles des sessions du Conseil, disponibles à l'adresse suivante : <http://webtv.un.org>.

20. À la 8<sup>e</sup> séance, le même jour, le Président de la République de Slovénie, Borut Pahor, a fait une déclaration au Conseil.

21. À la 13<sup>e</sup> séance, le 22 juin 2018, le Ministre et Chef de cabinet nicaraguayen pour la politique nationale, Paul Oquist, a fait une déclaration au Conseil.

22. À la 17<sup>e</sup> séance, le 26 juin 2018, la Ministre fédérale autrichienne à l'Europe, à l'intégration et aux affaires étrangères, Karin Kneissl, a fait une déclaration au Conseil.

## **H. Décision concernant les rapports du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme**

23. À sa 40<sup>e</sup> séance, le 6 juillet 2018, le Conseil des droits de l'homme a décidé d'approuver la demande du Comité consultatif de reporter à sa quarante-deuxième session la date limite pour la soumission des rapports du Comité sur les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite dans les pays d'origine sur la jouissance des droits de l'homme, dont la rédaction est prescrite par la résolution 34/11 du Conseil, et sur les effets préjudiciables du terrorisme sur la jouissance de tous les droits de l'homme, dont la rédaction est prescrite par la résolution 34/8 du Conseil.

## **I. Sélection et nomination des titulaires de mandat**

24. À sa 40<sup>e</sup> séance, le 6 juillet 2018, le Conseil des droits de l'homme a nommé, en application de ses résolutions 5/1 et 16/21 et de sa décision 6/102, cinq titulaires de mandat au titre des procédures spéciales (voir annexe IV).

## **J. Adoption du rapport de la session**

25. À la 40<sup>e</sup> séance, le 6 juillet 2018, les représentants de Djibouti, de la Fédération de Russie, de la France et de l'Inde ont fait des déclarations en leur qualité d'États observateurs au sujet des résolutions adoptées.

26. À la même séance, le Vice-Président et Rapporteur du Conseil des droits de l'homme a fait une déclaration au sujet du projet de rapport du Conseil sur les travaux de sa trente-huitième session.

27. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de rapport (A/HRC/38/2) *ad referendum* et chargé le Rapporteur d'en établir la version définitive.

28. À la même séance, des déclarations au sujet de la session ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Brésil, Pakistan ;

b) Le représentant de l'État observateur suivant : Canada (s'exprimant également au nom de l'Islande, du Liechtenstein et de la Nouvelle-Zélande) ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Centre Europe-tiers monde (s'exprimant également au nom de l'Association internationale des juristes démocrates), Service international pour les droits de l'homme (s'exprimant également au nom de l'Asian Forum for Human Rights and Development, de l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays, de l'Association pour le progrès des communications, du Centre des droits reproductifs, de la Commission internationale de juristes, de l'East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project et de la Human Rights House Foundation).

29. À la même séance également, le Président du Conseil a prononcé une allocution de clôture.



## II. Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

### A. Compte rendu du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

30. À la 1<sup>re</sup> séance, le 18 juin 2018, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a fait le point sur les activités du Haut-Commissariat (HCDH).

31. Au cours du débat général qui a suivi, aux 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> séances, le 19 juin 2018, des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Afghanistan, Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine<sup>3</sup> (s'exprimant également au nom du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Guyana, du Honduras, du Mexique, du Panama, du Paraguay et du Pérou), Australie, Belgique, Brésil, Bulgarie<sup>3</sup> (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Chili, Chine, Chine, Croatie, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Géorgie, Hongrie, Iraq, Islande<sup>3</sup> (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, du Monténégro, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie et de l'Ukraine), Japon, Maroc<sup>3</sup> (s'exprimant également au nom de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, du Burundi, des Comores, de la Côte d'Ivoire, des Émirats arabes unis, du Gabon, de la Guinée, de la Jordanie, du Koweït, d'Oman, du Qatar, de la République centrafricaine, de Sao Tomé-et-Principe et du Sénégal), Mexique, Népal, Nigéria, Nouvelle-Zélande<sup>3</sup> (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, du Monténégro, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse et de la Tchéquie), Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Pays-Bas<sup>3</sup> (s'exprimant également au nom de l'Union européenne, de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Canada, du Chili, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, du Danemark, de l'Espagne, de la Finlande, de la France, du Ghana, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Italie, du Libéria, du Liechtenstein, du Luxembourg, du Mali, du Maroc, du Mexique, du Mozambique, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, du Pérou, de la République-Unie de Tanzanie, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Rwanda, du Sénégal, de la Sierra Leone, de la Slovaquie, de la Slovénie, du Soudan du Sud, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie et de l'Uruguay), Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Ukraine, Uruguay<sup>3</sup> (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Mexique et du Paraguay), Venezuela (République bolivarienne du) ;

<sup>3</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs du Conseil.

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Arménie, Bahreïn, Bélarus, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Canada, Costa Rica, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Grèce, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Italie, Jordanie, Koweït, Lesotho, Lettonie, Libye, Liechtenstein, Luxembourg, Maldives, Maroc, Maurice, Monténégro, Myanmar, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République populaire démocratique de Corée, République de Moldova, République arabe syrienne, Soudan, Tchéquie, Thaïlande, Turquie, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Action of Human Movement, Alliance Creative Community Project, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Amnesty International, Article 19 : Centre international contre la censure, Asian Forum for Human Rights and Development, Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association Duneny, Association for the Protection of Women and Children's Rights, Association des citoyens du monde, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association internationale IUS PRIMI VIRI, Association Congrès du monde islamique, Centre Al-Mezan pour les droits de l'homme, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, Commonwealth Human Rights Initiative, Conseil indien sud-américain, Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Fédération internationale des journalistes, Fondation Maarij pour la paix et le développement, France libertés: Fondation Danielle Mitterrand (s'exprimant également au nom de l'Asociación Española para el Derecho Internacional de los Derechos Humanos, de l'Association américaine des juristes et du Mouvement international de la réconciliation), Franciscans International (s'exprimant également au nom de l'Asian Forum for Human Rights and Development, de la Commission internationale de juristes, de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, de l'Organisation mondiale contre la torture et du Service international pour les droits de l'homme), Global Action on Aging (s'exprimant également au nom du Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies), Global Welfare Association, Human Rights Watch, Il Cenacolo, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, Iraqi Development Organization, Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, Mouvement indien « Tupaj Amaru », Mouvement international de la réconciliation, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Organisation internationale pour les pays les moins avancés, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation mondiale contre la torture (s'exprimant également au nom de l'Asian Forum for Human Rights and Development et de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme), Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Service international pour les droits de l'homme, Tourner la page, Union internationale des femmes musulmanes, United Nations Watch, Verein Südwind Entwicklungspolitik, Victorious Youths Movement, Villages unis (United Villages), Women's Human Rights International.

32. À la 6<sup>e</sup> séance, le 19 juin 2018, les représentants de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, du Cambodge, de la Chine, de l'Égypte, de la Fédération de Russie, du Gabon, de l'Inde, de l'Iran (République islamique d'), des Maldives, du Nicaragua, du Pakistan, des Philippines et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

33. À la même séance, les représentants de l'Inde et du Pakistan ont fait des déclarations au titre de leur deuxième droit de réponse.

## **B. Rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du Secrétaire général**

34. À la 15<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2018, la Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a présenté les rapports thématiques établis par le Haut-Commissariat et le Secrétaire général au titre des points 2, 3, 5 et 6 de l'ordre du jour.

35. Aux 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> séances, le 25 juin 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur les rapports thématiques présentés par la Haute-Commissaire adjointe au titre des points 2 et 3 de l'ordre du jour (voir chap. III, sect. C).

36. À sa 21<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2018, et à sa 22<sup>e</sup> séance, le 28 juin, le Conseil a tenu un débat général sur le point 5 de l'ordre du jour, et à la 27<sup>e</sup> séance, le 29 juin, le Conseil a tenu un débat général sur le point 6 de l'ordre du jour, notamment sur les rapports thématiques présentés par la Haute-Commissaire adjointe au titre des points 2, 5 et 6 de l'ordre du jour (voir chap. V, sect. B, et chap. VI, sect. C).

37. Aux 31<sup>e</sup> et 32<sup>e</sup> séances, le 3 juillet 2018, et à la 34<sup>e</sup> séance, le 4 juillet, le Haut-Commissaire et la Haute-Commissaire adjointe ont présenté les rapports soumis par le Haut-Commissariat au titre des points 2 et 10 de l'ordre du jour.

38. À sa 34<sup>e</sup> séance, le 4 juillet 2018, et à sa 35<sup>e</sup> séance, le 5 juillet, le Conseil a tenu un débat général sur le point 10 de l'ordre du jour, notamment sur les rapports présentés par le Haut-Commissaire au titre des points 2 et 10 de l'ordre du jour (voir chap. X, sect. G).

## **C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets**

### **Assistance technique à la République démocratique du Congo et suite donnée au rapport de l'équipe d'experts internationaux sur la situation au Kasai**

39. Comme le secrétariat en a été informé, le projet de résolution A/HRC/38/L.22, dont les auteurs étaient l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède et la Tchéquie, a été retiré par ses auteurs le 5 juillet 2018, avant son examen par le Conseil des droits de l'homme.

## **III. Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement**

### **A. Réunions-débats**

#### **Journée annuelle de débat consacrée aux droits fondamentaux des femmes**

40. Les 21 et 22 juin 2018, conformément à sa résolution 6/30, le Conseil des droits de l'homme a tenu sa journée annuelle de débat consacrée aux droits fondamentaux des femmes. Deux réunions-débats ont été organisées.

41. À sa 11<sup>e</sup> séance, le 21 juin 2018, le Conseil a tenu la première réunion-débat, sur le thème « L'incidence de la violence à l'égard des défenseuses des droits de l'homme et des organisations de femmes dans l'espace numérique ».

42. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a prononcé une allocution liminaire. La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, Dubravka Šimonović, a animé la réunion-débat.

43. À la même séance, les intervenants dont le nom suit ont fait des déclarations : la fondatrice et Directrice de Glitch (Royaume-Uni), Seyi Akiwowo ; la Directrice exécutive de Digital Rights Foundation, Nighat Dad ; le Directeur du département de la sécurité et de la confidentialité numériques du Tactical Technology Collective, Matt Mitchell.

44. La réunion-débat qui a suivi s'est déroulée en deux parties, toutes deux tenues pendant la même séance. Au cours de la première partie, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Brésil (s'exprimant au nom de la Communauté des pays de langue portugaise), Chine, Émirats arabes unis (s'exprimant au nom de la Ligue des États arabes), Espagne, Liechtenstein<sup>3</sup> (s'exprimant également au nom de l'Autriche, de la Slovaquie et de la Suisse), Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Canada, Estonie (s'exprimant également au nom du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Norvège et de la Suède), Irlande ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Commission australienne des droits de l'homme (par message vidéo) ;

f) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Plan International (s'exprimant également au nom de Défense des enfants International, de Foundation ECPAT International et de Terre des Hommes Fédération internationale), Service international pour les droits de l'homme (s'exprimant également au nom d'Amnesty international, de l'Asian Forum for Human Rights and Development, de l'Association pour le progrès des communications, de l'Association pour les droits des femmes dans le développement, de l'Organisation mondiale contre la torture et de Première ligne : Fondation internationale pour la protection des défenseurs des droits de l'homme).

45. À la fin de la première partie de la première réunion-débat, les intervenants ont répondu aux questions et formulé des observations.

46. Au cours de la deuxième partie de la réunion-débat, des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Iraq, Pakistan, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Argentine, Danemark, France, Grèce, Lesotho, Pays-Bas, Serbie, Soudan ;

c) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Commission pour l'égalité et les droits de l'homme (Angleterre, Écosse et pays de Galles) (s'exprimant également au nom de la Commission des droits de l'homme d'Irlande du Nord et de la Commission écossaise des droits de l'homme) (par message vidéo) ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement (s'exprimant également au nom de la Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights), Espace Afrique International.

47. À la même séance également, les intervenants de la première réunion-débat ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

48. À sa 12<sup>e</sup> séance, le 22 juin 2018, le Conseil a tenu la deuxième réunion-débat, sur le thème « Promouvoir les droits des femmes dans le domaine économique en leur donnant accès aux technologies de l'information et de la communication et en leur permettant de jouer un rôle actif dans ce secteur ».

49. La Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a prononcé une allocution liminaire. La Ministre danoise de la pêche et de l'égalité des chances et Ministre de la coopération nordique, Eva Kjer Hansen, a prononcé le discours d'introduction. L'administratrice des programmes et responsable des partenariats de l'initiative SheTrades lancée par le Centre du commerce international, Anna Mori, a animé la réunion-débat.

50. À la même séance, les intervenants dont le nom suit ont fait des déclarations : la chercheuse et Responsable de la communication et de l'évaluation du réseau Research ICT Africa, Chenai Chair ; le Coordonnateur pour l'Asie de l'Alliance for Affordable Internet de la World Wide Web Foundation, Basheerhamad Shadrach ; la Directrice des relations numériques chez Sonatel, Rokhaya Solange Ndir.

51. La réunion-débat qui a suivi s'est déroulée en deux parties, toutes deux tenues pendant la même séance. Au cours de la première partie, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Australie (s'exprimant également au nom des Fidji, des Îles Cook, des Îles Marshall, des Îles Salomon, de Kiribati, de la Micronésie (États fédérés de), de Nauru, de Nioué, de la Nouvelle-Zélande, des Palaos, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Samoa, des Tonga et de Vanuatu), Belgique (s'exprimant également au nom du Luxembourg et des Pays-Bas), Chili (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, de l'Équateur, du Guatemala, du Mexique, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay), Koweït<sup>3</sup> (s'exprimant au nom du Conseil de coopération des États arabes du Golfe), République centrafricaine<sup>3</sup> (s'exprimant au nom d'États membres et d'États observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie), Slovénie (s'exprimant également au nom de l'Autriche et de la Croatie), Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Canada, Danemark, Estonie (s'exprimant également au nom du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Norvège et de la Suède) ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Al-Haq, Association pour le progrès des communications, Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco.

52. À la fin de la première partie de la deuxième réunion-débat, les intervenants ont répondu aux questions et formulé des observations.

53. Au cours de la deuxième partie de la réunion-débat, des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Pakistan, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bulgarie, Fédération de Russie, Italie, Madagascar, Malaisie, Roumanie, Tchèque, Thaïlande, Viet Nam ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Plan International.

54. À la même séance également, les intervenants de la deuxième réunion-débat ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

#### **Réunion-débat sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays en célébration du vingtième anniversaire des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays**

55. À sa 18<sup>e</sup> séance, le 26 juin 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu, conformément à sa décision 35/101, une réunion-débat sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays en célébration du vingtième anniversaire des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays.

56. Le Directeur de la Division des mécanismes relevant du Conseil des droits de l'homme et des instruments relatifs aux droits de l'homme du HCDH et le Haut-Commissaire assistant chargé de la protection au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont fait des déclarations liminaires. La Rapporteuse spéciale sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays, Cecilia Jimenez-Damary, a animé la réunion-débat.

57. À la même séance, les intervenants dont le nom suit ont fait des déclarations : la membre de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et Rapporteuse spéciale de l'Union africaine sur les réfugiés, les demandeurs d'asile, les personnes déplacées et les migrants en Afrique, Maya Sahli Fadel ; la Sous-Secrétaire hondurienne aux droits de l'homme, Alba Marcela Castañeda ; l'Ambassadrice et Représentante permanente des Fidji auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Nazhat Shameem Khan.

58. La réunion-débat qui a suivi s'est déroulée en deux parties, toutes deux tenues pendant la même séance. Au cours de la première partie, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

- a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Chine, Émirats arabes unis (s'exprimant au nom de la Ligue des États arabes), Équateur, Iraq, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Venezuela (République bolivarienne du) ;
- b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Azerbaïdjan, Colombie, Danemark, Fédération de Russie, Serbie ;
- c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;
- d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme ;
- e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Christian Aid, Franciscans International.

59. Au cours de la deuxième partie, des déclarations ont été faites par :

- a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Tunisie ;
- b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Arménie, Autriche, Botswana, Irlande, Koweït, Lesotho, Norvège, République arabe syrienne ;
- c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ;
- d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Al-Haq (s'exprimant également au nom du Centre de ressources BADIL pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens), Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, Verein Südwind Entwicklungspolitik.

60. À la même séance également, les intervenants ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

## **B. Dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales**

### **Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre**

61. À la 1<sup>re</sup> séance, le 18 juin 2018, l'Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, Victor Madrigal-Borloz, a présenté ses rapports (A/HRC/38/43 et Add.1).

62. À la même séance, le représentant de l'Argentine, État concerné, a fait une déclaration.

63. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à l'Expert indépendant par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Belgique, Chine, Cuba, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Mexique, Mexique (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica et de l'Uruguay), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovénie, Suisse, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Autriche, Canada, Colombie, Danemark (s'exprimant également au nom de l'Estonie, de la Finlande, de l'Islande, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Norvège et de la Suède), France, Grèce, Honduras, Irlande, Islande, Israël, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Tchéquie, Thaïlande ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement, Allied Rainbow Communities International, Article 19 : Centre international contre la censure, Association internationale des personnes lesbiennes et gays (s'exprimant également au nom de Asistencia Legal por los Derechos Humanos), Association suédoise pour l'éducation sexuelle (s'exprimant également au nom de l'International Planned Parenthood Federation), British Humanist Association, Human Rights Law Centre, Service international pour les droits de l'homme, Swedish Federation of Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Rights.

64. À la 2<sup>e</sup> séance, l'Expert indépendant a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

#### **Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association**

65. À la 1<sup>re</sup> séance, le 18 juin 2018, le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, Clément Nyaletsossi Voulé, a présenté son rapport (A/HRC/38/34).

66. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Afghanistan, Afrique du Sud, Australie, Belgique, Chine, Cuba, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Iraq, Nigéria, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suisse, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Arménie, Botswana, Fédération de Russie, France, Irlande, Israël, Maldives, Maroc, Pays-Bas, Portugal, Soudan, Tchéquie, État de Palestine ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Article 19 : Centre international contre la censure, Asian Forum for Human Rights and Development, Centre Al-Mezan pour les droits de l'homme, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Ensemble contre la peine de mort, Human Rights House Foundation, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (s'exprimant également au nom de l'Association internationale IUS PRIMI VIRI).

67. À la 2<sup>e</sup> séance, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

68. À la 3<sup>e</sup> séance, le même jour, le représentant de la Fédération de Russie a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

**Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible**

69. À la 2<sup>e</sup> séance, le 18 juin 2018, le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, Dainius Pūras, a présenté ses rapports (A/HRC/38/36 et Add.1 et 2).

70. À la même séance, les représentants de l'Arménie et de l'Indonésie, États concernés, ont fait des déclarations.

71. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Afrique du Sud, Brésil, Chine, Côte d'Ivoire, Égypte, Équateur, Espagne, Géorgie, Iraq, Népal, Pakistan, Philippines, Sénégal, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Ukraine ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Azerbaïdjan, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Djibouti, Fédération de Russie, France, Haïti, Inde, Lituanie, Malaisie, Maldives, Maroc, Paraguay, Portugal, Soudan, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, État de Palestine ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement, Association des citoyens du monde, Association internationale des juristes démocrates, Association internationale IUS PRIMI VIRI, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, Bureau international catholique de l'enfance, Centre des droits reproductifs, Défense des enfants International, Fédération internationale des gays et lesbiennes d'Europe, Franciscans International (s'exprimant également au nom de Genève pour les droits de l'homme : formation internationale, de Minority Rights Group et de VIVAT International), Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Minority Rights Group, Verein Südwind Entwicklungspolitik.

72. À la 3<sup>e</sup> séance, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

**Rapporteuse spéciale sur l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille**

73. À la 2<sup>e</sup> séance, le 18 juin 2018, la Rapporteuse spéciale sur l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille, Alice Cruz, a présenté son rapport (A/HRC/38/42).

74. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Afrique du Sud, Brésil, Chine, Côte d'Ivoire, Égypte, Japon, Népal, Pakistan, Philippines, Sénégal, Slovaquie, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Djibouti, Fédération de Russie, Fidji, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Malaisie, Maroc, Portugal, Trinité-et-Tobago ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;



d) L'observateur de l'Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte ;

e) L'observateur de l'organisation non gouvernementale suivante : Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII.

75. À la 3<sup>e</sup> séance, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

#### **Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale**

76. À la 3<sup>e</sup> séance, le 18 juin 2018, l'Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, Obiora C. Okafor, a présenté ses rapports (A/HRC/38/40 et Add.1).

77. À la 5<sup>e</sup> séance, le 19 juin 2018, le représentant de Cuba, État concerné, a fait une déclaration.

78. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à l'Expert indépendant par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Afrique du Sud, Angola, Chine, Égypte, Équateur, Iraq, Népal, Nigéria, Pakistan, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Djibouti, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Malaisie, Maldives, Maroc, Namibie, Soudan, Suède ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'organisation non gouvernementale suivante : Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII (s'exprimant également au nom de la Compagnie des Filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul, de la Confédération internationale de la Société de Saint-Vincent de Paul, de Humanité nouvelle, du Mouvement international d'apostolat dans les milieux sociaux indépendants, de l'Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement, de Passionists International et de l'Union mondiale des organisations féminines catholiques).

79. À la 6<sup>e</sup> séance, l'Expert indépendant a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

#### **Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation**

80. À la 3<sup>e</sup> séance, le 18 juin 2018, la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation, Koumbou Boly Barry, a présenté ses rapports (A/HRC/38/32 et Add.1).

81. À la 5<sup>e</sup> séance, le 19 juin 2018, le représentant de la Côte d'Ivoire, État concerné, a fait une déclaration.

82. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Australie, Chine, Égypte, Équateur, Iraq, Népal, Nigéria, Pakistan, Slovaquie, Togo (s'exprimant au nom du groupe des États d'Afrique), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bolivie (État plurinational de), Danemark, Djibouti, Fédération de Russie, France, Iran (République islamique d'), Irlande, Koweït, Malaisie, Maldives, Maroc, Namibie, Soudan, Saint-Siège ;

c) Les observateurs des entités ou institutions spécialisées des Nations Unies ou des organisations apparentées dont la liste suit : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), UNICEF ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association des citoyens du monde, Association internationale IUS PRIMI VIRI, Association for the Protection of Women and Children's Rights, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Center for Organisation Research and Education, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Office international de l'enseignement catholique, Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement, Prahar, Volontariat international femmes, éducation, développement, World Barua Organization.

83. À la 6<sup>e</sup> séance, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

#### **Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires**

84. À la 6<sup>e</sup> séance, le 19 juin 2018, la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Agnès Callamard, a présenté ses rapports (A/HRC/38/44 et Add. 1 à 3).

85. À la 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2018, les représentants d'El Salvador et de l'Iraq, États concernés, ont fait des déclarations.

86. À la même séance, le représentant du Bureau du Procureur chargé des droits de l'homme (El Salvador), institution nationale des droits de l'homme, a fait une déclaration (par message vidéo).

87. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Afrique du Sud, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Cuba, Égypte, Iraq, Nigéria, Pakistan, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Fédération de Russie, France, Honduras, Iran (République islamique d'), Lettonie (s'exprimant également au nom du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de l'Islande, de la Lituanie, de la Norvège et de la Suède), Monténégro, Soudan ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, International Gay and Lesbian Human Rights Commission, Organisation mondiale contre la torture (s'exprimant également au nom du Asian Forum for Human Rights and Development), Première ligne : Fondation internationale pour la protection des défenseurs des droits de l'homme (s'exprimant également au nom de Amnesty International, du Asian Forum for Human Rights and Development et de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme), Verein Südwind Entwicklungspolitik, Women's Human Rights International Association.

88. Aux 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> séances, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

#### **Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression**

89. À la 6<sup>e</sup> séance, le 19 juin 2018, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, David Kaye, a présenté ses rapports (A/HRC/38/35, Add.1 et Add.1/Corr.1 et 2, et Add.2 et 3).

90. À la 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2018, le représentant du Mexique, État concerné, a fait une déclaration.

91. À la même séance, le représentant de la Commission nationale des droits de l'homme (Mexique), institution nationale des droits de l'homme, a fait une déclaration (par message vidéo).

92. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Afrique du Sud, Allemagne (s'exprimant également au nom de l'Autriche, du Brésil, du Liechtenstein et du Mexique), Australie, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Croatie, Cuba, Égypte, Équateur, Iraq, Nigéria, Pakistan, Pérou (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Mexique, du Paraguay et de l'Uruguay), Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Togo (s'exprimant au nom du groupe des États d'Afrique), Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Autriche, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Burkina Faso, Fédération de Russie, France, Grèce, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Lettonie, (s'exprimant également au nom du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de l'Islande, de la Lituanie, de la Norvège et de la Suède), Maldives, Monténégro, Myanmar, Paraguay, Pays-Bas, Pologne, Soudan, Uruguay ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNESCO ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alliance Defending Freedom, Article 19 : Centre international contre la censure, Asian Forum for Human Rights and Development, British Humanist Association, Commission internationale de juristes, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Fédération internationale des journalistes, Fédération luthérienne mondiale (s'exprimant également au nom de ACT Alliance – Action by Churches Together), He Fondation Helsinki pour les droits de l'homme, Verein Südwind Entwicklungspolitik.

93. Aux 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> séances, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

### **Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences**

94. À la 8<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2018, la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, Dubravka Šimonović, a présenté ses rapports (A/HRC/38/47 et Add.1 et 2).

95. À la même séance, les représentants de l'Australie et des Bahamas, États concernés, ont fait des déclarations.

96. À la même séance également, le représentant de la Commission australienne des droits de l'homme, institution nationale des droits de l'homme, a fait une déclaration.

97. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Chine, Croatie, Égypte, Équateur, Espagne, Iraq, Japon, Nigéria, Philippines, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Slovaquie, Suisse, Togo (s'exprimant également au nom du groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Autriche, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Canada, Colombie, Djibouti, El Salvador, Fédération de Russie, Finlande (s'exprimant également au nom du Danemark, de l'Estonie, de l'Islande, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Norvège et de la Suède), France, Honduras, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Jamaïque, Jordanie, Malaisie, Maldives,

Maroc, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, Soudan, Thaïlande, Turquie ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : ONU-Femmes ;

d) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Association internationale des personnes lesbiennes et gays (s'exprimant également au nom de la Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie Van Homoseksualiteit – COC Nederland), Association pour le progrès des communications, Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Espace Afrique International, Human Rights Law Centre, United Nations Watch.

98. Aux 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> séances, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

99. À la 9<sup>e</sup> séance, le représentant de la Chine a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

### **Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants**

100. À la 8<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2018, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, Felipe González Morales, a présenté ses rapports (A/HRC/38/41 et Add.1).

101. À la même séance, le représentant du Népal, État concerné, a fait une déclaration.

102. À la même séance également, le représentant de la Commission nationale des droits de l'homme (Népal), institution nationale des droits de l'homme, a fait une déclaration (par message vidéo).

103. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Brésil, Chili, Chine, Égypte, Équateur, Iraq, Mexique, Mexique (s'exprimant également au nom du Brésil, du Chili, du Guatemala, du Pérou et de l'Uruguay), Nigéria, Philippines, Sénégal, Suisse, Togo (s'exprimant également au nom du groupe des États d'Afrique), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Autriche, Azerbaïdjan, Bolivie (État plurinational de), Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Djibouti, El Salvador, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, France, Haïti, Honduras, Italie, Jordanie, Malaisie, Malte, Maroc, Paraguay, Portugal, Soudan, Thaïlande, ancienne République yougoslave de Macédoine, Viet Nam, Saint-Siège ;

c) Les observateurs des entités ou institutions spécialisées des Nations Unies ou des organisations apparentées dont la liste suit : ONU-Femmes, UNICEF ;

d) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Union européenne ;

e) L'observateur de l'Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte ;

f) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Conseil national des droits de l'homme (Maroc) ;

g) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII (s'exprimant également au nom de l'Association Points-Cœur, de la Compagnie des Filles de la Charité de Saint Vincent de Paul, de la Congrégation de Notre-Dame de charité du Bon Pasteur, de la Foundation for GAIA, de la Confédération internationale de la Société de Saint-Vincent de Paul, du Mouvement international ATD Quart Monde, du Mouvement international d'apostolat des milieux sociaux indépendants, de New Humanity, de Passionists International et de l'Union

mondiale des organisations féminines catholiques), Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Dominicains pour la justice et la paix (Ordre des Prêcheurs) (s'exprimant également au nom de Franciscans International), Fondation Maarij pour la paix et le développement, Fondation ECPAT International, Make Mothers Matter, Terre des Hommes Fédération internationale (s'exprimant également au nom de Save the Children International), Volontariat international femmes, éducation, développement.

104. Aux 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> séances, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

**Groupe de travail chargé de la question de la discrimination  
à l'égard des femmes, dans la législation et dans la pratique**

105. À la 9<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2018, la Présidente du Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes, dans la législation et dans la pratique, Ivana Radačić, a présenté les rapports du Groupe de travail (A/HRC/38/46 et Add.1 et 2).

106. À la même séance, les représentants du Samoa et du Tchad, États concernés, ont fait des déclarations.

107. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> séances, le 21 juin 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Présidente du Groupe de travail par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Australie, Belgique, Brésil, Chine, Côte d'Ivoire, Croatie, Émirats arabes unis, Équateur, Géorgie, Hongrie, Iraq, Mexique, Népal, Nouvelle-Zélande <sup>4</sup> (s'exprimant également au nom de l'Australie, du Canada, de l'Islande et du Mexique), Nigéria, Pakistan, Philippines, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Togo (s'exprimant également au nom du groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Djibouti, Fédération de Russie, France, Grèce, Honduras, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Jordanie, Koweït, Lituanie, Malaisie, Maldives, Maroc, Myanmar, Namibie, Norvège (s'exprimant également au nom du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de l'Islande, de la Lettonie et de la Suède), Paraguay, Pologne, Sri Lanka, Thaïlande ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : ONU-Femmes ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement, Al-Khoei Foundation, Alulbayt Foundation, Association pour les droits des femmes dans le développement, Centre des droits reproductifs (s'exprimant également au nom de l'Association pour les droits des femmes dans le développement, de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, de l'International Planned Parenthood Federation et de Plan International), Centro de Estudios Legales y Sociales, Espace Afrique International, ILGA-Europe (s'exprimant également au nom de Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie van Homoseksualiteit – COC Nederland et de l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays), International Human Rights Association of American Minorities, Make Mothers Matter, Mouvement indien « Tupaj Amaru », Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights.

108. Aux 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> séances, la Présidente du Groupe de travail a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

<sup>4</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs du Conseil.

**Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains,  
en particulier les femmes et les enfants**

109. À la 9<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2018, la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, Maria Grazia Giammarinaro, a présenté ses rapports (A/HRC/38/45 et Add.1).

110. À la même séance, le représentant de Cuba, État concerné, a fait une déclaration.

111. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> séances, le 21 juin 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Bélarus<sup>4</sup> (s'exprimant également au nom de Bahreïn, du Bangladesh, de la Bolivie (État plurinational de), de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Équateur, de l'Érythrée, de la Fédération de Russie, de l'Inde, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de la Libye, du Nicaragua, du Nigéria, de l'Ouzbékistan, des Philippines, du Qatar, de la République démocratique populaire lao, de Singapour, du Tadjikistan, du Turkménistan et du Venezuela (République bolivarienne du)), Belgique, Brésil, Chine, Côte d'Ivoire, Égypte, Géorgie, Iraq, Népal, Nigéria, Pakistan, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Togo (s'exprimant également au nom du groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bahreïn, Bangladesh, Botswana, Bulgarie, Colombie, Djibouti, Fédération de Russie, France, Grèce, Honduras, Israël, Italie, Jordanie, Liechtenstein, Lituanie, Malaisie, Maldives, Maroc, Myanmar, Paraguay, Portugal, Seychelles, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam, Saint-Siège ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : ONU-Femmes ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) L'observateur de l'Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte ;

f) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Caritas Internationalis, Foundation ECPAT International, VIVAT International (s'exprimant également au nom de Franciscans International).

112. Aux 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> séances, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

**Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté**

113. À la 12<sup>e</sup> séance, le 22 juin 2018, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, Philip Alston, a présenté ses rapports (A/HRC/38/33 et Add.1 et 2).

114. À la même séance, le représentant du Ghana, État concerné, a fait une déclaration.

115. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Chine, Cuba, Égypte, France<sup>4</sup> (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de la Belgique, du Chili, du Maroc, du Pérou, de la Roumanie et du Sénégal), Nigéria, Pakistan, Philippines, Sénégal, Togo (s'exprimant également au nom du groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Colombie, Fédération de Russie, France, Honduras, Inde, Iran (République islamique d'), Malaisie, Paraguay ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, American Civil Liberties Union, Centre des droits reproductifs, Conectas Direitos Humanos, Conselho Indigenista Missionário (s'exprimant également au nom de Franciscans International), Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté.

116. À la 13<sup>e</sup> séance, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

### **Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays**

117. À la 12<sup>e</sup> séance, le 22 juin 2018, la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, Cecilia Jimenez-Damary, a présenté ses rapports (A/HRC/38/39 et Add.1 à 3).

118. À la même séance, les représentants d'El Salvador, de la Libye et du Niger, États concernés, ont fait des déclarations.

119. À la même séance également, le représentant du Bureau du Procureur chargé des droits de l'homme (El Salvador), institution nationale des droits de l'homme, a fait une déclaration (par message vidéo).

120. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Chine, Croatie, Égypte, Géorgie, Iraq, Kenya, Nigéria, Philippines, Sénégal, Togo (s'exprimant également au nom du groupe des États d'Afrique), Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Autriche (s'exprimant également au nom du Honduras et de l'Ouganda), Azerbaïdjan, Estonie, Fédération de Russie, France, Honduras, Malaisie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République arabe syrienne, Serbie, Soudan, État de Palestine ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, Alsalam Foundation, Association des citoyens du monde, Centre européen pour le droit et la justice, Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Mbororo Social and Cultural Development Association, Pasumai Thaayagam Foundation, Prahar.

121. À la 13<sup>e</sup> séance, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

122. À la même séance, les représentants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et du Brésil ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

123. À la même séance également, les représentants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ont fait des déclarations au titre de leur deuxième droit de réponse.

### **Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises**

124. À la 14<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2018, la Présidente du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, Anita Ramasastry, a présenté les rapports du Groupe de travail (A/HRC/38/48 et Add.1 et 2).

125. À la même séance, les représentants du Canada du Pérou, États concernés, ont fait des déclarations.

126. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Présidente du Groupe de travail par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Égypte, Équateur, Espagne, Kenya, Pakistan, Togo (s'exprimant également au nom du groupe des États d'Afrique), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Azerbaïdjan, Fédération de Russie, France, Inde, Mozambique, Namibie, Norvège, Pays-Bas, Thaïlande, État de Palestine, Saint-Siège ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Conectas Direitos Humanos, Human Rights Law Centre, Human Rights Now, Service international pour les droits de l'homme, Sikh Human Rights Group.

127. À la même séance également, la Présidente du Groupe de travail a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

#### **Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats**

128. À la 14<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2018, le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, Diego García-Sayán, a présenté ses rapports (A/HRC/38/38 et Add.1).

129. À la même séance, le représentant de la Pologne, État concerné, a fait une déclaration.

130. À la même séance également, le représentant du Commissariat aux droits de l'homme (Pologne), institution nationale des droits de l'homme, a fait une déclaration.

131. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Belgique, Brésil, Chine, Égypte, Hongrie, Iraq, Kenya, Nigéria, Pakistan, Pérou (s'exprimant également au nom du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Guatemala, du Mexique, du Paraguay et de l'Uruguay), Togo (s'exprimant au nom du groupe des États d'Afrique), Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Burkina Faso, Estonie, Fédération de Russie, France, Grèce, Maroc, Monténégro, Myanmar, Soudan ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Organisation internationale de droit du développement, Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Association internationale du barreau (s'exprimant également au nom de Lawyers for Lawyers, Lawyers Rights Watch Canada, The Law Society et l'Union internationale des avocats), Centre européen pour le droit et la justice, Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Commission internationale de juristes, Human Rights House Foundation, International Federation for the Protection of the Rights of Ethnic, Iraqi Development Organization, Parti radical non-violent transnational et transparti, Religious, Linguistic and Other Minorities.

132. À la même séance, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.



## C. Débat général sur le point 3 de l'ordre du jour

133. À ses 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> séances, le 25 juin 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur les rapports thématiques soumis au titre des points 2 et 3 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Autriche, du Canada, du Costa Rica, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, du Japon, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, de la Mongolie, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède, de la Tchéquie et de la Tunisie), Australie (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, du Canada, du Chili, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, de l'Islande, du Luxembourg, de Malte, du Mexique, du Monténégro, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie, de l'Ukraine et de l'Uruguay), Autriche<sup>4</sup> (s'exprimant également au nom de l'Argentine, de l'Australie, du Botswana, du Brésil, du Chili, de la France, de la Grèce, de la Lettonie, de la Lituanie, du Maroc, des Pays-Bas, du Qatar, de la République de Corée, de la Suède et de la Tunisie), Belgique, Brésil (s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de la France, de l'Indonésie, de la Norvège et du Sénégal), Bulgarie<sup>4</sup> (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Côte d'Ivoire (s'exprimant également au nom de l'Afghanistan, de l'Afrique du Sud, de l'Albanie, de l'Algérie, de l'Angola, de l'Arabie saoudite, de l'Azerbaïdjan, de Bahreïn, du Bangladesh, du Bélarus, du Bénin, du Botswana, du Brunei Darussalam, du Burkina Faso, du Burundi, du Cabo Verde, du Cameroun, de la Chine, des Comores, du Congo, de Djibouti, de l'Égypte, d'El Salvador, des Émirats arabes unis, de l'Érythrée, de l'Eswatini, de l'État de Palestine, de l'Éthiopie, de la Fédération de Russie, du Gabon, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée équatoriale, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, de la Guyana, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), de la Jordanie, du Kazakhstan, du Kenya, de la Kirghizistan, du Koweït, du Lesotho, du Liban, du Libéria, de la Libye, de Madagascar, de la Malaisie, du Malawi, des Maldives, du Mali, du Maroc, de Maurice, de la Mauritanie, du Mozambique, de la Namibie, du Niger, du Nigéria, d'Oman, de l'Ouganda, de l'Ouzbékistan, du Pakistan, du Qatar, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, de la République arabe syrienne, de la République-Unie de Tanzanie, du Rwanda, de Sao Tomé-et-Principe, du Sénégal, des Seychelles, de la Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan du Sud, du Soudan, du Suriname, du Tadjikistan, du Tchad, du Togo, de la Tunisie, du Turkménistan, de la Turquie, du Yémen, de la Zambie et du Zimbabwe), Cuba, Fédération de Russie<sup>4</sup> (s'exprimant également au nom du Bélarus, du Brésil, de la Chine, du Pakistan, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Zimbabwe), Géorgie, Japon, Koweït<sup>4</sup> (s'exprimant au nom du Conseil de coopération des États arabes du Golfe), Pakistan, Portugal<sup>4</sup> (s'exprimant également au nom du Brésil, du Mozambique, du Paraguay et de la Thaïlande), Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (s'exprimant également au nom de l'Afghanistan, de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Andorre, de l'Angola, de l'Argentine, de l'Arménie, de l'Australie, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, des Bahamas, du Bahreïn, du Bélarus, de la Belgique, du Bhoutan, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, de la Bulgarie, de la Burkina Faso, du Cambodge, du Canada, du Chili, de la Chine, de Chypre, de la Colombie, du Costa Rica, de la Croatie, du Danemark, de Djibouti, d'El Salvador, des Émirats arabes unis, de l'Équateur, de l'Érythrée, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'Eswatini, de l'Éthiopie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, des Fidji, de la Finlande, de la France, de la Gambie, de la Géorgie, du Ghana, de la Grèce, du Guatemala, de la Guyana, de Haïti, du Honduras, de la Hongrie, de l'Indonésie, de l'Iraq, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, de la Jordanie, du Kenya, du Koweït, de la Lettonie, du Liban, du Libéria, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de la Malaisie, du Malawi, des Maldives, de Malte, du Maroc, de Maurice, du Mexique, de Monaco, de la Mongolie, du Monténégro, du Myanmar, de la Namibie, du Népal, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, d'Oman, de l'Ouganda, du Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), des Palaos, du Panama, du Paraguay, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, de la Pologne,

du Portugal, de la République populaire démocratique de Corée, de la République démocratique du Congo, de la République de Corée, de la République de Moldova, de la Roumanie, du Rwanda, de Saint-Marin, des Samoa, du Sénégal, de la Serbie, des Seychelles, de la Sierra Leone, de la Slovaquie, de la Slovénie, du Soudan, de Sri Lanka, de la Suède, de la Suisse, du Tchad, de la Tchéquie, de la Thaïlande, du Timor-Leste, du Togo, de la Trinité-et-Tobago, de la Tunisie, du Turkménistan, de la Turquie, de l'Ukraine, de l'Uruguay, de la Zambie et du Zimbabwe), Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Turkménistan<sup>4</sup> (s'exprimant également au nom de l'Afghanistan, de l'Albanie, de l'Arménie, du Bangladesh, du Bélarus, du Cambodge, du Canada, de la Chine, de la Fédération de Russie, de la Géorgie, de l'Iran (République islamique d'), du Kazakhstan, du Kirghizistan, des Maldives, du Mali, de Monaco, de la Mongolie, de l'Ouzbékistan, du Pakistan, de la République populaire démocratique de Corée, de la République arabe syrienne, de Saint-Marin, du Soudan et du Tadjikistan), Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Argentine, Bosnie-Herzégovine, Fédération de Russie, Grèce, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Libye, Maldives, Maroc, Norvège, Pays-Bas, République-Unie de Tanzanie, Singapour, Tonga, Saint-Siège ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union interparlementaire ;

d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme (s'exprimant également au nom des institutions nationales des droits de l'homme de l'Allemagne, de la Bolivie (État plurinational de), du Cameroun, du Danemark, de l'Équateur, de l'Inde, de l'Irlande, du Maroc et des Philippines) ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action of Human Movement, African Development Association, Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Association américaine des juristes, Association Bharathi Centre Culturel Franco-Tamoul, Association d'entraide médicale Guinée, Association Duneny, Association pour le progrès des communications, Association for the Protection of Women and Children's Rights, Association des citoyens du monde, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association Thendral, Association internationale IUS PRIMI VIRI, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII (s'exprimant également au nom de la Congrégation de Notre-Dame de charité du Bon Pasteur, de l'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, de l'Union mondiale des organisations féminines catholiques et de Volontariat international femmes, éducation, développement), Center for International Environmental Law, Centre d'action pour le développement rural, Centre Europe-tiers monde, Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Centre européen pour le droit et la justice, Centre palestinien pour le développement et la liberté des médias (MADA), China Society for Human Rights Studies, Christian Solidarity Worldwide, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, Commission internationale de juristes (s'exprimant également au nom de CIDSE et des Dominicains pour la justice et la paix (Ordre des Prêcheurs)), Conectas Direitos Humanos, Congrès juif mondial, Congrès du monde islamique, Conseil de la jeunesse pluriculturelle, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Conseil indien sud-américain, Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience, « Coup de pouce » Chaîne de l'espoir Nord-Sud, FIAN International, Fondation Maarij pour la paix et le développement, France libertés: Fondation Danielle Mitterrand, Franciscans International (s'exprimant également au nom de VIVAT International), Global Welfare Association, Graduate Women International, Human Rights Law Centre, Human Security Initiative, Il Cenacolo, International Career Support Association, International Educational Development, International Federation for the Protection of the Rights of Ethnic, International Humanist and Ethical Union, International-Lawyers.org, Iraqi Development Organization, Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, Liberation, Linguistic and Other Minorities, Make Mothers Matter, Mbororo Social

and Cultural Development Association, Mouvement indien "Tupaj Amaru", Mouvement international de la réconciliation, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale, Organisation de défense des victimes de la violence, Pasumai Thaayagam Foundation, Prahar, Religious, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Research and Service, Save the Children International, Service international pour les droits de l'homme, Sikh Human Rights Group, Société pour les peuples menacés, Solidarité Suisse-Guinée, Stichting International Center for Ethnobotanical Education, Tamil Uzhagam, Tourner la page, Union internationale des femmes musulmanes, Union des juristes arabes, United Nations Watch, Verein Südwind Entwicklungspolitik, Victorious Youths Movement, Villages unis, World Barua Organization, World Evangelical Alliance.

134. À la 16<sup>e</sup> séance, les représentants de l'Arabie saoudite, du Brésil, de la Chine, de l'Inde, du Japon, du Pakistan, du Qatar, de la République de Corée, de la République-Unie de Tanzanie et de la Thaïlande ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

135. À la même séance, les représentants de l'Inde et du Pakistan ont fait des déclarations au titre de leur deuxième droit de réponse.

## **D. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets**

### **Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles**

136. À la 36<sup>e</sup> séance, le 5 juillet 2018, le représentant du Mexique, agissant aussi au nom de la Colombie, a présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.1/Rev.1, qui avait pour auteurs principaux la Colombie et le Mexique et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, Andorre, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, le Chili, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, Haïti, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Pérou, le Portugal, la République de Moldova, la Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Rwanda, Saint-Marin, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Tchéquie, la Thaïlande, la Turquie, l'Ukraine et l'Uruguay. La Bolivie (État plurinational de), le Botswana, le Costa Rica, le Guatemala, Monaco, la Mongolie, le Népal, la République de Corée, la Serbie et la Slovaquie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

137. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé que le projet de résolution A/HRC/38/L.1/Rev.1 avait été révisé oralement.

138. À la même séance également, le Président du Conseil a annoncé que les amendements A/HRC/38/L.23, A/HRC/38/L.25 et A/HRC/38/L.34 au projet de résolution A/HRC/38/L.1/Rev.1 révisé oralement avaient été retirés par leurs auteurs.

139. À la même séance, le représentant de la Fédération de Russie a présenté l'amendement A/HRC/38/L.24 au projet de résolution A/HRC/38/L.1/Rev.1 révisé oralement.

140. À la même séance également, le représentant de l'Arabie saoudite a présenté l'amendement A/HRC/38/L.35 au projet de résolution A/HRC/38/L.1/Rev.1 révisé oralement.

141. Les amendements A/HRC/38/L.23 et A/HRC/38/L.25 avaient pour auteur principal la Fédération de Russie et pour coauteurs l'Arabie saoudite et l'Égypte. L'amendement A/HRC/38/L.24 avait pour auteur principal la Fédération de Russie et pour coauteurs l'Arabie saoudite et l'Égypte. L'Indonésie s'est jointe ultérieurement aux auteurs. L'amendement A/HRC/38/L.34 avait pour auteurs l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Fédération de Russie. L'amendement A/HRC/38/L.35 avait pour auteurs l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Fédération de Russie. L'Indonésie s'est jointe ultérieurement aux auteurs.

142. À la même séance, le représentant du Mexique a fait une déclaration au sujet des propositions d'amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.1/Rev.1 révisé oralement.

143. À la même séance également, les représentants de l'Australie, de la Belgique, du Brésil, du Chili, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution A/HRC/38/L.1/Rev.1 révisé oralement et des propositions d'amendement.

144. À la même séance, le Conseil s'est prononcé sur les amendements A/HRC/38/L.24 et A/HRC/38/L.35 au projet de résolution A/HRC/38/L.1/Rev.1 révisé oralement.

145. À la même séance également, le représentant de l'Australie a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/38/L.24.

146. À la même séance, à la demande du représentant de l'Australie, l'amendement A/HRC/38/L.24 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Arabie saoudite, Burundi, Chine, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Iraq, Kenya, Nigéria, Pakistan, Philippines, Qatar

*Ont voté contre :*

Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Équateur, Espagne, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Mongolie, Panama, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tunisie, Ukraine

*Se sont abstenus :*

Afghanistan, Angola, Côte d'Ivoire, Kirghizistan, Népal, Sénégal, Togo

147. À la même séance également, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/38/L.24 par 24 voix contre 12, avec 7 abstentions<sup>5</sup>.

148. À la même séance, à la demande du représentant du Mexique, l'amendement A/HRC/38/L.35 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Arabie saoudite, Burundi, Chine, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Kirghizistan, Nigéria, Pakistan, Qatar, Sénégal

*Ont voté contre :*

Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Équateur, Espagne, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Mongolie, Panama, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tunisie, Ukraine

*Se sont abstenus :*

Afghanistan, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Népal, Philippines, Togo

149. À la même séance également, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/38/L.35 par 24 voix contre 11, avec 7 abstentions<sup>6</sup>.

150. À la même séance, les représentants de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, de l'Iraq, du Nigéria, du Pakistan et du Qatar ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant le projet de résolution A/HRC/38/L.1/Rev.1 révisé oralement. Dans leurs déclarations, les représentants de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, du Nigéria, du Pakistan et du Qatar ont dissocié leurs pays respectifs du consensus sur le dix-neuvième alinéa du préambule et sur le paragraphe 4 d) du projet de résolution révisé oralement. Dans sa déclaration, le représentant du Pakistan a dissocié son pays du consensus sur le paragraphe 7 du projet de résolution révisé oralement. Dans sa déclaration, le représentant de l'Arabie saoudite a dissocié son pays du consensus sur les douzième, quinzième et vingt et unième alinéas du préambule du projet de résolution révisé oralement. Dans sa déclaration, le représentant du Qatar a dissocié son pays du consensus sur les douzième, quinzième et

<sup>5</sup> Les délégations de Cuba, de la République démocratique du Congo et du Venezuela (République bolivarienne du) n'ont pas pris part au vote.

<sup>6</sup> Les délégations de Cuba, de la République démocratique du Congo, du Rwanda et du Venezuela (République bolivarienne du) n'ont pas pris part au vote.

vingt et unième alinéas du préambule et sur le paragraphe 7 du projet de résolution révisé oralement. Dans sa déclaration, le représentant de l'Iraq a dissocié son pays du consensus sur les sixième, douzième, quinzième, seizième et dix-neuvième alinéas du préambule et sur les paragraphes 4, 6 a) et 7 du projet de résolution révisé oralement.

151. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution A/HRC/38/L.1/Rev.1 révisé oralement sans le mettre aux voix (résolution 38/1).

152. À la 38<sup>e</sup> séance, le 6 juillet 2018, les représentants de l'Australie, du Brésil, du Sénégal et de la Slovaquie ont fait des déclarations pour expliquer leur vote après le vote et formulé des observations générales sur tous les projets de texte adoptés au titre du point 3 de l'ordre du jour. Dans sa déclaration, le représentant du Sénégal a dissocié son pays du consensus sur le dix-neuvième alinéa du préambule du projet de résolution révisé oralement.

### **Droits de l'homme et solidarité internationale**

153. À la 37<sup>e</sup> séance, le 5 juillet 2018, le représentant de Cuba a présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.3, qui avait pour auteur principal Cuba et pour coauteurs le Nicaragua, la République arabe syrienne, la République populaire démocratique de Corée et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Afrique du Sud, l'Angola, le Bélarus, la Bolivie (État plurinational de), le Botswana, la Chine, El Salvador, les Émirats arabes unis (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), l'Équateur, la Fédération de Russie, l'Indonésie, la Malaisie, les Maldives, les Philippines, la République dominicaine, le Sénégal et le Sri Lanka se sont joints ultérieurement aux auteurs.

154. À la même séance, les représentants du Mexique et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant le projet de résolution.

155. À la même séance également, à la demande du représentant de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil), le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

#### *Ont voté pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du)

#### *Ont voté contre :*

Allemagne, Australie, Belgique, Croatie, Espagne, Géorgie, Hongrie, Japon, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine

#### *Se sont abstenus :*

Mexique

156. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution par 31 voix contre 14, avec une abstention (résolution 38/2).

### **Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme**

157. À la 37<sup>e</sup> séance, le 5 juillet 2018, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés, du Groupe des États arabes, de la Chine et de la Fédération de Russie) a présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.4, qui avait pour auteur la République bolivarienne du Venezuela (agissant au nom du Mouvement des pays non alignés). La Chine, El Salvador, la Fédération de Russie et le Paraguay se sont joints ultérieurement à l'auteur.

158. À la même séance, le représentant de l'Australie a fait une observation générale au sujet du projet de résolution.

159. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

160. À la même séance également, les représentants du Japon, du Mexique, du Pérou et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant le projet de résolution.

161. À la même séance, à la demande du représentant de l'Australie, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Burundi, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du).

*Ont voté contre :*

Allemagne, Australie, Belgique, Croatie, Espagne, Géorgie, Hongrie, Japon, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine.

*Se sont abstenus :*

Afghanistan, Brésil, Mexique.

162. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution par 28 voix contre 14, avec 3 abstentions (résolution 38/3)<sup>7</sup>.

### **Droits de l'homme et changements climatiques**

163. À la 37<sup>e</sup> séance, le 5 juillet 2018, les représentants du Viet Nam, des Philippines et du Bangladesh ont présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.5, qui avait pour auteurs principaux le Bangladesh, les Philippines et le Viet Nam et pour coauteurs l'Algérie, l'Andorre, l'Australie, la Bolivie (État plurinational de), le Chili, l'ex-République yougoslave de Macédoine, les Fidji, les Maldives, le Mexique, le Pakistan, le Paraguay, le Pérou, Saint-Marin, l'Uruguay et la Zambie. L'Afghanistan, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bénin, le Botswana, le Costa Rica, Cuba, les Émirats arabes unis (agissant au nom du Groupe des États arabes), la France, la Géorgie, Haïti, le Honduras, l'Iraq, l'Islande, le Malawi, Maurice, le Népal, le Panama, la République dominicaine, le Sénégal, Sri Lanka et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

164. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé que le projet de résolution avait été révisé oralement.

165. À la même séance également, les représentants de l'Afrique du Sud et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution révisé oralement.

166. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution révisé oralement.

167. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution oralement révisé, sans le mettre aux voix (résolution 38/4).

<sup>7</sup> La délégation panaméenne n'a pas pris part au vote.

**Intensification de l'action menée pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles : prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et des filles dans les environnements numériques**

168. À la 37<sup>e</sup> séance, le 5 juillet 2018, le représentant du Canada a présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.6, qui avait pour auteur principal le Canada et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, Andorre, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Chili, Chypre, la Colombie, la Croatie, l'Espagne, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, Haïti, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, le Mexique, Monaco, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Portugal, la République de Moldova, la Roumanie, le Rwanda, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Tchéquie, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, l'Ukraine et l'Uruguay. L'Afrique du Sud, le Bénin, la Bolivie (État plurinational de), le Botswana, le Brésil, le Costa Rica, Cuba, le Danemark, l'Équateur, l'Estonie, les Fidji, le Guatemala, le Honduras, le Kazakhstan, le Malawi, le Mali, la Mongolie, la République de Corée, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Serbie, Sri Lanka, le Timor-Leste et la Zambie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

169. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé que l'auteur principal de l'amendement A/HRC/38/L.33 au projet de résolution A/HRC/38/L.6 avait décidé de le retirer.

170. À la même séance également, le représentant de la Fédération de Russie a présenté l'amendement A/HRC/38/L.32 au projet de résolution A/HRC/38/L.6.

171. L'amendement A/HRC/38/L.32 avait pour auteur principal la Fédération de Russie et pour coauteurs l'Arabie saoudite et l'Égypte. L'Indonésie s'est jointe ultérieurement aux auteurs. L'amendement A/HRC/38/L.33 avait pour auteur principal la Fédération de Russie et pour coauteurs l'Arabie saoudite et l'Égypte.

172. À la même séance, les représentants de la Belgique, du Chili, de la Géorgie, du Japon et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution A/HRC/38/L.6 et de la proposition d'amendement.

173. À la même séance également, le Conseil s'est prononcé sur l'amendement A/HRC/38/L.32 au projet de résolution A/HRC/38/L.6.

174. À la même séance, le représentant de l'Australie a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/38/L.32.

175. À la même séance également, à la demande du représentant de la Géorgie, l'amendement A/HRC/38/L.32 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afghanistan, Arabie saoudite, Burundi, Chine, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Iraq, Kenya, Nigéria, Pakistan, Qatar, République démocratique du Congo

*Ont voté contre :*

Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Équateur, Espagne, Géorgie, Hongrie, Japon, Kirghizistan, Mexique, Mongolie, Panama, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tunisie, Ukraine

*Se sont abstenus :*

Angola, Côte d'Ivoire, Népal, Philippines, Sénégal, Togo

176. À la même séance, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/38/L.32 par 25 voix contre 13, avec 6 abstentions<sup>8</sup>.

177. À la même séance également, les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, de l'Iraq, du Nigéria, du Pakistan et du Qatar ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant le projet de résolution A/HRC/38/L.6. Dans leurs déclarations, les représentants de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, de l'Iraq, du Nigéria, du Pakistan et du Qatar ont dissocié leurs pays respectifs du consensus sur le paragraphe 10 f) du projet de résolution. Dans leurs déclarations, les représentants de l'Arabie saoudite, de l'Iraq et du Qatar ont dissocié leurs pays respectifs du consensus sur les paragraphes 5 et 11 d) du projet de résolution.

178. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution A/HRC/38/L.6 sans le mettre aux voix (résolution 38/5).

### **Élimination des mutilations génitales féminines**

179. À la 37<sup>e</sup> séance, le 5 juillet 2018, le représentant du Togo, s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, a présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.9, qui avait pour auteur principal le Togo, agissant au nom du Groupe des États d'Afrique, et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Andorre, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Chili, Chypre, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, Monaco, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Tchéquie, la Thaïlande et la Turquie. L'Australie, la Bolivie (État plurinational de), le Brésil, le Canada, El Salvador, les Émirats arabes unis (agissant au nom du Groupe des États arabes), le Honduras, le Japon, les Maldives, le Mexique, le Monténégro, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée, la Suisse, l'Ukraine et l'Uruguay se sont joints ultérieurement aux auteurs.

180. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé que le projet de résolution avait été révisé oralement.

181. À la même séance également, les représentants de l'Australie, de la Belgique et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution révisé oralement.

182. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution révisé oralement.

183. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution oralement révisé, sans le mettre aux voix (résolution 38/6).

### **La promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur Internet**

184. À la 37<sup>e</sup> séance, le 5 juillet 2018, les représentants de la Suède (s'exprimant au nom du Brésil, du Nigéria et de la Tunisie) et du Brésil ont présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.10/Rev.1, qui avait pour auteurs principaux le Brésil, le Nigéria, la Suède et la Tunisie et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Bénin, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Chili, Chypre, le Congo, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la France, la Grèce, Haïti, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, le Malawi, Malte, le Mexique, Monaco, le Monténégro, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suisse, la Tchéquie et l'Ukraine. Le Canada, le Costa Rica, El Salvador, l'Équateur, la Géorgie, le Guatemala, le Honduras, la Hongrie, le Japon, les Maldives, la Mongolie, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Pérou, les Philippines, le Qatar, la République de Corée, la République de Moldova, la

<sup>8</sup> Les délégations cubaine et vénézuélienne n'ont pas pris part au vote.



République dominicaine, Saint-Marin, le Sénégal, la Serbie et le Timor-Leste se sont joints ultérieurement aux auteurs.

185. À la même séance, les représentants de l'Afrique du Sud, de la Chine, de l'Égypte, de l'Iraq, du Pérou (s'exprimant également au nom du Chili et du Panama), de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) et de la Tunisie ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

186. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 38/7).

### **Les droits de l'homme dans le contexte du VIH et du sida**

187. À la 37<sup>e</sup> séance, le 5 juillet 2018, le représentant du Brésil (s'exprimant au nom de la Colombie, du Mozambique, du Portugal et de la Thaïlande) a présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.12, qui avait pour auteurs principaux le Brésil, la Colombie, le Mozambique, le Portugal et la Thaïlande et pour coauteurs Andorre, l'Angola, l'Argentine, l'Azerbaïdjan, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Chili, Chypre, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, l'Équateur, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la Géorgie, la Grèce, le Honduras, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, Madagascar, Malte, le Mexique, le Monténégro, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, la Roumanie, Saint-Marin, la Slovaquie, la Suède, la Suisse, la Turquie et l'Uruguay. Le Honduras s'est par la suite retiré de la liste des coauteurs du projet de résolution. L'Allemagne, l'Arménie, l'Australie, l'Autriche, le Bénin, le Botswana, le Canada, El Salvador, l'Espagne, la France, le Guatemala, Haïti, la Hongrie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Malawi, la Nouvelle-Zélande, le Panama, les Philippines, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Sénégal, la Slovénie, la Tchéquie, le Timor-Leste et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

188. À la même séance, les représentants de l'Égypte, du Mexique et du Qatar (s'exprimant également au nom de l'Indonésie, de l'Iraq, du Koweït, d'Oman, du Pakistan et du Soudan) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution. Dans sa déclaration, le représentant du Qatar a dissocié ces pays du consensus sur le vingt-deuxième alinéa du préambule et sur les paragraphes 4, 16 et 22 du projet de résolution.

189. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

190. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 38/8).

### **Le droit à l'éducation : suivi de la résolution 8/4 du Conseil des droits de l'homme**

191. À la 37<sup>e</sup> séance, le 5 juillet 2018, le représentant du Portugal a présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.13, qui avait pour auteur principal le Portugal et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, Andorre, l'Australie, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Belgique, la Bolivie (État plurinational de), la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Chili, Chypre, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Lituanie, le Luxembourg, Madagascar, les Maldives, Malte, Monaco, le Monténégro, la Norvège, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la Pologne, la République de Moldova, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Thaïlande, la Tunisie, l'Ukraine et l'Uruguay. L'Algérie, l'Angola, l'Argentine, l'Arménie, le Bénin, le Botswana, le Brésil, le Canada, Cuba, El Salvador, les Émirats arabes unis, l'Équateur, les Fidji, la France, la Géorgie, le Honduras, la Hongrie, l'Indonésie, l'Iraq, le Japon, la Lettonie, le Maroc, la Mongolie, le Népal, le Panama, les Pays-Bas, le Qatar, Saint-Marin, Sri Lanka, la Suisse et la Tchéquie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

192. À la même séance, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 38/9).

### **Les droits de l'homme et la réglementation de l'acquisition, de la possession et de l'utilisation d'armes à feu par les civils**

193. À la 37<sup>e</sup> séance, le 5 juillet 2018, les représentants de l'Équateur et du Pérou ont présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.14, qui avait pour auteurs principaux l'Équateur et le Pérou et pour coauteurs l'Australie, l'Azerbaïdjan, la Bolivie (État plurinational de), le Chili, Chypre, Cuba, la Grèce, le Honduras, le Liechtenstein, le Paraguay, les Philippines, la Suisse et l'Uruguay. Le Honduras s'est par la suite retiré de la liste des coauteurs du projet de résolution. Le Brésil, le Congo, l'Égypte, El Salvador, la Fédération de Russie, Haïti, l'Irlande, la Jamaïque, les Maldives, le Mexique, le Nigéria, le Portugal, le Sénégal, Singapour, Thaïlande et l'État de Palestine, se sont joints ultérieurement aux auteurs.

194. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

195. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 38/10).

### **Promotion et protection de tous les droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques**

196. À la 38<sup>e</sup> séance, le 6 juillet 2018, le représentant de la Suisse, s'exprimant également au nom du Costa Rica, a présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.16, qui avait pour auteurs principaux le Costa Rica et la Suisse et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, le Honduras, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la République de Moldova, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, la Slovaquie, la Slovénie, la Tchéquie et la Tunisie. La Belgique, le Bénin, le Brésil, le Canada, El Salvador, l'Estonie, la France, la Géorgie, la Grèce, la Hongrie, l'Iraq, l'Irlande, le Panama, les Philippines, la République dominicaine, la République de Corée, la Suède et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

197. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé que le projet de résolution A/HRC/38/L.16 avait été révisé oralement.

198. À la même séance également, le représentant de la Fédération de Russie a présenté l'amendement A/HRC/38/L.26 au projet de résolution A/HRC/38/L.16 révisé oralement.

199. L'amendement A/HRC/38/L.26 avait pour auteur principal la Fédération de Russie et pour coauteur la Chine. L'Indonésie s'est jointe ultérieurement aux auteurs.

200. À la même séance, le représentant de la Suisse a fait une déclaration sur la proposition d'amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.16 révisé oralement.

201. À la même séance également, les représentants de la Belgique, de la Chine, de l'Égypte, du Pakistan, du Panama et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution révisé oralement et de la proposition d'amendement. Dans sa déclaration, le représentant de la Chine a dissocié son pays du consensus sur le projet de résolution révisé oralement.

202. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution révisé oralement.

203. À la même séance, le Conseil s'est prononcé sur l'amendement A/HRC/38/L.26 au projet de résolution A/HRC/38/L.16 révisé oralement.

204. À la même séance également, les représentants de l'Australie, de la Géorgie et de la Suisse ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/38/L.26.

205. À la même séance, à la demande du représentant de la Suisse, l'amendement A/HRC/38/L.26 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Kirghizistan, Pakistan, Philippines, Qatar, Rwanda, Venezuela (République bolivarienne du)

*Ont voté contre :*

Afghanistan, Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Équateur, Espagne, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo, Tunisie, Ukraine

*Se sont abstenus :*

Angola, Côte d'Ivoire, Iraq, Kenya, Népal, Nigéria, République démocratique du Congo, Sénégal

206. À la même séance également, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/38/L.26 par 23 voix contre 14, avec 8 abstentions<sup>9</sup>.

207. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution oralement révisé, sans le mettre aux voix (résolution 38/11).

**Champ d'action de la société civile : coopération  
avec les organisations internationales et régionales**

208. À la 38<sup>e</sup> séance, le 6 juillet 2018, les représentants de l'Irlande (s'exprimant également au nom du Chili, du Japon, de la Sierra Leone et de la Tunisie) et de la Tunisie ont présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.17/Rev.1, qui avait pour auteurs principaux le Chili, l'Irlande, le Japon, la Sierra Leone et la Tunisie et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Bénin, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Canada, Chypre, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Géorgie, le Ghana, la Grèce, le Honduras, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la République de Moldova, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Tchéquie, l'Ukraine et l'Uruguay. L'Argentine, la Colombie, le Congo, El Salvador, l'Équateur, l'État de Palestine, le Guatemala, le Mexique, le Panama, la République dominicaine, la République de Corée, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Sénégal se sont joints ultérieurement aux auteurs.

209. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé que le projet de résolution A/HRC/38/L.17/Rev.1 avait été révisé oralement.

210. À la même séance également, le représentant de la Chine (s'exprimant également au nom de Cuba, de la Fédération de Russie et du Pakistan) a présenté les amendements A/HRC/38/L.36, A/HRC/38/L.37 et A/HRC/38/L.38 au projet de résolution A/HRC/38/L.17/Rev.1 révisé oralement. Le représentant de la Chine (s'exprimant également au nom de Cuba et de la Fédération de Russie) a présenté l'amendement A/HRC/38/L.39 au projet de résolution A/HRC/38/L.17/Rev.1 révisé oralement.

211. À la même séance, la Chine a retiré l'amendement A/HRC/38/L.36 au projet de résolution A/HRC/38/L.17/Rev.1 révisé oralement.

212. L'amendement A/HRC/38/L.36 avait pour auteur principal la Chine et pour coauteurs la Fédération de Russie et le Pakistan. Cuba s'est jointe ultérieurement aux auteurs. Les amendements A/HRC/38/L.37 et A/HRC/38/L.38 avaient pour auteur principal la Chine et pour coauteurs la Fédération de Russie et le Pakistan. Cuba, l'Indonésie et le Venezuela (République bolivarienne du) se sont joints ultérieurement aux auteurs. L'amendement A/HRC/38/L.39 avait pour auteur principal la Chine et pour

<sup>9</sup> La délégation mongole n'a pas pris part au vote.

coauteur la Fédération de Russie. Cuba et le Venezuela (République bolivarienne du) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

213. À la même séance également, le représentant du Chili a fait une déclaration sur les propositions d'amendement au projet de résolution A/HRC/38/17/Rev.1 révisé oralement.

214. À la même séance, les représentants du Pakistan, de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil) et de la Suisse ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution révisé oralement et des propositions d'amendement.

215. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution révisé oralement.

216. À la même séance également, le Conseil s'est prononcé sur les amendements A/HRC/38/L.37, A/HRC/38/L.38 et A/HRC/38/L.39 au projet de résolution A/HRC/38/L.17/Rev.1 révisé oralement.

217. À la même séance, les représentants de l'Allemagne et du Pérou ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/38/L.37.

218. À la même séance également, à la demande du représentant du Chili, l'amendement A/HRC/38/L.37 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Arabie saoudite, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Nigéria, Pakistan, Qatar, Venezuela (République bolivarienne du)

*Ont voté contre :*

Afghanistan, Allemagne, Australie, Belgique, Chili, Croatie, Équateur, Espagne, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tunisie, Ukraine

*Se sont abstenus :*

Afrique du Sud, Angola, Brésil, Côte d'Ivoire, Mongolie, Népal, Philippines, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo

219. À la même séance, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/38/L.37 par 22 voix contre 14, avec 10 abstentions.

220. À la même séance également, les représentants de l'Australie et du Chili ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/38/L.38.

221. À la même séance, à la demande du représentant du Chili, l'amendement A/HRC/38/L.38 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Arabie saoudite, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Nigéria, Pakistan, Philippines, Qatar, Venezuela (République bolivarienne du)

*Ont voté contre :*

Afghanistan, Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Espagne, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tunisie, Ukraine

*Se sont abstenus :*

Afrique du Sud, Angola, Côte d'Ivoire, Équateur, Mongolie, Népal, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo

222. À la même séance également, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/38/L.38 par 21 voix contre 15, avec 10 abstentions.

223. À la même séance, les représentants de la Belgique et de la Tunisie ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/38/L.39.

224. À la même séance également, à la demande du représentant du Chili, l'amendement A/HRC/38/L.39 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Arabie saoudite, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Kirghizistan, Pakistan, Philippines, Qatar, Venezuela (République bolivarienne du)

*Ont voté contre :*

Afghanistan, Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Équateur, Espagne, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo, Tunisie, Ukraine

*Se sont abstenus :*

Afrique du Sud, Angola, Côte d'Ivoire, Iraq, Kenya, Mongolie, Népal, Nigéria, République démocratique du Congo, Sénégal

225. À la même séance, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/38/L.39 par 24 voix contre 12, avec 10 abstentions.

226. À la même séance également, les représentants de la Chine, de l'Égypte, de l'Iraq, du Panama et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant le projet de résolution A/HRC/38/L.17/Rev.1 révisé oralement.

227. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution A/HRC/38/L.17/Rev.1 révisé oralement, sans le mettre aux voix (résolution 38/12).

**Les entreprises et les droits de l'homme : améliorer la responsabilisation des entreprises et l'accès à des voies de recours**

228. À la 38<sup>e</sup> séance, le 6 juillet 2018, le représentant de la Norvège a présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.18, qui avait pour auteurs principaux l'Argentine, la Fédération de Russie, le Ghana et la Norvège et pour coauteurs l'Allemagne, Andorre, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, le Canada, le Chili, la Colombie, le Danemark, l'Espagne, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la Gambie, le Honduras, l'Irlande, l'Islande, le Liechtenstein, le Luxembourg, le Niger, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, le Portugal, la Suisse, la Thaïlande, la Tunisie et la Turquie. La Bulgarie, Chypre, la Croatie, la France, la Géorgie, la Grèce, la Hongrie, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, la Lituanie, les Maldives, Malte, le Mexique, le Monténégro, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, la République dominicaine, la République de Corée, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovénie, la Suède et la Tchéquie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

229. À la même séance, les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Équateur, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

230. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

231. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution oralement révisé, sans le mettre aux voix (résolution 38/13).

232. À la même séance, les représentants de l'Australie, du Brésil, du Sénégal et de la Slovaquie ont fait des déclarations pour expliquer leur vote après le vote et des observations générales au sujet de tous les projets de texte adoptés au titre du point 3 de l'ordre du jour.

#### **IV. Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil**

##### **A. Dialogue avec la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne**

233. À la 17<sup>e</sup> séance, le 26 juin 2018, le Président de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, Paulo Sérgio Pinheiro, a fait rapport oralement, en application des résolutions 31/17 et 37/29 du Conseil.

234. À la même séance, le représentant de la République arabe syrienne, État concerné, a fait une déclaration.

235. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux membres de la Commission d'enquête par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Croatie, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Géorgie, Iraq, Japon, Mexique, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovénie, Suisse, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bahreïn, Bélarus, Canada, Danemark (s'exprimant également au nom de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède), Estonie, Fédération de Russie, France, Grèce, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Jordanie, Koweït, Liechtenstein, Maldives, Maroc, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Tchéquie, Turquie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alliance universelle syriaque, Christian Solidarity Worldwide, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (s'exprimant également au nom d'Action Canada pour la population et le développement), Organisation de défense des victimes de la violence, Union des juristes arabes et United Nations Watch.

236. À la 18<sup>e</sup> séance, le représentant de la République arabe syrienne a formulé ses observations finales.

237. Aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> séances, le Président et les membres de la commission d'enquête Karen Koning Abuzayad et Hanny Megally ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

##### **B. Dialogue avec la Commission d'enquête sur le Burundi**

238. À la 19<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2018, le Président de la Commission d'enquête sur le Burundi, Doudou Diène, a fait rapport oralement, en application de la résolution 36/19 du Conseil.

239. À la même séance, les membres de la Commission d'enquête sur le Burundi Françoise Hampson et Lucy Asuagbor ont fait des déclarations.

240. À la même séance également, le représentant de la République arabe syrienne, État concerné, a fait une déclaration.

241. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux membres de la Commission d'enquête par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Belgique, Chine, Espagne, Géorgie, Mexique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Danemark, Érythrée, Fédération de Russie, France, Irlande, Luxembourg, Myanmar, Pays-Bas, Soudan ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Espace Afrique International, Fédération internationale de l'ACAT (s'exprimant également au nom du Centre pour les droits civils et politiques, de l'East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project et de l'Organisation mondiale contre la torture), Human Rights Watch, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme et Tourner la page.

242. À la même séance, le Président de la Commission d'enquête a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

### **C. Dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales**

#### **Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Bélarus**

243. À la 16<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2018, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Bélarus, Miklós Haraszti, a présenté son rapport (A/HRC/38/51), en application de la résolution 35/27 du Conseil.

244. À la même séance, le représentant du Bélarus, État concerné, a fait une déclaration.

245. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Belgique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suisse ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Estonie, Finlande, France, Irlande, Lituanie, Pologne, Tchéquie ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human Rights House Foundation, Human Rights Watch, United Nations Watch.

246. À la même séance également, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

#### **Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée**

247. À la 17<sup>e</sup> séance, le 26 juin 2018, la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, Sheila Keetharuth, a présenté son rapport (A/HRC/38/50), en application de la résolution 35/35 du Conseil.

248. À la même séance, le représentant de l'Érythrée, État concerné, a fait une déclaration.

249. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Belgique, Chine, Cuba, Espagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bélarus, Djibouti, Fédération de Russie, France, Grèce, Norvège, Pays-Bas, Soudan ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Article 19 : Centre international contre la censure, Association mauritanienne pour la promotion du droit, Center for Global Nonkilling, Christian Solidarity Worldwide, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Human Rights Watch, Mouvement international de la réconciliation.

250. À la même séance également, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

#### **Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar**

251. À la 19<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2018, la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, Yanghee Lee, a présenté oralement un rapport sur l'état d'avancement de ses travaux, en application de la résolution 37/32 du Conseil.

252. À la même séance, le représentant du Myanmar, État concerné, a fait une déclaration.

253. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Chine, Iraq, Japon, Mexique, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bangladesh, Bélarus, Canada, Danemark, Estonie, Fédération de Russie, France, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Liechtenstein, Luxembourg, Maldives, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République démocratique populaire lao, Suède, Tchéquie, Thaïlande, Turquie, Viet Nam ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Organisation de la coopération islamique, Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alliance Defending Freedom, Amnesty International, Asian Forum for Human Rights and Development, Christian Solidarity Worldwide, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human Rights Now, Human Rights Watch, INTLawyers, Lawyers' Rights Watch Canada.

254. À la 20<sup>e</sup> séance, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

#### **D. Débat général sur le point 4 de l'ordre du jour**

255. À ses 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> séances, le 27 juin 2018, le Conseil a tenu un débat général sur le point 4 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Belgique, Bulgarie<sup>10</sup> (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Chine, Cuba, Égypte, Espagne, Géorgie, Japon, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suisse, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés), Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant également au nom du Bélarus, de la Bolivie (État

<sup>10</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs du Conseil.



plurinational de), de la Chine, de Cuba, de l'Égypte, de l'Érythrée, de la Fédération de Russie, de l'Inde, de l'Iran (République islamique d'), du Myanmar, du Nicaragua, du Pakistan, de la République populaire démocratique de Corée, du Soudan et du Zimbabwe) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Arménie, Bolivie (État plurinational de), Canada, Danemark, Fédération de Russie, Finlande, France, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Maldives, Norvège, Pays-Bas, République populaire démocratique de Corée, Tchéquie ;

c) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Bureau du Défenseur des droits de l'homme (Nicaragua) ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, Africa culture internationale, African Development Association, Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, Agir ensemble pour les droits de l'homme, Alliance Creative Community Project, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Amnesty International, Article 19 : Centre international contre la censure (s'exprimant également au nom du Committee to Protect Journalists, de Freedom House et de PEN International), Asian Forum for Human Rights and Development, Association américaine des juristes, Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association culturelle des Tamouls en France, Association d'entraide médicale Guinée, Association des étudiants tamouls de France, Association Dunenyo, Association for the Protection of Women and Children's Rights, Association des citoyens du monde, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association Thendral, Association internationale des personnes lesbiennes et gays, Association internationale IUS PRIMI VIRI, B'nai B'rith, Center for Inquiry, Center for Organisation Research and Education, Centre d'action pour le développement rural, Centre Europe-Tiers monde, Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Centre européen pour le droit et la justice, Christian Solidarity Worldwide, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, Commission internationale de juristes, Communauté internationale baha'ie, Conectas Direitos Humanos, Congrès juif mondial, Congrès du monde islamique, Conseil de jeunesse pluriculturelle, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Conseil indien sud-américain, « Coup de pouce » Chaîne de l'espoir Nord-Sud, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Ensemble contre la peine de mort, Environment and Health, European Region of the International Lesbian and Gay Federation, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Fondation Helsinki pour les droits de l'homme, Fondation Maarij pour la paix et le développement, France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, Global Institute for Water, Groupement pour les droits des minorités, Human Rights Law Centre, Human Rights Now, Human Rights Watch, Human Security Initiative Organization, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, Institut international pour les droits et le développement, International Career Support Association, International Educational Development, International Human Rights Association of American Minorities, INTLawyers, Iraqi Development Organization, Jssor Youth Organization, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Le pont, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Mouvement international de la réconciliation, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Nouveaux droits de l'homme, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Organisation de défense des victimes de la violence, Pasumai Thaayagam Foundation, Presse emblème campagne, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Réseau international des droits humains, Service international pour les droits de l'homme, Société chinoise d'étude des droits de l'homme, Society for Development and Community Empowerment, Solidarité Suisse-Guinée, Tamil Uzhagam, Union internationale humaniste et laïque (s'exprimant également au nom d'Ensemble contre la peine de mort et de Freedom Now), Union internationale des femmes musulmanes, United Nations Watch, Verein Südwind Entwicklungspolitik, Victorious Youths Movement, Villages unis, VIVAT International (s'exprimant également au nom de Franciscans International), World Barua Organization, World Environment and Resources Council, World Evangelical Alliance

256. À la 21<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2018, les représentants du Brésil, du Cambodge, de la Chine, de Cuba, de l'Égypte, de la Grèce, de l'Inde, de l'Iran (République islamique d'), de l'Iraq, du Japon, du Pakistan, des Philippines, de la République de Corée, de la République démocratique populaire lao, de la République populaire démocratique de Corée, du Soudan, de la Turquie et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

257. À la même séance, les représentants de l'Inde, du Japon, du Pakistan et de la République populaire démocratique de Corée ont fait des déclarations au titre de leur deuxième droit de réponse.

## **E. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets**

### **Situation des droits de l'homme au Bélarus**

258. À la 38<sup>e</sup> séance, le 6 juillet 2018, le représentant de l'Autriche, s'exprimant au nom de l'Union européenne, a présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.7, qui avait pour auteurs principaux l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède et la Tchéquie, et pour coauteurs l'Albanie, Andorre, l'Australie, la Bosnie-Herzégovine, le Canada, l'Islande, le Japon, le Liechtenstein, Monaco, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, l'ex-République yougoslave de Macédoine et Saint-Marin. La Suisse s'est jointe ultérieurement aux auteurs.

259. À la même séance, les représentants de l'Australie et de la Suisse (s'exprimant également au nom de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

260. À la même séance également, le représentant du Bélarus, État concerné, a fait une déclaration.

261. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

262. À la même séance, les représentants de la Chine, de Cuba, de l'Égypte, du Pakistan et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant le projet de résolution.

263. À la même séance également, à la demande du représentant de la Chine, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

#### *Ont voté pour :*

Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Côte d'Ivoire, Croatie, Espagne, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine

#### *Ont voté contre :*

Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Venezuela (République bolivarienne du)

#### *Se sont abstenus :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Équateur, Éthiopie, Géorgie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo, Tunisie

264. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution par 19 voix contre 6, avec 21 abstentions (résolution 38/14).

### Situation des droits de l'homme en Érythrée

265. À la 38<sup>e</sup> séance, le 6 juillet 2018, les représentants de Djibouti et de la Somalie ont présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.15/Rev.1, qui avait pour auteurs Djibouti et la Somalie. L'Autriche, la Belgique, le Canada, la Croatie, la France, la Grèce, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, la Tchéquie et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

266. À la même séance, le représentant de la Slovaquie, s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil, a formulé une observation générale au sujet du projet de résolution.

267. À la même séance également, le représentant de l'Érythrée, État concerné, a fait une déclaration.

268. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

269. À la même séance, les représentants de la Chine et de l'Égypte ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant le projet de résolution. Dans leurs déclarations, ils ont dissocié leurs pays du consensus sur le projet de résolution.

270. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 38/15).

271. À la 39<sup>e</sup> séance, le 6 juillet 2018, les représentants du Brésil, de Cuba et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote après le vote ainsi que des observations générales concernant tous les projets de texte adoptés au titre du point 4 de l'ordre du jour. Dans sa déclaration, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a dissocié son pays du consensus sur le projet de résolution.

### Situation des droits de l'homme en République arabe syrienne

272. À la 39<sup>e</sup> séance, le 6 juillet 2018, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de la France, de l'Italie, de la Jordanie, du Koweït, du Maroc, du Qatar et de la Turquie) a présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.20, qui avait pour auteurs l'Allemagne, l'Arabie saoudite, la France, l'Italie, la Jordanie, le Koweït, le Maroc, le Qatar, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Turquie, et pour coauteurs l'Albanie, l'Andorre, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la Géorgie, l'Irlande, l'Islande, le Japon, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, les Maldives, Malte, le Monténégro, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovénie, la Suède, la Tchéquie et l'Ukraine. Le Botswana, Monaco, les Émirats arabes unis, la Norvège, la République de Corée, Saint-Marin, la Slovaquie et la Suisse et se sont joints ultérieurement aux auteurs.

273. À la même séance, le représentant de la Fédération de Russie a présenté les amendements A/HRC/38/L.28, A/HRC/38/L.29, A/HRC/38/L.30 et A/HRC/38/L.31 au projet de résolution A/HRC/38/L.20.

274. Les amendements A/HRC/38/L.28, A/HRC/38/L.29, A/HRC/38/L.30 et A/HRC/38/L.31 avaient pour auteur principal la Fédération de Russie et pour coauteur la Chine. La République bolivarienne du Venezuela s'est jointe ultérieurement aux auteurs.

275. À la même séance également, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait une déclaration au sujet des amendements proposés au projet de résolution A/HRC/38/L.20.

276. À la même séance également, les représentants de l'Australie, de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membre de l'Union européenne membres du Conseil), de la Suisse et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution A/HRC/38/L.20 et des amendements proposés.

277. À la même séance également, le Conseil s'est prononcé sur les amendements A/HRC/38/L.28, A/HRC/38/L.29, A/HRC/38/L.30 et A/HRC/38/L.31 au projet de résolution A/HRC/38/L.20.

278. À la même séance, les représentants de l'Allemagne et du Mexique ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/38/L.28.

279. À la même séance également, à la demande du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'amendement A/HRC/38/L.28 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Brésil, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Équateur, Iraq, Pakistan, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du)

*Ont voté contre :*

Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Chili, Croatie, Émirats arabes unis, Espagne, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine

*Se sont abstenus :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Philippines, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo

280. À la même séance, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/38/L.28 par 21 voix contre 10, avec 15 abstentions.

281. À la même séance également, les représentants de l'Australie et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/38/L.29.

282. À la même séance également, à la demande du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'amendement A/HRC/38/L.29 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Burundi, Chine, Égypte, Équateur, Iraq, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du)

*Ont voté contre :*

Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Chili, Croatie, Émirats arabes unis, Espagne, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo, Ukraine

*Se sont abstenus :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Brésil, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Philippines, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal

283. À la même séance également, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/38/L.29 par 22 voix contre 7, avec 16 abstentions<sup>11</sup>.

284. À la même séance, les représentants de la Belgique et du Qatar ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/38/L.30.

<sup>11</sup> La délégation cubaine n'a pas pris part au vote.

285. À la même séance également, à la demande du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'amendement A/HRC/38/L.30 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Brésil, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Équateur, Iraq, Pakistan, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du)

*Ont voté contre :*

Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Chili, Croatie, Émirats arabes unis, Espagne, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine

*Se sont abstenus :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Philippines, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo

286. À la même séance, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/38/L.30 par 21 voix contre 10, avec 15 abstentions.

287. À la même séance également, les représentants de la Géorgie et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/38/L.31.

288. À la même séance, à la demande du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'amendement A/HRC/38/L.31 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Brésil, Burundi, Chine, Cuba, Équateur, Iraq, Pakistan, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du)

*Ont voté contre :*

Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Chili, Croatie, Émirats arabes unis, Espagne, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine

*Se sont abstenus :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Côte d'Ivoire, Égypte, Éthiopie, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Philippines, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo

289. À la même séance également, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/38/L.31 par 21 voix contre 9, avec 16 abstentions.

290. À la même séance, les représentants du Brésil, de la Chine, de Cuba, de l'Égypte, de l'Équateur, de l'Iraq, du Mexique et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant le projet de résolution A/HRC/38/L.20.

291. À la même séance également, à la demande des représentants de la Chine et de Cuba, le projet de résolution A/HRC/38/L.20 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Côte d'Ivoire, Croatie, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo, Ukraine

*Ont voté contre :*

Burundi, Chine, Cuba, Iraq, Venezuela (République bolivarienne du)

*Se sont abstenus :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Égypte, Éthiopie, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Philippines, République démocratique du Congo, Sénégal, Tunisie

292. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution A/HRC/38/L.20 par 26 voix contre 5, avec 15 abstentions (résolution 38/16).

293. À la même séance également, les représentants du Brésil, de Cuba et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote après le vote ainsi que des observations générales concernant tous les projets de texte adoptés au titre du point 4 de l'ordre du jour.

## **V. Organes et mécanismes chargés des droits de l'homme**

### **A. Forum sur les entreprises et les droits de l'homme**

294. À la 21<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2018, la présidente du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, Anita Ramasastry, a présenté le rapport du Groupe de travail sur la sixième session du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme, qui s'était tenue du 27 au 29 novembre 2017 (A/HRC/38/49).

### **B. Débat général sur le point 5 de l'ordre du jour**

295. À ses 21<sup>e</sup> et 22<sup>e</sup> séances, les 27 et 28 juin 2018, le Conseil a tenu un débat général sur le point 5 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Azerbaïdjan<sup>12</sup> (s'exprimant également au nom de la Géorgie, du Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique) et du Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés)), Belgique, Brésil (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bolivie (État plurinational de), de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de la Colombie, de la Croatie, de Chypre, de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la Géorgie, de la Grèce, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Italie, du Kazakhstan, de la Lettonie, du Liban, de la Lituanie, du Luxembourg, des Maldives, de Malte, du Mexique, de Monaco, du Monténégro, de la Nouvelle-Zélande, du Paraguay, des Pays-Bas, du Pérou, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie, de l'Ukraine et de l'Uruguay), Bulgarie<sup>12</sup> (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Chili, Chine, Équateur, Émirats arabes unis (s'exprimant au nom de la Ligue des États arabes), France<sup>12</sup> (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Andorre, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de la Colombie, de la Croatie, de l'Estonie, de la Finlande, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Italie, de la Lettonie, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, de Monaco, du Monténégro, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République de Corée, de la République de Moldova, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie, de l'Ukraine et de l'Uruguay), Luxembourg<sup>12</sup> (s'exprimant également au nom de la Belgique et des Pays-Bas), Maroc<sup>12</sup> (s'exprimant également au nom de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Italie, des Maldives, des Philippines et de la Roumanie), Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique) Suisse, Togo (s'exprimant au nom des Groupe des États d'Afrique), Uruguay<sup>12</sup> (s'exprimant également au

<sup>12</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs du Conseil.

nom de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bulgarie, du Chili, du Costa Rica, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie, de la Lettonie, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, du Mexique, de Monaco, du Monténégro, de la Norvège, des Pays-Bas, du Paraguay, de la Pologne, du Portugal, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suisse, de la Tchéquie, de l'Ukraine et du Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bahreïn, Botswana, Colombie, Fidji, Inde, Irlande, Malawi, Maldives, Monténégro et Soudan ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Conseil de coopération des États arabes du Golfe ;

d) L'observateur de l'Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association culturelle des Tamouls en France, Association d'entraide médicale Guinée, Association des étudiants tamouls de France, Association for the Protection of Women and Children's Rights, Association des citoyens du monde, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Center for Organisation Research and Education, Centre Europe-Tiers monde, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, Congrès du monde islamique (du), Conseil de jeunesse pluriculturelle, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Conseil indien sud-américain, Environment and Health, FIAN International, Global Institute for Water, Institute for NGO Research, International Human Rights Association of American Minorities, INTLawyers, Iraqi Development Organization, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Le pont, Liberation, Mouvement indien « Tupaj Amaru », Mouvement international de la réconciliation, Nouveaux droits de l'homme, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Organisation de défense des victimes de la violence, Prahar, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Service international pour les droits de l'homme, Solidarité Suisse-Guinée, Tamil Uzhagam, Union internationale des femmes musulmanes, Verein Südwind Entwicklungspolitik, Villages unis, World Barua Organization.

## C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

### Forum social

296. À la 39<sup>e</sup> séance, le 6 juillet 2018, le représentant de Cuba a présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.2, qui avait pour auteur principal Cuba et pour coauteurs le Nicaragua, la République arabe syrienne, la République populaire démocratique de Corée et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Afrique du Sud, l'Angola, l'Argentine, le Belarus, la Bolivie (État plurinational de), le Botswana, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, El Salvador, les Émirats arabes unis (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), la Fédération de Russie, l'Indonésie, la Malaisie, les Maldives, le Mexique, le Pakistan, le Panama, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la République dominicaine, le Sénégal, Sri Lanka et la Thaïlande se sont joints ultérieurement aux auteurs.

297. À la même séance, le représentant de la Slovaquie, s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil, a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote concernant le projet de résolution.

298. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 38/17).

### **Contribution du Conseil des droits de l'homme à la prévention des violations des droits de l'homme**

299. À la 39<sup>e</sup> séance, le 6 juillet 2018, les représentants de la Norvège (s'exprimant également au nom de la Colombie, de la Sierra Leone et de la Suisse) et de la Suisse ont présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.19/Rev.1, qui avait pour auteurs la Colombie, la Norvège, la Sierra Leone et la Suisse, et pour coauteurs l'Afghanistan, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Bénin, la Bulgarie, le Burkina Faso, la Croatie, El Salvador, l'Espagne, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la France, la Géorgie, Haïti, le Honduras, l'Irlande, l'Islande, le Luxembourg, Malte, le Monténégro, les Pays-Bas, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Tchéquie, l'Uruguay et la Zambie. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord s'est ultérieurement retiré de la liste des coauteurs. L'Argentine, le Canada, le Congo, le Danemark, les Fidji, le Ghana, la Grèce, le Guatemala, la Hongrie, l'Iraq, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, le Mozambique, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Portugal, la République de Corée, la République dominicaine, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Sénégal, la Slovénie, la Suède, la Thaïlande et le Togo se sont joints ultérieurement aux auteurs.

300. À la même séance, le représentant de la Norvège a révisé oralement le projet de résolution.

301. À la même séance également, le Président du Conseil a annoncé que l'amendement A/HRC/33/L.40 au projet de résolution A/HRC/38/L.19/Rev.1 révisé oralement avait été retiré par ses auteurs.

302. À la même séance, le représentant de la Fédération de Russie a présenté l'amendement A/HRC/38/L.27 au projet de résolution A/HRC/38/L.19/Rev.1 révisé oralement.

303. L'amendement A/HRC/38/L.27 avait pour auteur principal la Fédération de Russie et pour coauteurs la Chine et l'Égypte. Cuba, l'Indonésie et le Venezuela (République bolivarienne du) se sont joints ultérieurement aux auteurs. L'amendement A/HRC/38/L.40 avait pour auteurs l'Afrique du Sud et l'Égypte. Cuba s'est jointe ultérieurement aux auteurs.

304. À la même séance également, le représentant de la Suisse a fait une déclaration au sujet de la proposition d'amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.19/Rev.1 révisé oralement.

305. À la même séance, les représentants du Brésil, des Émirats arabes unis (s'exprimant également au nom de l'Arabie saoudite, du Bahreïn et de l'Égypte), de la Géorgie, de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil) et de la Tunisie ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution A/HRC/38/L.19/Rev.1 révisé oralement et de l'amendement proposé.

306. À la même séance également, le Conseil s'est prononcé sur l'amendement A/HRC/38/L.27 au projet de résolution A/HRC/38/L.19/Rev.1 révisé oralement.

307. À la même séance, les représentants de la Croatie et de la Suisse ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/38/L.27.

308. À la même séance également, à la demande du représentant de la Suisse, l'amendement A/HRC/38/L.27 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Kirghizistan, Nigéria, Pakistan, Venezuela (République bolivarienne du)

*Ont voté contre :*

Afghanistan, Allemagne, Australie, Belgique, Croatie, Espagne, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo, Ukraine



*Se sont abstenus :*

Angola, Brésil, Chili, Côte d'Ivoire, Iraq, Kenya, Mongolie, Népal, Pérou, Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, Sénégal, Tunisie

309. À la même séance, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/38/L.27 par 19 voix contre 13, avec 14 abstentions.

310. À la même séance également, les représentants de l'Afrique du Sud, de la Chine, de l'Égypte, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant le projet de résolution A/HRC/38/L.19/Rev.1 révisé oralement.

311. À la même séance, à la demande du représentant de la République bolivarienne du Venezuela, le projet de résolution A/HRC/38/L.19/Rev.1 tel que révisé oralement a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afghanistan, Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Côte d'Ivoire, Croatie, Espagne, Géorgie, Hongrie, Iraq, Japon, Mexique, Mongolie, Népal, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo, Tunisie

*Ont voté contre :*

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Kirghizistan, Venezuela (République bolivarienne du)

*Se sont abstenus :*

Angola, Équateur, Éthiopie, Kenya, Nigéria, Pakistan, Philippines, République démocratique du Congo

312. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution A/HRC/38/L.19/Rev.1 révisé oralement, par 28 voix contre 9, avec 8 abstentions (résolution 38/18)<sup>13</sup>.

## VI. Examen périodique universel

313. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, à ses propres résolutions 5/1 et 16/21, à sa décision 17/119 et aux déclarations 8/1 et 9/2 de son Président, concernant les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel, le Conseil des droits de l'homme a examiné les textes issus des Examens menés au cours de la vingt-neuvième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, qui s'est tenue du 15 au 26 janvier 2018.

314. Conformément à la résolution 5/1, le Président du Conseil a indiqué que toutes les recommandations devaient figurer dans les textes issus de l'Examen périodique universel et que l'État objet de l'Examen devait communiquer clairement sa position sur toutes les recommandations, en indiquant pour chaque recommandation s'il y adhérerait ou en prenait note.

### A. Examen des textes issus de l'Examen périodique universel

315. Conformément au paragraphe 14 de la déclaration 8/1 du Président du Conseil des droits de l'homme, un résumé des vues exprimées au sujet des textes issus de l'Examen périodique universel par les États qui en ont fait l'objet et par des États membres et des États observateurs du Conseil, ainsi que les observations générales faites par d'autres parties prenantes avant l'adoption en plénière des textes issus de l'Examen, est présenté ci-après.

<sup>13</sup> La délégation ukrainienne n'a pas pris part au vote.

Les déclarations qui n'ont pu être prononcées par les délégations ou d'autres parties prenantes faute de temps et dont le texte a été fourni sont publiées sur l'extranet du Conseil<sup>14</sup>.

## France

316. L'Examen concernant la France s'est déroulé le 15 janvier 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la France conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe de la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/FRA/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe de la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/FRA/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/FRA/3).

317. À sa 22<sup>e</sup> séance, le 28 juin 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la France (voir la section C ci-après).

318. Les textes issus de l'Examen concernant la France comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/38/4), les vues de la France sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/38/4/Add.1).

### 1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

319. Le chef de la délégation française a déclaré que la France avait examiné attentivement les 297 recommandations qui lui avaient été faites pendant l'examen dont elle avait été l'objet le 15 janvier 2018. La décision d'accepter, de ne pas accepter ou de n'accepter que partiellement les recommandations avait fait l'objet d'intenses consultations interministérielles, avec la participation bienvenue de la Commission nationale consultative des droits de l'homme. Dans un souci de clarté, la France avait rédigé une annexe au document officiel qui exposait sa position sur chaque recommandation.

320. La France avait finalement accepté 238 recommandations, soit 80 % des recommandations formulées. Elle avait accepté partiellement 34 recommandations parce qu'elle ne pouvait pas les appliquer intégralement ou parce que des obstacles juridiques ou constitutionnels empêchaient qu'elles soient pleinement appliquées. Elle avait pris note de seulement 25 recommandations, estimant ne pas être en mesure de les appliquer, soit pour des raisons juridiques ou constitutionnelles, soit parce qu'elle ne les approuvait pas sur le fond.

321. La France, déterminée à continuer de renforcer sa lutte contre la discrimination, le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie et l'intolérance, avait accepté 60 des quelque 70 recommandations qu'elle avait reçues sur ces sujets. Afin d'approfondir le précédent plan national d'action contre le racisme et l'antisémitisme, conformément aux recommandations formulées à l'État lors du troisième cycle de l'Examen périodique universel, le Premier ministre avait présenté, le 19 mars 2018, les principales mesures du troisième Plan national d'action contre le racisme et l'antisémitisme, pour la période 2018-2020.

<sup>14</sup> Voir <https://extranet.ohchr.org/sites/hrc/HRCSessions/RegularSessions/38thSession/Pages/default.aspx>.

322. La France avait accepté les recommandations concernant la lutte contre le « profilage ethnique » imputé à la police et à la gendarmerie. De fait, toute mesure de profilage ethnique était contraire au principe républicain d'égalité, qui était inscrit dans le code de déontologie de la police et de la gendarmerie nationale. Tout contrôle s'écarter de ces règles devait être sanctionné par les autorités et la justice.

323. L'égalité entre les femmes et les hommes était considérée comme une grande cause nationale par la présidence actuelle et les autorités françaises. Les mesures de lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre, qui s'inscrivaient dans une stratégie quinquennale, étaient axées sur l'éducation et le soutien aux victimes.

324. En 2018, le Gouvernement avait cherché à renforcer la législation dans le domaine de la lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre. Le harcèlement de rue, le harcèlement sexuel de masse sur Internet et le harcèlement sexiste sous toutes ses formes étaient sanctionnés. Le délai de prescription pour les crimes sexuels et violents avait été porté de vingt à trente ans, tandis que l'arsenal juridique réprimant les viols et les agressions sexuelles commises sur des mineurs de moins de 15 ans avait été renforcé.

325. La lutte pour l'égalité des salaires était au cœur de l'action publique et un plan visant à réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes avait été annoncé en janvier 2018. Bien entendu, la France avait également accepté les recommandations sur la discrimination à l'égard des personnes lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes. Un plan de lutte contre la discrimination à l'égard de ces personnes, doté d'un budget de 1,5 million d'euros, avait été adopté en janvier 2017.

326. La France avait accepté plusieurs recommandations sur les droits des personnes handicapées. En octobre 2017, elle avait accueilli en visite officielle la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées, dont les remarques, qui allaient dans le sens de l'action des pouvoirs publics, avaient contribué à l'élaboration de plusieurs plans, notamment ceux relatifs à l'accès à l'apprentissage, à l'emploi et à l'éducation.

327. L'engagement de la France à lutter contre le terrorisme, dans le respect de l'état de droit et des droits et libertés, était attesté par le fait qu'elle avait accepté plus de 20 recommandations dans ce domaine. Confrontée de longue date à la menace terroriste, elle avait renforcé sa législation nationale en matière de procédure pénale, de renseignement et de police administrative. Les mesures prévues par la loi du 30 octobre 2017 visaient exclusivement à prévenir et à combattre le terrorisme. En accueillant en mai 2018 le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, les autorités françaises avaient fait preuve de transparence sur cette question.

328. La France était également déterminée à faire respecter les droits de l'homme par les forces de sécurité et avait donc accepté les recommandations à cet égard. De fait, elle disposait d'institutions et de procédures capables de garantir aux personnes qui auraient subi des violences de la part de policiers le droit à un recours utile, ces personnes ayant la possibilité de déposer une plainte, d'engager une action en justice et de saisir le Défenseur des droits.

329. Concernant la protection des droits de l'homme dans les lieux de détention, un certain nombre d'États avaient demandé à la France d'améliorer les conditions de détention. Depuis 2013, la France avait modifié sa politique pénale en encourageant le recours aux mesures de substitution à la privation de liberté et en développant différentes formes de sanctions et de peines. Fort du projet de loi de réforme pour la période 2018-2022, le Gouvernement s'était engagé dans un vaste projet de réforme. Dans le même esprit, en octobre 2017, le Président de la République avait réaffirmé devant la Cour européenne des droits de l'homme sa volonté d'avoir davantage recours au travail d'intérêt général. Le programme de reconstruction avait pour principal objectif d'améliorer les conditions matérielles de détention.

330. Plusieurs États avaient recommandé à la France de renforcer sa politique de lutte contre la traite des êtres humains. De fait, l'État s'était doté depuis 2012 d'une politique de lutte contre la traite des personnes sous toutes ses formes, qui s'était traduite par le renforcement de la législation, la création d'une Mission interministérielle de protection des femmes contre les violences et de lutte contre la traite des êtres humains, et l'adoption, en

2014, du premier Plan d'action national contre la traite des êtres humains. Le deuxième Plan d'action devait être achevé d'ici à la fin de l'année 2018, à l'issue d'une vaste consultation.

331. Plusieurs recommandations portaient sur la lutte contre la pauvreté, notamment en matière de logement. Outre les centres d'hébergement d'urgence, qui étaient une priorité pour le Gouvernement, 80 000 places étaient réservées aux demandeurs d'asile. Quatre mille places supplémentaires avaient été ajoutées en 2018. Dix mille places d'hébergement temporaire d'urgence pour les migrants étaient disponibles en Île-de-France. Le Gouvernement s'était également engagé à améliorer les conditions de logement des personnes défavorisées : le plan « Logement d'abord » pour la période 2018-2022 mettait en œuvre des réformes structurelles visant à réduire considérablement en cinq ans le nombre de sans-abri et à proposer des solutions durables de relogement.

332. S'agissant des bidonvilles, l'action publique s'était principalement attachée au démantèlement de ces camps, après une décision de justice ou de police administrative. Des solutions à long terme avaient été trouvées. Une instruction, signée par huit ministres, visant à donner une nouvelle impulsion à la résorption des campements illicites et des bidonvilles, avait été publiée en janvier 2018, en vue de réduire le nombre des bidonvilles.

333. Les droits de l'enfant avaient fait l'objet de plusieurs recommandations. La France appliquait une politique globale visant à assurer le développement complet de l'enfant, notamment par la protection de l'enfance, le soutien aux parents et une politique familiale. Elle était également déterminée à poursuivre la lutte contre la pauvreté et l'exclusion des enfants, des familles et des jeunes de 18 à 25 ans. Elle disposait en outre d'un ensemble de lois pénales réprimant sévèrement toute forme de violence, notamment la violence psychologique à l'égard des mineurs.

334. La présence en 2017 de 15 000 personnes déclarées mineures non accompagnées avait motivé plusieurs recommandations, que la France avait évidemment acceptées. Les autorités avaient mis en place un dispositif de protection des mineurs non accompagnés présents sur le territoire, indépendamment de leur nationalité et de leur statut juridique. Un mineur étranger isolé pouvait demander l'asile et, en droit français, ne pouvait en aucun cas être expulsé ou placé en rétention. En outre, la France scolarisait tous les enfants présents sur son territoire, sans distinction d'aucune sorte.

335. La France avait accepté 16 recommandations sur les droits des migrants et des réfugiés. L'asile était, conformément à la tradition française et aux engagements internationaux et européens pris par la France, un droit imprescriptible garanti par la Constitution. Les autorités françaises entendaient mettre en œuvre une politique migratoire équilibrée et maîtrisée, par le renforcement des moyens humains accordés à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et à la Cour nationale du droit d'asile, et par les dispositions législatives en cours d'examen au Parlement. Pour améliorer les conditions d'accueil et d'orientation des demandeurs d'asile, 7 500 places d'accueil devaient être créées en 2018.

336. La France n'avait pas été en mesure d'accepter les recommandations qui tendaient à ce qu'elle ratifie la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, en raison de la non-distinction entre les travailleurs migrants légaux et les travailleurs migrants en situation irrégulière, ce qui posait problème dans le droit français.

337. La France n'avait pas pu accepter les recommandations tendant à ce qu'elle ratifie les Amendements au Statut de Rome de la Cour pénale internationale relatifs au crime d'agression, la définition vague de ce crime ayant créé une incertitude juridique regrettable. En outre, les conditions d'exercice de la compétence de la Cour pénale internationale pouvaient conduire à des divergences de position entre cette même Cour et le Conseil de sécurité des Nations Unies ou la Cour internationale de justice, concernant la définition d'un acte d'agression.

338. La France n'avait pas accepté certaines recommandations qui impliquaient la reconnaissance des concepts de minorités et de peuples autochtones. En effet, le droit français reposait sur deux principes essentiels inscrits à l'article premier de la Constitution : l'égalité devant la loi des citoyens « sans distinction d'origine, de race ou de religion » et l'unité et

l'indivisibilité de la nation. Par conséquent, la France ne reconnaissait pas de droits collectifs à des groupes susceptibles de se définir par une communauté d'origine, de culture, de langue ou de croyance. Dès lors, la production de statistiques ventilées par origine raciale ou ethnique, mentionnée dans certaines recommandations, n'était pas pratiquée. En vertu de cette même tradition constitutionnelle, la France ne pouvait garantir, sur une base identitaire, des droits culturels collectifs à des groupes particuliers. De même, elle ne pouvait reconnaître le concept de peuples autochtones, raison pour laquelle elle n'envisageait pas de ratifier la Convention de 1989 relative aux peuples indigènes et tribaux (n° 169).

339. Par ailleurs, la France n'avait pas accepté de recommandations susceptibles de remettre en cause l'application du principe de laïcité. Elle n'avait pas prévu de revoir la loi du 15 mars 2004 encadrant le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics. Elle n'avait pas prévu non plus de revenir sur la loi du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public.

340. La France tenait à l'obligation de neutralité de la fonction publique, qui imposait aux agents publics et aux personnes chargées d'une mission de service public, d'être guidés, dans leurs comportements, leurs actes et leurs décisions, par le seul intérêt du service public. Cette obligation de neutralité ne s'appliquait qu'au service public. Le Code du travail interdisait la discrimination religieuse à tous les stades de la vie professionnelle.

341. La liberté de religion ou de conviction était inscrite dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, et c'était dans le cadre de ces principes dotés d'une valeur constitutionnelle que la République française garantissait le libre exercice de la religion sans distinction.

342. Bien que l'islamophobie, mentionnée dans certaines recommandations, ne soit pas reconnue comme une catégorie juridique particulière en droit français, toutes les formes de discrimination fondées sur l'origine ou la religion étaient condamnées et combattues vigoureusement. La France publiait chaque année un résumé statistique de la réponse du système pénal aux infractions racistes, notamment toutes celles motivées par la xénophobie ou le rejet d'une religion.

343. La France devait soumettre en janvier 2018 un rapport à mi-parcours sur l'application effective des recommandations. Toutes les autorités indépendantes concernées, dont la Commission nationale consultative des droits de l'homme, seraient associées à ce suivi. Les autorités françaises s'étaient également engagées à faire part à d'autres États de leur expérience de l'Examen périodique universel et à promouvoir ce mécanisme unique qui renforçait l'indivisibilité et l'universalité des droits de l'homme.

## **2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen**

344. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la France, 14 délégations ont fait des déclarations.

345. L'Égypte s'est réjouie de l'action menée pour combattre le racisme et la discrimination, lutter contre la pauvreté et le terrorisme, promouvoir la solidarité sociale et rendre justice et accorder réparation aux victimes de violences de la police. Elle a exhorté la France à respecter les droits de l'homme dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, et à aider et protéger les migrants et les demandeurs d'asile. Elle a également engagé la France à ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

346. Haïti a relevé avec satisfaction que la France avait accepté les recommandations visant à augmenter l'aide au développement, à appliquer la loi sur l'égalité réelle Outre-mer et à garantir la liberté d'expression sur Internet.

347. Le Honduras a salué les efforts menés pour lutter contre la discrimination et la traite des personnes, et pour garantir l'éducation, indépendamment du statut migratoire des enfants. Il a également encouragé la France à ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

348. La République islamique d'Iran a fait part de ses préoccupations concernant les Roms, les pratiques empêchant que justice soit rendue dans les affaires d'infractions à caractère raciste, les conditions de vie des détenus, la traite des personnes, la discrimination à l'égard des migrants, y compris les femmes musulmanes, et les allégations selon lesquelles la France serait mêlée au génocide des Tutsis au Rwanda.

349. L'Iraq a formulé le vœu que la France continue de progresser en matière de promotion et de protection des droits de l'homme;

350. La République démocratique populaire lao a salué les mesures prises en faveur de la promotion de l'égalité des genres et de la lutte contre la violence fondée sur le genre.

351. La Libye s'est félicitée de la ratification du Protocole relatif à la Convention de 1930 sur le travail forcé (n° 29).

352. Madagascar a pris note des mesures visant à remédier à la surpopulation carcérale et à combattre la discrimination dans le domaine de l'éducation. Elle a incité la France à poursuivre ses efforts de promotion des droits de l'homme.

353. Le Pakistan a salué l'action menée pour lutter contre la discrimination dans le domaine de l'éducation.

354. Les Philippines se sont félicitées de la législation contraignant les entreprises françaises qui commettaient des violations des droits de l'homme à l'étranger à rendre compte de leurs actes. Elles ont exhorté les autorités à adopter les politiques voulues pour donner suite aux recommandations relatives aux droits des femmes, des enfants et des migrants. Elles se sont réjouies que la France ait accepté les recommandations relatives aux droits de l'homme et à la lutte contre le terrorisme, et envisage de ratifier la Convention de 2011 sur les travailleuses et travailleurs domestiques (n° 189).

355. Le Rwanda a regretté que certaines recommandations liées au génocide des Tutsis en 1994 aient été partiellement acceptées et a dit espérer que la France remédie aux insuffisances dont elle avait fait preuve concernant les mesures prises face au génocide.

356. Le Sénégal a salué les mesures adoptées en faveur des groupes vulnérables, des migrants et des réfugiés, ainsi que celles visant à lutter contre le racisme, le sexisme, l'intolérance et la discrimination.

357. Sri Lanka a pris note des mesures relatives aux droits des femmes, notamment en matière d'égalité femmes-hommes. Elle a incité la France à poursuivre la lutte contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme.

358. Le Soudan a pris note de la montée de la xénophobie, de l'intolérance et du racisme à l'égard des migrants. Il a exhorté la France à lutter contre la discrimination et à appliquer le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, à combattre la traite des êtres humains et à annuler l'interdiction du port de vêtements religieux en public.

### **3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes**

359. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la France, 10 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

360. La Commission nationale consultative des droits de l'homme a remercié le Gouvernement de l'avoir associée à toutes les étapes de l'Examen. L'adoption du premier plan d'action « Entreprises et droits de l'homme » et les progrès réalisés dans le domaine des droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres étaient encourageants. La Commission s'est inquiétée de l'absence d'un mécanisme indépendant de contrôle des mesures antiterroristes et des restrictions en matière de politiques d'immigration et de droit d'asile.

361. La World Evangelical Alliance a pris note que le respect de la liberté de conscience des mairies, des soignants, des élèves et des parents dans le système éducatif national, ainsi que la protection de la liberté de religion des demandeurs d'asile, étaient des sujets de préoccupation. Elle a invité la France à étendre le mandat confié à la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT à la lutte contre la haine à l'égard des personnes en raison de leurs opinions, de leurs croyances ou de leur religion en général.

362. L'Open Society Institute a soutenu la création d'un organe indépendant chargé de superviser les activités des forces de sécurité dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, estimant que le Parlement n'exerçait pas, dans ce domaine, un contrôle suffisant en matière de protection des droits de l'homme. Il a suggéré que ce rôle soit joué par la Commission nationale consultative des droits de l'homme. Il a également indiqué que la communauté musulmane en France était la principale cible du profilage racial et que les musulmans étaient souvent soupçonnés d'être des islamistes.

363. La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté a vivement engagé la France à appliquer la recommandation contenue dans le paragraphe 145.31 et à mettre fin aux transferts d'armes vers des pays où il existait un risque important que celles-ci soient utilisées pour violer le droit international des droits de l'homme ou le droit international humanitaire. La France devrait également tenir compte des recommandations formulées dans le rapport du HCDH sur l'incidence des transferts d'armes sur les droits de l'homme (A/HRC/35/8), et de celles émanant d'autres organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme, afin de garantir une évaluation des exportations d'armes qui soit transparente et tienne compte des questions de genre.

364. Caritas Internationalis a appelé l'attention sur la nécessité d'établir un mécanisme national de référence chargé de repérer et de soutenir les victimes de la traite des personnes, de les indemniser et leur permettre d'accéder à leurs droits dans des conditions d'égalité avec les autres. La France devrait appliquer le principe de non-poursuite des victimes qui ont commis un délit dans le cadre de leur exploitation. Elle devrait mettre en place, à ses postes frontière, un système d'information sur le droit d'asile et d'identification des familles, des mineurs et des adultes, ainsi qu'un accueil digne interdisant toute forme de privation de liberté qui serait en dehors du cadre légal.

365. Amnesty International a déclaré que les demandeurs d'asile devaient attendre longtemps avant de pouvoir déposer une demande d'asile et de bénéficier des droits qui y étaient attachés, notamment l'accès à un hébergement temporaire. La période légale d'enregistrement de trois jours était rarement respectée, ce qui exposait les demandeurs d'asile au risque d'être expulsés. L'organisation Amnesty International s'est également déclarée préoccupée par le nombre de personnes expulsées sans que les risques qu'elles courraient d'être torturées dans leur pays d'origine soient examinés de manière approfondie et individuelle. Elle a demandé à la France à veiller au respect des droits des migrants et des réfugiés, s'agissant notamment des mineurs non accompagnés. Elle comptait que le Gouvernement mette pleinement en œuvre les recommandations acceptées.

366. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme s'est dite préoccupée par la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la loi du 30 octobre 2017 et de la circulaire du 31 octobre 2017 instaurant de nouvelles mesures antiterroristes, et par la nouvelle législation sur l'asile et l'immigration, en cours de finalisation au Parlement, aucune réflexion approfondie n'ayant été menée sur la manière d'améliorer les conditions de demande d'asile à long terme. Elle a demandé à la France d'appliquer pleinement les textes en vigueur sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

367. L'Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII a suggéré que des mesures soient prises pour mieux respecter les droits de l'homme des personnes handicapées en France. Ces mesures consistaient notamment à mettre davantage l'accent sur la formation, la sensibilisation et l'éducation à la culture de la diversité et du handicap, à accueillir rapidement dans les écoles ordinaires les enfants handicapés, encore trop nombreux, qui en étaient toujours exclus, à veiller à ce que, dans chaque centre social ou médical où des personnes handicapées étaient accueillies, leur autonomie et leur autodétermination soient valorisées et favorisées, et à mettre la dignité des personnes handicapées au centre des politiques commerciales.

368. CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne s'est inquiétée de la récente promulgation d'une nouvelle loi sur la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme qui, dans les faits, rendait permanents les pouvoirs extraordinaires accordés aux forces de sécurité depuis l'instauration de l'état d'urgence en novembre 2015. L'organisation a également noté avec préoccupation l'emploi disproportionné, par la police, de la force contre des manifestants, ainsi que les risques d'atteintes au droit à la liberté d'expression en

France, notamment le recours aux procédures judiciaires pour contraindre les médias à divulguer leurs sources.

369. Africa culture internationale a incité la France à donner la priorité au renforcement, dans la pratique, du principe d'égalité entre les femmes et les hommes, à améliorer la protection des droits des migrants et en particulier ceux des enfants apatrides, à progresser dans la lutte contre le racisme visant les réfugiés et les demandeurs d'asile, et à garantir leur droit à la liberté de circulation.

370. Human Rights Watch, dans une déclaration conjointe avec le Service international pour les droits de l'homme, a exhorté la France à veiller à ce que les contrôles de police reposent sur des soupçons raisonnables et individualisés, et à mettre en place des récépissés de contrôle d'identité, qui étaient un moyen simple mais efficace de mesurer les contrôles et d'assurer leur suivi, de promouvoir l'établissement des responsabilités et d'améliorer les relations entre les forces de sécurité et les citoyens. La France devait faire répondre de leurs actes les policiers responsables de harcèlement et d'agressions contre les migrants et les personnes qui leur venaient en aide, et mettre fin au harcèlement judiciaire subi par les personnes et les organisations qui apportaient une aide aux personnes en déplacement.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

371. Le Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, d'après les informations communiquées, la France avait adhéré à 238 des 297 recommandations reçues et pris note de 25 autres recommandations. Elle avait fourni des informations complémentaires sur 34 autres recommandations, précisant à quelle partie de ces recommandations elle avait adhéré et de quelle partie elle avait pris note.

##### **Tonga**

372. L'Examen concernant les Tonga s'est déroulé le 15 janvier 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par les Tonga conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/TON/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/TON/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/TON/3).

373. À sa 23<sup>e</sup> séance, le 28 juin 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant les Tonga (voir la section C ci-après).

374. Les textes issus de l'Examen concernant les Tonga comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/38/5), les vues des Tonga sur les recommandations et/ou conclusions, leurs engagements volontaires et les réponses qu'elles ont apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/38/5/Add.1).

#### **1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

375. Au nom du Gouvernement tongan, la délégation tongane a remercié le Conseil des droits de l'homme, le Groupe de travail sur l'Examen périodique universel et la troïka, composée de l'Angola, des Émirats arabes unis et de la Slovaquie, d'avoir examiné le troisième rapport des Tonga au titre de l'Examen périodique universel, et les États membres, les États observateurs et les organisations non gouvernementales d'avoir participé et



contribué de façon constructive et coopérative à l'Examen concernant les Tonga, le 15 janvier 2018.

376. Sur les 110 recommandations reçues, les Tonga avaient adhéré à 52 recommandations en janvier 2018 et estimé que 58 recommandations nécessitaient un examen plus approfondi.

377. La délégation a fait valoir que, comme c'était le cas de nombreux petits États insulaires en développement, les Tonga continuaient de faire face aux menaces sans cesse croissantes liées aux changements climatiques, qui avaient récemment provoqué un déferlement de catastrophes naturelles plus graves et plus fréquentes.

378. Après le troisième Examen les concernant, qui avait eu lieu en janvier 2018, les Tonga avaient été frappées par le violent cyclone tropical Gita, de catégorie 4, le plus destructeur de leur histoire. Ce cyclone avait détruit près de 2 000 maisons, endommagé 85 % des écoles, provoqué l'évacuation de plus de 4 500 personnes et privé d'électricité plus de 80 % des maisons aux Tonga.

379. En raison des dévastations causées par le cyclone tropical Gita, le Gouvernement avait réorienté ses priorités immédiates et ses ressources déjà limitées vers le relèvement et la reconstruction du pays, qui devraient prendre plusieurs années. Cette situation avait rendu difficile la concrétisation de la volonté du Gouvernement de mettre en œuvre au niveau national les recommandations issues du troisième Examen concernant les Tonga.

380. Les Tonga avaient pris note des 58 recommandations dont l'examen avait été reporté en janvier 2018.

381. En ce qui concernait les recommandations relatives à la ratification des instruments internationaux, les Tonga étaient déterminées à ratifier tous les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme afin de protéger et de promouvoir les droits de leurs citoyens. Le pays envisagerait d'adhérer aux instruments conformément à ses procédures internes. Bien que les Tonga n'aient pas encore adhéré à ces instruments, bon nombre des principes fondamentaux énoncés dans les principaux instruments relatifs aux droits de l'homme constituaient déjà la base de nombreuses lois tonganes. S'agissant de la recommandation figurant au paragraphe 94.3, la délégation a fait observer que les Tonga avaient adhéré à la Convention relative aux droits de l'enfant le 6 novembre 1995.

382. La délégation tongane a également souligné le fait que, en juin 2017, le Cabinet de Sa Majesté avait créé un comité composé de représentants des ministères, départements et organismes publics compétents, qu'il avait chargés d'étudier la possibilité de ratifier la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et de passer en revue la législation pertinente. Le Bureau du Procureur général et le Ministère de la police continuaient de jouer un rôle clef dans l'évaluation de l'adhésion des Tonga à cet instrument.

383. Concernant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la délégation tongane a fait savoir que, bien que les Tonga n'aient pas encore ratifié la Convention, elles n'étaient pas pour le moment en mesure de réexaminer toutes leurs réserves potentielles. Le pays devrait y accorder une attention particulière à l'issue de consultations ciblées et stratégiques dans le cadre d'une révision de ses processus nationaux d'examen des traités internationaux.

384. Les Tonga envisageaient de ratifier la Convention de 1999 sur les pires formes de travail des enfants (n° 182). Le Cabinet avait constitué le Comité national consultatif tripartite, qui était chargé de prendre les mesures nécessaires en vue de la ratification de deux conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT) en 2018, dont la Convention n° 182. Ces efforts témoignaient de l'engagement des Tonga en faveur de la protection des enfants, notamment contre les pires formes de travail, dans le respect également des obligations que leur faisait la Convention relative aux droits de l'enfant.

385. Depuis que le pays était devenu membre de l'OIT en 2016, le Comité national consultatif tripartite et le Ministère du commerce, de la consommation, de l'innovation commerciale et du travail avaient donné la priorité à la ratification de la Convention de 1999 sur les pires formes de travail des enfants (n° 182) dans le cadre du processus national d'examen des instruments. Ces efforts avaient donné lieu à la réalisation d'une étude

juridique par le Bureau du Procureur général et à l'engagement d'un consultant chargé de traduire les conventions. Il était prévu de tenir dans les semaines ultérieures des consultations avec les parties prenantes concernant la ratification de la Convention n° 182, avant que soit engagée la procédure constitutionnelle de ratification en vertu de l'article 39 de la Constitution des Tonga.

386. La délégation a souligné qu'en outre, en raison de leurs capacités limitées, les Tonga avaient pris du retard dans la ratification des autres conventions de l'OIT. Avant la ratification, le pays souhaitait se doter des moyens de mettre en œuvre efficacement les conventions fondamentales de l'OIT afin d'en faire des outils utiles au développement. Il aurait besoin d'une assistance technique importante pour y parvenir.

387. En ce qui concernait les recommandations relatives à l'institution nationale des droits de l'homme, les Tonga ne disposaient pas pour le moment des ressources nécessaires pour créer une institution nationale de défense des droits de l'homme qui soit conforme aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris). La création d'une institution nationale des droits de l'homme demeurerait difficile à réaliser pour le pays, compte tenu de ses ressources financières et humaines limitées.

388. Le Bureau du Médiateur fonctionnait de manière conforme aux Principes de Paris et constituait un mécanisme important, impartial et efficace de règlement des plaintes. Il s'employait également à promouvoir des pratiques optimales en matière d'administration publique, en donnant des orientations et des conseils pour faire en sorte que les personnes soient traitées équitablement. Il continuait de mener activement des programmes de sensibilisation du public dans tous les principaux groupes d'îles des Tonga.

389. Les principales recommandations relatives à l'égalité et à la non-discrimination entre les sexes étaient d'éliminer tout traitement discriminatoire fondé sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre et de dépénaliser les relations sexuelles mutuellement consenties entre personnes de même sexe. La délégation a fait valoir qu'il n'existait pas aux Tonga de politiques ou de réglementations nationales tolérant la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

390. Les pouvoirs publics continuaient de soutenir le travail de la Tonga Leitis Association, qui défendait les droits des personnes ayant une orientation sexuelle ou une identité de genre différente et célébrait leur contribution à la société tongane dans les domaines du divertissement, du sport et des affaires. L'Association avait bénéficié de subventions publiques pour la rénovation de ses locaux et l'acquisition d'un véhicule, qui devaient l'aider à améliorer ses activités de plaidoyer et de sensibilisation du public.

391. La dépénalisation des relations sexuelles librement consenties entre adultes de même sexe était une question dont les Tonga souhaitaient encore approfondir l'examen. Elle exigeait un dialogue approfondi, franc et complet, compte tenu des sensibilités culturelles et des valeurs chrétiennes traditionnelles de la société tongane.

392. En ce qui concernait les recommandations relatives à la peine capitale, les Tonga ont réaffirmé la position qu'elles avaient exprimée à l'occasion du deuxième cycle de l'Examen périodique universel, à savoir que le pays conserverait la peine de mort dans son système de justice pénale à titre de châtement suprême pour les crimes d'assassinat et de trahison. Les tribunaux tongans s'étaient déjà fixé pour politique générale de ne recourir à la peine de mort, dans les affaires d'homicide volontaire, que dans les plus rares des très rares cas où tout autre châtement était incontestablement exclu.

393. Les Tonga pouvaient être considérées comme un État abolitionniste de fait, mais elles réservaient leur position concernant le recours à la peine de mort, qui ne devait intervenir que dans les plus rares des très rares cas dans lesquels la violence commise était la plus atroce, la victime la plus vulnérable, et les répercussions émotionnelles les plus désastreuses, et dans lesquels aucune peine de substitution ne serait appropriée ni même acceptable.

394. Concernant les recommandations relatives aux cadres législatifs, la délégation a déclaré que, conformément à leurs lois et procédures nationales et compte tenu des ressources disponibles, les Tonga s'efforceraient de faire en sorte que les droits de l'homme soient pris en considération dans leurs cadres législatifs. S'agissant de la recommandation figurant au

paragraphe 94.58, tendant à donner la priorité à l'action visant à éliminer la violence contre les femmes et à améliorer l'égalité entre les sexes, notamment en matière de propriété et d'emploi, la fonction de coordonnateur de la loi sur la protection de la famille avait été créée afin de mettre l'accent sur la mise en œuvre efficace de la loi de 2013 sur la protection de la famille. Quant au programme « Familles sans violence », il était axé sur les réponses à apporter à la violence par la promotion de l'application de cette loi.

395. En étroite collaboration avec ses partenaires extérieurs, le Gouvernement tongan soutenait des initiatives telles que les programmes d'ONU-Femmes pour la prévention de la violence à l'égard des femmes. Dans le cadre du programme du Gouvernement australien intitulé « Pacific Women Shaping Pacific Development », des ressources avaient été spécifiquement allouées pour faciliter la mise en œuvre de la loi sur la protection de la famille ainsi que de la politique nationale révisée sur l'égalité des sexes et le développement pour la période 2014-2018. Cette politique nationale devait faire l'objet d'un réexamen en septembre 2018.

396. La délégation a également indiqué que le Gouvernement tongan s'était engagé, dans le cadre de sa politique nationale révisée sur l'égalité des sexes et le développement (au titre du Résultat 2 : accès équitable aux actifs économiques et à l'emploi), à permettre aux femmes d'accéder plus facilement aux activités économiques rémunératrices et au marché du travail, aux ressources, aux marchés et aux emplois, de mieux gagner leur vie, d'améliorer leur situation matérielle et d'être libres de leurs choix de vie. Le Gouvernement était aussi déterminé à accroître la participation des femmes aux programmes visant à accroître la mobilité de la main-d'œuvre au moyen d'une stratégie pour la mobilité axée sur les femmes.

## **2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen**

397. A la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant les Tonga, cinq délégations ont fait des déclarations.

398. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a dit comprendre les difficultés auxquelles se heurtaient les Tonga s'agissant de ratifier les principaux instruments relatifs aux droits de l'homme. Il a salué la volonté exprimée par le Gouvernement tongan de ratifier la Convention relative aux droits des personnes handicapées et s'est réjoui que les Tonga envisagent de ratifier la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il a en outre félicité les Tonga pour les progrès accomplis s'agissant d'assurer l'équilibre entre les sexes et la sensibilisation aux questions de genre dans les écoles, ainsi que pour la baisse notable du nombre de mariages d'enfants suite à la campagne « Let Girls Be Girls ». Le Royaume-Uni a continué d'encourager les Tonga à ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il a salué la décision du pays de créer une institution nationale des droits de l'homme, tout en notant que le manque de ressources rendait difficile la mise en conformité d'une telle institution avec les Principes de Paris. À cet égard, il a invité instamment les Tonga à envisager de prendre des mesures leur permettant de se doter d'une institution consolidée, qui serait mise en conformité avec les Principes de Paris au cours du prochain cycle de l'Examen périodique universel.

399. La République bolivarienne du Venezuela a salué les mesures que les Tonga avaient prises pour donner suite aux recommandations qu'elles avaient acceptées dans le cadre du deuxième cycle de l'Examen périodique universel. Elle a pris note des engagements que les Tonga continuaient d'assumer aux niveaux international, régional et national en faveur de l'accroissement de la participation des femmes à la vie publique. Elle a constaté avec satisfaction les progrès réalisés en vue de la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La République bolivarienne du Venezuela a félicité les Tonga pour leur adhésion à l'OIT en 2016 et les a encouragées à continuer de consolider leurs politiques sociales, en particulier dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels, en faveur des groupes les plus vulnérables de la population. Elle a une nouvelle fois demandé à la communauté internationale d'apporter la coopération et l'assistance dont les Tonga avaient besoin pour financer et mettre en œuvre ces politiques sociales, appliquer les recommandations acceptées et honorer leurs autres engagements dans le domaine des droits de l'homme.

400. L'Angola a félicité les Tonga pour les mesures prises et les politiques élaborées aux fins de la promotion et de la protection des droits de l'homme, ainsi que pour leur collaboration avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il a également salué les efforts qu'elles avaient déployés pour donner suite aux recommandations issues du cycle précédent de l'Examen périodique universel et les a encouragées à en faire autant concernant l'application des recommandations issues du troisième cycle.

401. La Chine a félicité les Tonga pour leur participation constructive à l'Examen périodique universel et a apprécié le fait qu'elles aient accepté ses recommandations. Elle a exprimé l'espoir que les Tonga poursuivent leur développement socioéconomique et que des emplois continuent d'y être créés afin que le niveau de vie de la population s'améliore. Elle a également dit espérer que les Tonga continuent à prendre des mesures législatives et administratives pour faire progresser l'égalité des sexes et pour protéger davantage les droits des groupes vulnérables, tels que les femmes, les enfants et les personnes handicapées. Elle a noté avec satisfaction la volonté renouvelée des Tonga de promouvoir et de protéger les droits de l'homme.

402. Le Honduras s'est félicité que les Tonga aient accepté ses recommandations les invitant à adopter des mesures législatives et politiques pour lutter contre la discrimination à l'égard des femmes et garantir l'égalité des sexes dans le secteur privé et la sphère publique et à ériger en infractions pénales toutes les formes de violence à l'égard des femmes, y compris la violence familiale sexuelle. Il a dit espérer que les Tonga auraient la possibilité de : ratifier les principaux instruments des droits de l'homme auxquels elles n'étaient pas encore parties, ainsi que les conventions fondamentales de l'OIT ; dépenaliser les relations sexuelles consenties entre adultes du même sexe ; abolir la peine de mort ; éliminer de leur législation les dispositions discriminatoires à l'égard des femmes ; redoubler d'efforts pour combattre toute pratique discriminatoire envers les femmes, eu égard en particulier à leur droit à la propriété.

### **3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes**

403. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant les Tonga, aucune autre partie prenante n'a fait de déclaration.

### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

404. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, selon les informations fournies, les Tonga avaient adhéré à 52 des 110 recommandations reçues et pris note des 58 autres.

405. La délégation tongane a déclaré que les Tonga appuyaient pleinement les travaux du Conseil. L'Examen périodique universel était pour l'État une bonne occasion de réexaminer et d'analyser ses obligations en matière de droits de l'homme.

406. Les Tonga se sont dites reconnaissantes d'avoir pu bénéficier du fonds d'affectation spéciale destiné à aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, ce qui leur avait permis de participer à la trente-huitième session du Conseil et de faire part de leurs réponses officielles aux recommandations reçues dans le cadre de l'Examen.

407. La délégation a rappelé que les Tonga continuaient d'être limitées dans leur action par leurs ressources financières et humaines restreintes. Comme le montraient les ravages causés dans tout le pays par le cyclone tropical Gita, le plus violent de l'histoire des Tonga, les changements climatiques aggravaient les difficultés du pays. À cet égard, les Tonga continuaient de compter sur les partenaires internationaux, qui les aidaient à remédier à leur manque de capacités grâce à des activités d'assistance technique et de formation. Des capacités renforcées permettraient aux Tonga d'accélérer les efforts visant à progresser dans la réalisation de leurs obligations en matière de droits de l'homme.

## Roumanie

408. L'Examen concernant la Roumanie s'est déroulé le 16 janvier 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la Roumanie conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/ROU/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/ROU/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/ROU/3).

409. À sa 23<sup>e</sup> séance, le 28 juin 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la Roumanie (voir la section C ci-après).

410. Les textes issus de l'Examen concernant la Roumanie comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/38/6), les vues de la Roumanie sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/38/6/Add.1).

### **1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

411. La délégation roumaine savait gré aux États Membres de l'ONU de leur participation au dialogue qui s'était tenu dans un esprit de coopération en janvier 2018 dans le cadre de l'Examen périodique universel concernant la Roumanie, et a accueilli favorablement les recommandations formulées à cette occasion.

412. La délégation a informé le Conseil des droits de l'homme que le Gouvernement avait adhéré à 163 des 203 recommandations reçues et pris note de 37 autres. En outre, celui-ci avait partiellement noté trois recommandations, indiquant les parties dont il avait pris note et celles auxquelles il avait adhéré.

413. La délégation a clarifié la position du Gouvernement sur certaines des recommandations notées. En ce qui concerne la recommandation figurant au paragraphe 114.101, le Gouvernement estimait que la législation relative à l'exécution des peines et des mesures de détention prévoyait des garanties suffisantes en matière de respect de la dignité humaine, de prévention de la torture et des traitements inhumains et de répression de ces infractions.

414. S'agissant des recommandations formulées aux paragraphes 114.174, 114.175 et 177 à 181 concernant les minorités nationales, la Roumanie avait élaboré, avec la participation notable de membres des 20 minorités nationales, un système de protection de l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse des personnes issues de minorités. Le système juridique et institutionnel mis au point pour garantir le respect et la promotion des droits des personnes appartenant à des minorités nationales s'était révélé efficace pour protéger et promouvoir l'identité culturelle, linguistique et religieuse de ces personnes.

415. Plus précisément, la Roumanie garantissait aux personnes appartenant à une minorité nationale le droit d'utiliser leur langue maternelle auprès des autorités publiques et de l'appareil judiciaire, de recevoir une instruction dans leur langue maternelle à tous les niveaux d'enseignement, d'assister à des offices religieux célébrés dans leur langue maternelle, d'accéder à des médias émettant dans leur langue maternelle, et de participer à la vie publique et à la prise de décisions concernant l'ensemble de la société, y compris, mais pas uniquement, lorsque ces décisions présentaient un intérêt pour la minorité à laquelle elles appartenaient. La Roumanie encourageait en outre les activités culturelles renforçant

l'identité des minorités nationales en accordant d'importantes subventions à cette fin aux organisations qui les représentaient.

416. En ce qui concerne la recommandation figurant au paragraphe 114.177, la Roumanie disposait d'une législation régissant expressément la restitution de biens aux minorités ethniques et aux communautés religieuses. S'agissant de la recommandation formulée au paragraphe 114.179, le droit de réunion pacifique était garanti à tout un chacun sans exception, dans les conditions prévues par la loi. Par ailleurs, la Roumanie avait adhéré aux recommandations des paragraphes 114.176 et 114.199, et continuerait de mettre en œuvre des lois et politiques visant à protéger et à promouvoir les droits des personnes appartenant à des minorités nationales.

417. La délégation a expliqué que le Gouvernement avait pris note de certaines recommandations car il estimait qu'elles étaient déjà appliquées. C'était notamment le cas des recommandations figurant aux paragraphes 114.55, 114.157, 114.188 et 114.194, relatives à l'inclusion des Roms et à leur accès à l'éducation, aux soins de santé, au logement et à l'emploi dans des conditions d'égalité. La législation prévoyait l'égalité des droits et le libre accès aux services pour tous les citoyens, et interdisait et sanctionnait toutes les formes de discrimination, y compris celle fondée sur l'appartenance ethnique. De surcroît, les autorités roumaines avaient pris des mesures concrètes et mis en œuvre des programmes ciblés pour garantir à tous les citoyens, et particulièrement aux membres de la communauté rom, un accès égal et non discriminatoire à un enseignement de qualité, au logement, à la santé et à l'emploi, entre autres domaines.

418. La Roumanie avait adhéré aux recommandations formulées aux paragraphes 114.53, 114.54 et 114.56 à 114.59 sur la lutte contre la discrimination à l'égard des Roms. Le point de contact national pour les Roms procédait à une évaluation de l'application des dispositions juridiques et des politiques en matière de non-discrimination et d'égalité des chances, de développement durable, de non-ségrégation ainsi que d'accès au logement et à l'éducation. Le Gouvernement avait en outre adhéré aux recommandations figurant aux paragraphes 114.182 à 114.187, 114.189 à 114.193, 114.195 et 114.197, et continuerait de mettre en œuvre sa Stratégie d'intégration des citoyens roumains appartenant à la minorité rom (2015-2020). Un rapport annuel serait soumis à la Commission européenne et la Stratégie continuerait d'être améliorée sur la base de l'évaluation.

419. Concernant la recommandation émise au paragraphe 114.200 tendant à adopter une stratégie nationale de promotion de l'égalité des sexes, trois documents stratégiques avaient été adoptés et mis en œuvre depuis 2006. Une nouvelle stratégie nationale pour l'égalité des sexes (2018-2021) était en cours d'adoption. En juin 2018, le Parlement avait adopté deux lois visant à prévenir et à combattre la violence domestique. La délégation a réaffirmé que la Roumanie était résolue à promouvoir l'égalité des sexes.

420. La Roumanie avait partiellement pris note de trois recommandations. De celle formulée au paragraphe 114.21, elle avait noté la partie l'invitant à ratifier le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et adhéré au reste. Elle avait pris note de la partie de la recommandation du paragraphe 114.66 préconisant des mesures destinées à prévenir la discrimination à l'égard des lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels et intersexes, car le décret exécutif n° 137/2000 relatif à la prévention et à la répression de tous les actes de discrimination comportait déjà une liste non exhaustive de motifs de discrimination. L'autre partie, tendant à légaliser le mariage homosexuel et les unions entre personnes de même sexe, avait emporté l'adhésion du Gouvernement, selon lequel la loi n'imposait toutefois pas de légaliser le mariage homosexuel. Deux projets de loi sur les unions légitimes, y compris celles de personnes de même sexe, étaient en voie d'adoption.

421. Compte tenu des informations susmentionnées, la Roumanie avait également pris note en partie de la recommandation figurant au paragraphe 114.67. Elle avait adhéré à la partie de la recommandation concernant l'instauration de l'union civile homosexuelle, mais avait pris note de celle l'invitant à renoncer à un référendum sur les changements constitutionnels requis pour interdire le mariage aux couples homosexuels. L'organisation d'un référendum constitutionnel relevait des prérogatives souveraines du Parlement. En outre, un tel référendum ne porterait aucun préjudice à l'union civile homosexuelle en raison de

l'interprétation large que la Cour constitutionnelle avait récemment donnée du droit à la vie de famille.

422. La Roumanie estimait que certaines des recommandations ayant emporté son adhésion avaient déjà été appliquées. S'agissant par exemple des recommandations formulées aux paragraphes 114.71 et 114.74 en faveur d'une loi interdisant l'incitation à la haine à toutes les personnalités politiques tenant des propos racistes, homophobes et xénophobes, la délégation a noté que la loi en question s'appliquait à toutes les personnes sans exception. Les codes de conduite applicables aux membres du Gouvernement et du Parlement avaient été adoptés en 2017.

423. Le Gouvernement considérait que la recommandation figurant au paragraphe 114.100 sur l'accès à la justice des groupes vulnérables avait été partiellement appliquée. La Stratégie de développement du système judiciaire (2015-2020) visait à rendre le système judiciaire plus efficace et accessible.

424. La délégation a fourni des informations complémentaires sur les recommandations auxquelles la Roumanie avait adhéré. En avril 2018, Ioan Gânfălean avait été nommé médiateur pour les enfants pour un mandat de cinq ans. Son budget annuel avait été approuvé, de même que la création de 18 postes dans des structures centrales et territoriales.

425. En ce qui concerne les recommandations figurant aux paragraphes 114.36 et 114.97 à 114.99, la délégation a réaffirmé que les modifications introduites dans les lois sur la justice et le Code pénal garantiraient le respect des droits de l'homme et des valeurs démocratiques européennes, y compris les normes de la Commission européenne pour la démocratie par le droit. S'agissant des recommandations formulées aux paragraphes 114.82, 114.83 et 114.96 sur l'indépendance du pouvoir judiciaire, la Stratégie nationale de lutte contre la corruption (2016-2020) visait expressément à renforcer l'intégrité des magistrats et à réduire les vulnérabilités de l'appareil judiciaire et les risques de corruption de ses membres.

426. Concernant la recommandation faite au paragraphe 114.68, les victimes de crimes de haine et de discrimination pouvaient bénéficier, en vertu du Code de procédure pénale, de mesures de protection spéciales dans le cadre de la loi. La police roumaine enquêtait sur les crimes et discours de haine, infligeait des amendes et engageait des poursuites pénales.

427. En ce qui concerne les recommandations des paragraphes 114.137 à 114.140, l'accroissement du financement public de l'éducation était une priorité et les stratégies nationales en matière d'éducation ciblaient des problèmes particuliers tels que l'abandon scolaire et l'éducation permanente.

428. S'agissant des recommandations figurant aux paragraphes 114.133 à 114.135, la Stratégie nationale de la santé (2014-2020) comprenait un volet consacré au VIH et au sida, axé notamment sur les politiques, la législation, les mesures de prévention, le suivi et le traitement. Le programme national sur le VIH était mis en œuvre dans l'ensemble du pays depuis 2001.

429. Pleinement conscient des difficultés rencontrées par les personnes handicapées dans divers domaines, le Gouvernement avait adopté une série de lois normatives afin de mieux faire respecter leurs droits. La stratégie nationale « Une société sans obstacle pour les personnes handicapées » (2016-2020) visait à garantir l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et faisait écho à la Stratégie européenne en faveur des personnes handicapées (2010-2020) intitulée « Un engagement renouvelé pour une Europe sans entraves pour les personnes handicapées ». Elle soulignait la détermination des pouvoirs publics à améliorer concrètement la qualité de vie des personnes handicapées, leur permettant ainsi d'exercer pleinement et effectivement leurs droits et leurs libertés fondamentales.

## **2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen**

430. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Roumanie, 10 délégations ont fait des déclarations.

431. La République bolivarienne du Venezuela a salué l'engagement dont l'État roumain avait fait montre en faveur des droits de l'homme en coopérant avec le mécanisme de l'Examen périodique universel. Elle a pris note des efforts faits par la Roumanie pour appliquer les recommandations reçues lors du deuxième Examen la concernant. Elle a salué les mesures prises par ce pays pour prévenir et punir la discrimination sous toutes ses formes et pour améliorer son système juridique afin de lutter contre la traite des personnes et de prévenir efficacement la violence domestique.

432. L'Afghanistan a félicité la Roumanie d'avoir adhéré à de nombreuses recommandations issues de l'Examen périodique universel. Il a néanmoins regretté qu'elle n'ait pas adhéré à ses recommandations l'invitant à créer des conditions permettant aux minorités nationales d'exprimer et de développer leur culture et leurs traditions dans leur propre langue, et à prendre des mesures supplémentaires dans le domaine de l'éducation pour diverses minorités. L'Afghanistan a donc prié instamment la Roumanie de réexaminer ces recommandations.

433. L'Azerbaïdjan a salué la participation constructive de la Roumanie au troisième Examen périodique universel la concernant. Il a noté avec satisfaction que ce pays avait accepté la plupart des recommandations reçues, y compris les siennes. Il s'est à nouveau dit satisfait que ce pays s'emploie sans relâche à améliorer la qualité et l'efficacité des institutions publiques et privées et à faire en sorte qu'elles rendent davantage compte de leur action.

434. Le Tchad a noté avec satisfaction que la Roumanie avait adhéré à un grand nombre de recommandations visant à garantir le bien-être de sa population.

435. La Chine a noté avec satisfaction la participation constructive de la Roumanie à l'Examen périodique universel. Elle a remercié ce pays d'avoir adhéré à ses recommandations et espérait qu'il continuerait de promouvoir le développement socioéconomique, d'accroître le niveau d'emploi, d'améliorer davantage le niveau de vie de sa population et de lutter efficacement contre la traite des êtres humains.

436. L'Égypte a noté que la Roumanie n'avait cessé de promouvoir les droits de l'homme. Elle a encouragé ce pays à poursuivre sa lutte contre la traite des personnes et la maltraitance d'enfants, et à prendre les mesures nécessaires pour protéger la famille en tant qu'élément fondamental de la société. L'Égypte a engagé la Roumanie à ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

437. L'Iraq savait gré à la Roumanie de sa participation active à l'Examen périodique universel et s'est félicité que ce pays ait accepté nombre de recommandations, dont les siennes.

438. La République de Moldova a noté avec satisfaction l'attachement de la Roumanie à la protection des droits de l'homme et les mesures prises pour mettre en œuvre les textes issus de l'Examen périodique universel. Elle s'est félicitée en particulier des mesures prises pour garantir le bon déroulement des activités du médiateur pour les enfants, ainsi que de l'adoption de la loi sur la violence domestique. Elle a salué la participation active de la Roumanie à l'Examen périodique universel, celle-ci ayant accepté la majorité des recommandations formulées à son intention, dont celles de la République de Moldova.

439. Le Honduras a noté avec satisfaction que la Roumanie avait accepté plusieurs des recommandations qu'il lui avait adressées lors de l'Examen, y compris celles ayant trait à la législation contre la discrimination et à la lutte contre la traite des personnes. Il a par ailleurs encouragé ce pays à reconsidérer sa position sur les recommandations en faveur de la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et d'une révision complète du système national de protection des droits de l'homme afin de remédier aux chevauchements existants, ainsi que sur les recommandations visant à lutter contre la discrimination à l'égard des Roms et à garantir leur accès à la santé, à l'éducation, au logement et à l'emploi.

440. L'Albanie a félicité la Roumanie d'avoir pris des mesures et adopté de nouvelles stratégies visant à protéger les droits des membres de la communauté rom et à leur donner accès aux soins de santé et à l'éducation, et d'avoir élaboré des mesures destinées à améliorer



leur inclusion sociale. Elle a noté avec satisfaction que ce pays avait accepté la plupart des recommandations reçues lors du troisième Examen le concernant, dont trois formulées par l'Albanie.

### **3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes**

441. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Roumanie, trois autres parties prenantes ont fait des déclarations.

442. Le Centrul de Resurse Juridice a noté le taux élevé de grossesse chez les adolescentes et affirmé que l'État n'avait pas introduit l'éducation sexuelle et procréative obligatoire dans les programmes scolaires. La Roumanie n'avait pas adhéré aux recommandations sur l'inclusion sociale des Roms, estimant qu'elles étaient déjà appliquées. Elle a toutefois noté l'écart socioéconomique persistant entre les Roms et le reste de la population ainsi que la baisse des inscriptions d'enfants roms dans l'enseignement préscolaire. Elle a également évoqué le pourcentage élevé de Roms vivant dans des foyers dépourvus d'eau courante, ainsi que l'exclusion sociale et le racisme dont cette population était victime.

443. Dans une déclaration conjointe avec l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays, l'organisation European Region of the International Lesbian and Gay Federation a félicité la Roumanie d'avoir adhéré à 13 recommandations sur des questions relatives à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, mais a regretté que ce pays ait partiellement pris note de deux recommandations touchant le partenariat civil et le mariage de personnes de même sexe. Elle a noté l'intolérance généralisée à l'endroit des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres. Il fallait que les autorités veillent à l'organisation et à la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation à l'égalité et à la non-discrimination et de programmes d'éducation et de formation continue dans les établissements scolaires et les centres de formation des fonctionnaires et autres professionnels. La Roumanie devait mettre à jour ses procédures de reconnaissance juridique de l'identité de genre afin qu'elles respectent les normes en matière de droits de l'homme.

444. L'Association des citoyens du monde a noté que le système judiciaire roumain était l'objet d'attaques depuis le début de 2017 et que le Parlement avait adopté des lois visant à exercer une influence politique accrue sur l'administration de la justice. Elle a noté que le nouveau Code pénal rendait plus difficile pour les juges et les procureurs de traduire en justice les personnes impliquées dans des affaires de corruption. Elle espérait que l'acceptation par la Roumanie des recommandations sur les mesures de lutte contre la corruption permettrait d'enrayer ces tendances.

### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

445. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, selon les informations fournies, la Roumanie avait adhéré à 163 des 203 recommandations reçues et en avait noté 37. Ce pays avait fourni des précisions complémentaires sur trois recommandations, en indiquant qu'il adhérerait à certaines parties et prenait note des autres.

446. En conclusion, la délégation roumaine a remercié les États Membres de l'ONU et les organisations non gouvernementales ayant participé à l'Examen. Elle a assuré au Conseil que toutes les observations et préoccupations formulées seraient dûment prises en compte lors du suivi et que la Roumanie continuerait de tout faire pour appliquer les normes les plus strictes en matière de droits de l'homme et respecter pleinement ses engagements internationaux et européens. Elle a fait savoir que le Gouvernement roumain était pleinement résolu à tirer le meilleur parti de l'Examen périodique universel afin de renforcer davantage son système de protection des droits de l'homme.

## Mali

447. L'Examen concernant le Mali s'est déroulé le 16 janvier 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Mali conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/MLI/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/MLI/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/MLI/3).

448. À sa 23<sup>e</sup> séance, le 28 juin 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Mali (voir la section C ci-après).

449. Les textes issus de l'Examen concernant le Mali comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/38/7), les vues du Mali sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/38/7/Add.1).

### 1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

450. La délégation a rappelé que 78 intervenants avaient pris acte des progrès accomplis par le Mali dans la promotion et la protection des droits de l'homme et s'étaient dits conscients des défis de taille auxquels ce pays faisait face depuis 2012, notamment l'insécurité et les violations des droits de l'homme commises dans ce contexte. Le Mali traversait une période difficile en raison du terrorisme.

451. Le Mali avait reçu 194 recommandations, acceptant 133 d'entre elles, ajournant sa décision sur 54 autres et notant les 7 restantes. Il avait finalement accepté 175 recommandations et pris note des 19 autres.

452. La position retenue sur les recommandations formulées était le fruit d'une démarche participative. Ainsi, le Ministère des droits de l'homme avait lancé un dialogue national sur l'Examen périodique universel concernant le Mali, ayant notamment réuni lors d'une table ronde différents départements ministériels, des institutions nationales et des représentants de la société civile, ainsi que des partenaires internationaux, dont la Division des droits de l'homme et de la protection de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali.

453. Le Mali avait accepté les recommandations qu'il estimait pouvoir appliquer avant le prochain cycle de l'Examen périodique universel. Il avait également accepté les recommandations relatives aux mesures déjà en place. En acceptant certaines recommandations, le Mali s'était engagé à poursuivre ses efforts ou à continuer d'appliquer des mesures déjà en vigueur.

454. S'agissant de la paix et de la sécurité, la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali passait par des activités de stabilisation et de sécurité dans le centre et le nord du pays, ainsi que par le déploiement de services administratifs et judiciaires dans les localités où ils faisaient défaut en raison de l'insécurité. À cet égard, l'exécution du plan de sécurité intégré avait déjà donné des résultats probants dans les régions de Ségou et de Mopti. En ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité, le Conseil national de sécurité avait été créé et le processus de désarmement, démobilisation et réintégration était à l'œuvre.

455. Dans le domaine de la lutte contre l'impunité, le Gouvernement avait pris des mesures pour enquêter sur les membres des forces armées et des forces de sécurité impliqués dans des affaires de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire et les poursuivre en justice. En outre, la délégation a évoqué la création d'une commission d'enquête internationale chargée de mener des investigations sur les crimes de guerre, crimes contre l'humanité, crimes sexuels et autres violations graves du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

456. S'agissant des droits des femmes et des enfants, deux projets de loi étaient en cours d'élaboration : le premier portait sur la violence fondée sur le genre, le second sur la protection de l'enfance. L'adoption de ces deux projets de texte permettrait de supprimer les dispositions discriminatoires du Code des personnes et de la famille et d'ériger en infraction pénale toute forme de violence fondée sur le genre. De plus, un décret ministériel interdisait la pratique des mutilations génitales féminines dans les établissements de santé et les contrevenants s'exposaient à des sanctions.

457. Concernant les recommandations relatives à l'utilisation d'enfants soldats, la délégation a affirmé que l'État n'avait pas recours à des milices. La sécurité nationale était assurée par une armée républicaine qui n'utilisait pas d'enfants soldats. Aussi, le Mali avait pris note de ces recommandations.

458. Par ailleurs, comme mentionné précédemment, le Mali ne ménageait aucun effort concernant les pratiques traditionnelles et néfastes. Toutefois, il avait pris note de la recommandation figurant au paragraphe 116.5 en raison de la référence à la polygamie, laquelle était prévue par le Code des personnes et de la famille mais demeurait une option, et non une obligation, pour les conjoints.

459. Le troisième cycle de l'Examen périodique universel avait fourni au Mali un cadre de dialogue sur les droits de l'homme. Malgré un contexte difficile marqué par les violations de ces droits liées au conflit, le Mali entendait faire sien le rapport de l'équipe spéciale et prendre toutes les dispositions voulues pour appliquer les recommandations acceptées.

460. Enfin, le Mali était prêt à coopérer pleinement avec tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, et la délégation a réaffirmé que le Mali s'engageait à examiner dans les meilleurs délais toute demande de visite d'un titulaire de mandat.

## **2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen**

461. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Mali, 12 délégations ont fait des déclarations.

462. Le Tchad a accueilli avec intérêt les informations actualisées figurant dans le rapport du Mali, qui montraient l'importance que ce pays accordait à l'Examen périodique universel. Il a noté avec satisfaction que le Mali avait accepté la plupart des recommandations et a demandé aux partenaires bilatéraux et internationaux de ce pays de l'aider à les appliquer.

463. La Chine a remercié le Mali d'avoir accepté ses recommandations et espérait que celui-ci continuerait de promouvoir, d'une part, le processus de paix et de réconciliation en vue d'assurer la stabilité et la sécurité et, d'autre part, le développement social et économique. Elle espérait en outre qu'il améliorerait le niveau de vie de sa population afin d'établir des bases solides permettant l'exercice des droits de l'homme. Elle s'est félicitée que le Mali ait réaffirmé son engagement en faveur de ces droits.

464. Le Congo s'est réjoui de l'adhésion du Mali à la plupart des recommandations reçues et a noté avec une vive satisfaction les efforts que ce pays faisait pour renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme ainsi que sa coopération avec les mécanismes des Nations Unies, malgré le contexte difficile. Il lui souhaitait plein succès dans l'application de ces recommandations.

465. La Côte d'Ivoire a salué l'intérêt que le Mali avait porté aux recommandations reçues, dont l'application contribuerait à améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays. Elle a noté avec satisfaction que celui-ci s'employait à renforcer l'état de droit et l'a

encouragé à continuer de coopérer pleinement avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme.

466. L'Égypte a remercié le Mali de ses explications concernant les recommandations qu'elle lui avait adressées et l'a félicité d'avoir créé le Ministère des droits de l'homme et révisé les dispositions de sa Constitution relatives à ces droits. Elle a engagé le Mali à poursuivre sa coopération avec le Conseil des droits de l'homme et invité celui-ci à coopérer avec ce pays sur le plan technique.

467. L'Éthiopie a félicité le Mali d'avoir accepté de nombreuses recommandations et a salué l'adoption de la politique nationale en matière de droits de l'homme ainsi que la création du Ministère des droits de l'homme. Elle a de nouveau exhorté la communauté internationale à aider davantage le Mali à renforcer les capacités des acteurs étatiques et non étatiques œuvrant dans le domaine des droits de l'homme, et a encouragé ce pays à prendre toutes les mesures nécessaires pour donner suite aux recommandations acceptées.

468. Le Honduras a félicité le Mali d'avoir accepté ses recommandations. Afin d'améliorer l'exercice des droits des femmes et des filles et d'éliminer la discrimination et la violence fondée sur le genre, il espérait que ce pays reviendrait sur sa position concernant sa recommandation de redoubler d'efforts pour mettre fin aux pratiques traditionnelles et néfastes telles que le mariage d'enfants et le mariage forcé, la polygamie, les pratiques humiliantes et dégradantes et le gavage.

469. La République démocratique populaire lao a noté avec satisfaction que le Mali avait accepté un grand nombre de recommandations, dont deux qu'elle avait formulées. Elle a accueilli avec satisfaction le cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable, qui visait à promouvoir un développement inclusif et durable afin de réduire la pauvreté et les inégalités dans un Mali unifié et pacifié, sur la base du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

470. Le Lesotho a noté que malgré sa situation particulièrement difficile en matière de sécurité, le Mali avait pris des mesures pour faire respecter les droits de l'homme et l'état de droit sur son territoire. Il a noté les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali et les mesures législatives prises. Il a félicité ce pays d'avoir créé le Ministère des droits de l'homme et de coopérer avec les mécanismes des Nations Unies relatifs à ces droits. D'après le Lesotho, le Mali avait besoin du soutien de la communauté internationale pour consolider la paix et la réconciliation.

471. Le Sénégal a remercié le Mali des informations complémentaires pertinentes qu'il avait fournies. Il a salué la diversité des acteurs ayant participé à l'élaboration du rapport national et les mesures prises pour renforcer la sécurité dans le pays. Au vu de la résolution des autorités maliennes à continuer de promouvoir les droits de l'homme, le Sénégal a invité le Conseil des droits de l'homme à adopter le rapport sur le Mali.

472. L'Afrique du Sud s'est félicitée que le Mali ait accepté ses recommandations visant à mettre en œuvre l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, à continuer de fournir une assistance publique aux personnes vivant avec le VIH/sida et à renforcer les mesures destinées à protéger les droits des femmes tout en garantissant l'égalité salariale. Elle a engagé ce pays à continuer de faire face aux problèmes de l'insécurité, du terrorisme et de la criminalité transnationale organisée. Elle s'est de nouveau dite favorable au programme de justice transitionnelle du Mali et a salué l'engagement de ce pays en faveur de la relance économique et du développement durable.

473. Le Soudan a salué les efforts accomplis par le Mali pendant la période considérée, notamment son engagement à protéger les droits de l'homme dans le cadre de l'Examen périodique universel. Il s'est en outre félicité que ce pays ait accepté la plupart des recommandations reçues et pris un certain nombre de mesures pour y donner suite. Il s'est réjoui que le Mali ait accepté la recommandation tendant à renforcer la commission nationale des droits de l'homme et à poursuivre la mise en œuvre du programme national de développement.

### 3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

474. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Mali, neuf autres parties prenantes ont fait des déclarations.

475. Amnesty International était préoccupée par les violations flagrantes des droits de l'homme commises par toutes les parties, notamment les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, les actes de torture et les arrestations arbitraires. La situation critique en matière de sécurité dans les régions touchées par le conflit avait nui au droit à l'éducation. Plus de 200 000 enfants étaient privés d'école dans le centre et le nord du pays en raison de la menace que représentaient les groupes armés et plus de 400 écoles étaient fermées. Amnesty International a noté avec satisfaction que le Mali avait accepté les recommandations visant à garantir le droit à l'éducation, y compris en situation de conflit. L'organisation a toutefois regretté le rejet de la recommandation formulée par 12 pays pour que le Mali ratifie le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort.

476. Le Service international pour les droits de l'homme s'est félicité de la récente adoption d'une loi spécialement consacrée à la protection des défenseurs des droits de l'homme, engageant par ailleurs le Gouvernement malien à poursuivre le travail effectué lors d'un atelier organisé conjointement par la société civile et la commission nationale des droits de l'homme et à adopter le décret d'application. Il a invité le Mali à enquêter sur toutes les attaques et accusations fallacieuses dirigées contre des journalistes à en poursuivre les auteurs, à définir un plan stratégique biennal visant à renforcer les capacités institutionnelles et l'indépendance de la commission nationale des droits de l'homme et à en soutenir la mise en œuvre, de sorte que cette entité respecte pleinement les Principes de Paris, et à fournir à la commission les ressources dont elle avait besoin pour être pleinement opérationnelle et capable de remplir sa fonction de mécanisme de protection des défenseurs des droits de l'homme.

477. Human Rights Watch a demandé instamment au Gouvernement d'appliquer rapidement et intégralement les recommandations dans lesquelles il lui était demandé de répondre aux inquiétudes liées à la faiblesse de l'état de droit et à l'augmentation spectaculaire du nombre de signalements d'atteintes aux droits de l'homme dans le contexte des opérations antiterroristes et de la lutte contre la violence communautaire. L'organisation jugeait préoccupants les conflits intercommunautaires persistants dans le centre et le nord du Mali qui, exacerbés par les tensions ethniques liées au banditisme et à l'accès à la terre et à l'eau, avaient fait plusieurs centaines de morts et provoqué le déplacement de milliers de personnes. Les conflits dans les environs de Ménaka et la région de Mopti s'étaient considérablement aggravés en 2018, faisant plusieurs dizaines de morts. Human Rights Watch a engagé vivement le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la population menacée par les violences communautaires.

478. Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a déclaré que la situation des droits de l'homme empirait dans le pays et que les autorités perdaient le contrôle effectif du centre du territoire national. Un climat d'insécurité régnait au Mali et les attaques se multipliaient dans le nord du pays. Selon Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, l'élection présidentielle à venir portait en germe un risque accru d'escalade de la violence et de détérioration de la situation déjà désastreuse des droits de l'homme dans le pays. L'organisation a demandé instamment au Mali de veiller à ce que l'élection présidentielle se déroule dans la paix.

479. Le Bureau international catholique de l'enfance a déclaré qu'il faudrait adopter un plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations issues de l'Examen périodique universel, avec la participation de la société civile. Il a demandé au Mali de donner la priorité aux mesures de substitution à la privation de liberté, de mettre en réseau les centres de formation professionnelle publics et privés pour permettre aux enfants d'accéder de nouveau à l'éducation et à l'emploi, de renforcer la médiation pénale en formant les acteurs de la justice à l'application effective du décret du 13 avril 2006 y relatif, et de supprimer toutes les entraves au recours à la médiation, notamment en réglant les questions financières liées à la médiation, en exigeant un accord formel par écrit et en dispensant une formation spécialisée aux acteurs du système pénal ou aux médiateurs.

480. L'Association des citoyens du monde a déclaré qu'au Mali, des femmes avaient reçu une formation dans le domaine de l'éducation à la paix afin de poursuivre leurs études et de devenir des membres actives de la société. Elle a exhorté le Mali à former les femmes aux premiers secours afin qu'elles puissent donner des formations sur des questions de santé dans les villages reculés.

481. L'Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale a félicité le Mali d'avoir instauré un moratoire sur la peine de mort et l'a encouragé à lutter contre l'impunité et à mettre fin aux pires formes de travail des enfants, y compris le recours aux enfants soldats. Elle a félicité ce pays d'avoir fait sienne la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et salué sa détermination à protéger les défenseurs des droits de l'homme. L'organisation était préoccupée par les violences intercommunautaires, qui avaient fait des morts et des blessés. Elle a exhorté le Mali à s'engager en faveur de la résolution pacifique des conflits.

482. L'United Towns Agency for North-South Cooperation a déclaré que, d'après ses enquêtes, les violations des droits de l'homme dans le pays étaient principalement le fait d'acteurs non étatiques, malgré la présence des forces de sécurité maliennes. Les attentats terroristes visaient la population civile, les minorités religieuses et les contingents étrangers. Les problèmes de sécurité persistants au Mali avaient paralysé l'économie locale, les services sociaux ainsi que l'accès à l'éducation, à la justice et aux soins de santé. Plus de 700 écoles avaient dû fermer leurs portes, privant 190 000 enfants d'éducation.

483. La Fondation d'Auteuil s'est réjouie que le Mali ait accepté la recommandation tendant à promouvoir la réinsertion socioéconomique des enfants des rues. Elle a déclaré que des organisations de la société civile accompagnaient ces enfants dans leur parcours de réinsertion. Elle a invité l'État malien à coopérer étroitement avec ses services décentralisés, afin de pouvoir offrir à chaque enfant des moyens de trouver et de mettre en œuvre des solutions adaptées à son cas. Des efforts devraient également être faits en matière de prévention et de sensibilisation des populations, notamment en ce qui concerne la qualité de l'instruction dans les écoles coraniques dont étaient issus de nombreux enfants et jeunes vivant dans la rue, ainsi que la prise en charge de ces personnes.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

484. Le Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, selon les informations fournies, le Mali avait adhéré à 175 des 194 recommandations reçues et pris note des 19 autres.

485. La délégation a déclaré que le Gouvernement examinerait en priorité les recommandations issues du troisième cycle. Celles-ci seraient présentées aux diverses institutions de la République puis donneraient naissance à un plan d'action. Un mécanisme de suivi de la mise en œuvre de ce plan d'action serait mis en place. La consultation de tous les acteurs intervenant dans l'application des recommandations se poursuivrait sous l'égide du Gouvernement. Un rapport à mi-parcours serait soumis au Conseil des droits de l'homme.

486. Le Mali s'employait également à consolider ses progrès en matière de droits de l'homme. Afin de remédier aux problèmes persistants, il solliciterait un appui dans le cadre de la coopération internationale, et la délégation a affirmé que la volonté politique de réaliser tous les droits de l'homme était inébranlable.

487. Pour conclure, la délégation a réaffirmé l'attachement du Mali au mécanisme de l'Examen périodique universel et exprimé sa profonde gratitude envers le Conseil des droits de l'homme.

#### **Botswana**

488. L'Examen concernant le Botswana s'est déroulé le 17 janvier 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Botswana conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/BWA/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/BWA/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/BWA/3).

489. À sa 24<sup>e</sup> séance, le 28 juin 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Botswana (voir la section C ci-après).

490. Les textes issus de l'Examen concernant le Botswana comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/38/8), les vues du Botswana sur les recommandations et/ou conclusions qui y figurent, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/38/8/Add.1).

# **1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

491. La délégation botswanaise a rappelé que, lors de l'Examen périodique universel le concernant, le Botswana avait reçu 207 recommandations et qu'il avait différé sa réponse à 76 d'entre elles en vue de les examiner plus avant. Les 76 recommandations avaient toutes été étudiées et fait l'objet d'une réponse dans les délais impartis.

492. Le Botswana avait adhéré à 93 des 207 recommandations reçues. Il n'avait pas adhéré aux autres recommandations pour diverses raisons. La plupart de ces recommandations étaient liées à la ratification de divers instruments relatifs aux droits de l'homme, à l'abolition de la peine de mort et à l'instauration d'un moratoire sur les exécutions.

493. Le Botswana avait adhéré à toutes les recommandations qui l'engageaient à adresser une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. Par son adhésion à ces recommandations, le Botswana avait réaffirmé son attachement aux travaux de tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. Il ne s'était jamais opposé à une demande de visite émanant d'un titulaire de mandat. Les demandes de visite du Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités, de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation et de la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées étaient en cours de traitement, les visites étant prévues pour l'année 2018. Trois autres visites devaient avoir lieu en 2019.

494. Concernant les recommandations relatives à la ratification de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, des consultations internes avaient été engagées afin que la Convention soit ratifiée au cours de la période considérée.

495. Bien qu'ayant pris note des recommandations concernant la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, le Botswana avait décidé de ratifier la Convention, ce qui devrait être fait d'ici à décembre 2018.

496. La ratification des instruments internationaux, notamment de l'ensemble des traités relatifs aux droits de l'homme était certes primordiale, elle devait toujours s'accompagner de la volonté ferme et de la capacité d'incorporer les traités dans le droit interne et de les mettre en œuvre. C'est pour cette raison que le Botswana avait adhéré aux recommandations relatives à la ratification de seulement deux traités. Néanmoins, en dépit de ses capacités limitées, le Botswana continuerait de s'efforcer d'instaurer des mécanismes qui lui permettraient de ratifier et de mettre en œuvre les autres traités.

497. Les recommandations en faveur d'un moratoire sur la peine de mort ou de son abolition n'avaient pas obtenu l'adhésion de l'État. Le Botswana maintenait sa position vis-à-vis de la peine de mort. Il respectait les différents points de vue sur cette question, mais était convaincu que la peine de mort était une question de justice pénale qui relevait de la compétence des États souverains, dans le respect du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La délégation a réaffirmé que la peine de mort était une peine pertinente

inscrite dans les lois et la Constitution du Botswana et qu'elle n'était appliquée que sur la base d'un procès équitable et d'une procédure régulière gérés par un système judiciaire indépendant.

498. Le Botswana avait adhéré à presque toutes les recommandations relatives aux femmes et aux enfants, qui étaient les plus vulnérables et qui méritaient donc une attention particulière. L'État comparaitrait devant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en février 2019 et établirait un dialogue constructif avec ce dernier en vue de traiter tous les problèmes dont les femmes du Botswana souffraient et d'appliquer les recommandations issues de cet examen.

499. Un plan d'intervention serait finalisé et diffusé d'ici à septembre 2018 pour faire face au taux élevé d'abus sexuels sur les enfants, qui avait été révélé par l'enquête sur la violence contre les enfants.

500. Des consultations internes avaient été engagées en vue de lever les réserves à l'article premier de la Convention relative aux droits de l'enfant et à l'article 2 de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant. Entre-temps, plusieurs lois ayant trait à la définition de l'enfant, y compris le Code pénal et la loi relative à l'adoption des enfants, continuaient d'être examinées.

501. Dans le but d'actualiser les données existantes sur le VIH et le sida, le Botswana se préparait à entreprendre sa cinquième enquête sur le sida dans le pays, qui devait être lancée en septembre 2018 et qui serait combinée à la toute première enquête sur la prévalence de la tuberculose.

502. La loi contre la traite des êtres humains était entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et, depuis lors, le Botswana avait réalisé d'importants progrès s'agissant de prévenir, d'éliminer et de combattre ce crime. Le plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains devait être lancé et mis en application avant la fin de l'année 2018.

503. La délégation a exprimé la gratitude du Botswana envers tous les États qui avaient participé à l'Examen. Elle a également remercié les organisations de la société civile pour leurs contributions.

504. Le Botswana était attaché à l'Examen périodique universel. Par l'intermédiaire de son Comité interministériel sur les traités, conventions et protocoles ainsi que d'autres structures compétentes, il veillerait à l'application des recommandations et se chargerait de préparer et de présenter un rapport à mi-parcours détaillé.

## **2. Vues exprimées par des États membres, des États observateurs du Conseil et des entités des Nations Unies au sujet des textes issus de l'Examen**

505. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Botswana, 13 délégations ont fait des déclarations.

506. Le Sénégal a accueilli avec satisfaction l'adoption, en décembre 2016, du onzième Plan national de développement, visant à assurer le développement économique du Botswana dans le respect des objectifs du programme « Vision 2036 ». Il a félicité le Botswana pour son adhésion à certaines recommandations issues de l'Examen, notamment celles émises par le Sénégal.

507. L'Afrique du Sud a félicité le Botswana pour ses accomplissements remarquables, tels que le lancement du programme « Vision 2036 » et du Plan national de développement. Grâce au Cadre d'action positive en faveur des habitants des zones reculées, des progrès avaient également été accomplis dans l'amélioration de la vie desdits habitants.

508. Le Soudan a noté avec satisfaction la volonté résolue du Botswana d'adhérer aux principes de l'Examen et de renforcer la protection des droits de l'homme dans le pays. Il a salué les efforts que le Botswana avait faits pour répondre aux préoccupations exprimées.

509. L'UNICEF a regretté que le Botswana ne soit pas prêt à adhérer à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie ni à accorder la nationalité aux enfants qui, autrement, demeureraient apatrides. Il a également regretté que le Botswana ne soit pas prêt à ratifier la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement.



Il s'est dit disposé à fournir au Botswana une assistance technique s'agissant de modifier la loi relative à l'enfance afin d'y inclure une définition de la traite des enfants et de criminaliser les pires formes de travail des enfants. Il a souligné les réticences du pays à prendre les mesures nécessaires pour garantir un enseignement de qualité, notamment un enseignement dans la langue maternelle.

510. Le PNUD a fait remarquer que, dans la plupart des cas, les personnes indigentes impliquées dans des affaires pénales ne bénéficiaient pas d'une aide juridictionnelle. Il a par ailleurs salué l'engagement pris par les pouvoirs publics d'étendre l'aide juridictionnelle aux affaires graves. Il s'est dit préoccupé par le peu de progrès que le Botswana avait accompli dans la création d'une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris.

511. La République bolivarienne du Venezuela a salué les efforts que le Botswana avait faits pour respecter ses engagements en matière de droits de l'homme. Elle a relevé l'importance des initiatives de réduction de la pauvreté qui avaient été menées, comme la mise en place d'un programme de développement destiné à garantir l'accès aux programmes sociaux dans les zones reculées. Elle a constaté avec satisfaction les mesures qui avaient été prises en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement dispensé aux enfants et a exhorté le Botswana à continuer de promouvoir ses plans et programmes sociaux.

512. La Zambie a complimenté le Botswana pour le dévouement et l'engagement dont il faisait preuve dans sa contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme, à l'Examen périodique universel et à d'autres mécanismes de promotion et de protection des droits de l'homme. Elle a félicité le Botswana du succès de l'Examen dont il avait fait l'objet.

513. Le Zimbabwe a déclaré que le Botswana avait pris au sérieux ses obligations en matière de droits de l'homme, comme en témoignait son attitude ouverte et constructive. Le Botswana avait continué de mener des initiatives visant à améliorer les conditions de vie de tous ses citoyens et de coopérer avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et les organes conventionnels.

514. L'Afghanistan a instamment demandé au Botswana de songer à transposer intégralement dans son droit interne les dispositions de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

515. L'Algérie a constaté avec satisfaction les progrès louables accomplis par le Botswana dans la mise en œuvre de sa politique de développement et de ses programmes de réduction de la pauvreté. Elle a pris note des initiatives menées dans les domaines de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement, qui visaient à reconnaître les droits des populations locales de gérer et d'utiliser les ressources naturelles.

516. L'Angola a encouragé le Botswana à continuer de prendre les mesures concrètes nécessaires pour réduire la prévalence du VIH, qui faisait obstacle au développement socioéconomique du pays. Il a souhaité au Botswana plein succès dans l'application des recommandations auxquelles il avait adhéré.

517. La Belgique a pris note de l'engagement du Botswana en faveur de l'Examen périodique universel et a salué les efforts qu'il avait faits dans l'application des recommandations issues de l'Examen précédent, ainsi que son rôle moteur dans la promotion des droits de l'homme dans la région. Elle a constaté que le Botswana avait adhéré à la recommandation qu'elle lui avait adressée s'agissant de lutter contre la violence fondée sur le genre et l'a interrogé sur les conséquences de son application. Elle a invité le Botswana à revoir sa position sur deux recommandations auxquelles il n'avait pas adhéré, relatives à l'instauration d'un moratoire sur les exécutions et à l'harmonisation de la loi sur la nationalité avec la Convention relative aux droits de l'enfant. Elle a espéré que le Botswana organiserait un débat national visant à établir les bases de l'abolition de la peine de mort.

518. Le Tchad a relevé que le Botswana avait accepté des recommandations et a demandé à la communauté internationale de l'aider à les appliquer.

### 3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

519. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Botswana, cinq autres parties prenantes ont fait des déclarations.

520. Le Center for Global Nonkilling a déclaré que, lors des deux Examens précédents, le Botswana avait accepté les recommandations en faveur de la tenue d'un débat public au sujet de la peine de mort. Les autorités devaient montrer au peuple qu'elles accordaient plus de valeur à la vie qu'à la mort, et le peuple suivrait leur voie.

521. Amnesty International s'est réjouie que le Botswana ait accepté une partie des recommandations, mais a regretté qu'il en ait rejeté la plupart. Elle a notamment déploré qu'il ait rejeté les recommandations relatives aux droits des journalistes à la liberté d'expression. Les journalistes avaient continué à faire l'objet d'actes d'intimidation et de harcèlement de la part des autorités. Amnesty International a aussi regretté que le Botswana ait rejeté les recommandations en faveur de la ratification de certaines conventions et de l'instauration d'un moratoire officiel sur la peine de mort.

522. Dans une déclaration conjointe avec l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays, Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie van Homoseksualiteit – COC Nederland a regretté que le Botswana ait rejeté 13 des 15 recommandations relatives à l'orientation sexuelle, à l'identité et à l'expression de genre et aux caractéristiques sexuelles. L'organisation a félicité l'État d'avoir confirmé les décisions de justice sur la reconnaissance juridique de l'identité de genre et l'enregistrement de l'association des lesbiennes, gays et bisexuels du Botswana. Elle a exhorté le Botswana à accepter toutes les recommandations et à poursuivre ses réformes législatives, notamment en révisant le Code pénal afin de dépénaliser les relations homosexuelles consenties.

523. Action Canada pour la population et le développement s'est félicitée de l'invitation permanente adressée aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. Toutefois, elle s'est dite préoccupée par la réticence du Botswana à garantir à la société civile la possibilité de participer à la vie publique et de disposer d'un champ d'action. L'organisation a appelé le Botswana à accepter les recommandations en faveur de l'adoption d'une loi destinée à protéger les victimes de violence et d'autres violations des droits de l'homme et de la transposition dans le droit interne des conventions internationales ratifiées par l'État.

524. Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a félicité le Botswana pour les progrès réalisés dans l'amélioration de sa situation en matière de droits de l'homme et a salué le travail qui avait été accompli dans les domaines du développement économique en vue de faire progresser la situation socioéconomique. L'organisation a souligné qu'il était important d'intensifier la lutte contre la violence fondée sur le genre. Elle a invité le Botswana à renforcer les droits des femmes et des filles, à prévenir la traite de ces dernières et à mener des enquêtes à ce sujet, et à faire davantage d'efforts pour appliquer les politiques d'élimination de la pauvreté et pour garantir l'égalité des sexes.

### 4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

525. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, d'après les informations fournies, le Botswana avait adhéré à 93 des 207 recommandations reçues et en avait noté 114.

526. En évoquant certains des points qui avaient été abordés, la délégation botswanaise a remercié l'UNICEF pour sa collaboration continue avec le Botswana concernant les droits de l'enfant. Des consultations gouvernementales sur les questions sensibles relatives à la nationalité et à l'apatridie étaient en cours.

527. Le programme d'aide juridictionnelle, relativement récent, n'offrait en premier lieu des services que dans les affaires portant sur des crimes passibles de la peine de mort. Toutefois, sur la base du principe qui avait conduit à la création de ce programme, le Botswana espérait pouvoir accorder plus tard une aide juridictionnelle aux personnes indigentes inculpées dans tous les types d'affaires.

528. Le Botswana était déterminé à créer une institution nationale des droits de l'homme et il y travaillait.

529. La transposition des conventions internationales dans le droit interne était différente d'un pays à l'autre. Au Botswana, cette tâche était relativement complexe et, si certaines des conventions ratifiées n'avaient pas encore été incorporées dans le droit interne, ce n'était pas par manque de volonté. En effet, le Botswana avait ratifié ces conventions avec la ferme volonté de les appliquer, mais leur transposition pouvait prendre du temps, puisqu'il fallait attendre que les institutions chargées de veiller à leur mise en œuvre soient créées.

530. Concernant la formation récente des membres des forces de l'ordre, la délégation a indiqué qu'il fallait un certain temps pour en évaluer les conséquences. Toutefois, des signes prometteurs avaient été observés.

531. Quant aux allégations de harcèlement des journalistes, les autorités botswanaïses étaient ouvertes au travail de ces derniers et n'avaient aucune intention de les harceler. Cependant, tous les journalistes devaient respecter la loi.

532. Le Botswana était fermement déterminé à appliquer toutes les recommandations auxquelles il avait adhéré. Cette application serait fondée sur la même approche multipartite et participative que celle adoptée pour l'établissement du rapport national.

### **Bahamas**

533. L'Examen concernant les Bahamas s'est déroulé le 17 janvier 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par les Bahamas conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/BHS/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/BHS/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/BHS/3).

534. À sa 24<sup>e</sup> séance, le 28 juin 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant les Bahamas (voir la section C ci-après).

535. Les textes issus de l'Examen concernant les Bahamas comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/38/9), les vues des Bahamas sur les recommandations et/ou conclusions, leurs engagements volontaires et les réponses qu'elles ont apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/38/9/Add.1).

## **1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

536. La délégation bahamienne a reconnu que la réalisation des droits de l'homme s'inscrivait dans une démarche progressive et continue, et a souligné que l'État continuerait de collaborer pleinement avec le Conseil des droits de l'homme et la communauté internationale sur ce point.

537. Examinant des questions dont, faute de temps, elle n'avait pas précédemment rendu compte, la délégation bahamienne a évoqué les centres de détention, l'apatridie et la traite des personnes. Au sujet des centres de détention, elle a indiqué que le Département des services pénitentiaires des Bahamas (Bahamas Department of Correctional Services), ancienne « prison de Sa Majesté », avait été renommé pour s'écarter d'une vision pénale au profit d'une approche pénitentiaire, et permettre la modernisation de la loi régissant la détention et la réinsertion des détenus, conformément aux normes internationales.

538. En ce qui concernait la question de l'apatridie, le Groupe de travail sur les migrations examinait actuellement la Convention relative au statut des apatrides et la Convention sur la réduction des cas d'apatridie et menait une étude comparative sur une définition opérationnelle standard de l'apatridie.

539. Le Gouvernement avait mis en place un Comité d'examen indépendant, dirigé par un président de la Cour suprême à la retraite, qu'il avait chargé d'examiner toutes les demandes de citoyenneté en attente afin de résorber le retard accumulé. Pour chaque dossier, le Comité devait faire aux services de l'immigration et au ministre compétent des recommandations, qui seraient normalement suivies, sauf en cas de motifs impérieux, généralement liés à la sûreté publique ou à la sécurité nationale, justifiant de ne pas y donner suite.

540. En novembre 2014, le Gouvernement avait pris des mesures permettant à tous les enfants de moins de 18 ans de bénéficier d'un « permis d'appartenance », accordant ainsi un statut ou un titre officiel aux enfants nés aux Bahamas de parents immigrés. Il envisageait de repousser l'âge limite requis pour demander un tel permis, afin que celui-ci soit valable jusqu'à la réception de la réponse à une demande de citoyenneté conforme à la Constitution.

541. Les Bahamas était une destination et un pays de transit pour des hommes, des femmes et des enfants originaires d'autres pays des Caraïbes, d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et d'Asie à la recherche de conditions de vie meilleures ou victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé. On comptait, parmi les populations vulnérables, des migrants arrivés de leur plein gré pour travailler comme employés de maison ou ouvriers, mais qui pouvaient également avoir été recrutés ou trompés par des trafiquants. Malgré cette difficulté, les Bahamas restaient classées pour la troisième année consécutive au niveau 1 du rapport sur la traite des personnes publié le 27 juin 2017 par le Département d'État des États-Unis d'Amérique.

542. Le 31 mars 2017, le Gouvernement avait promulgué des modifications au Code de procédure pénale et à la loi sur la traite des personnes (prévention et suppression), afin de donner aux procureurs la possibilité de poursuivre les personnes qui se livraient à la traite directement devant la Cour suprême sans avoir à passer au préalable par un tribunal de première instance, et de créer une nouvelle infraction réprimant l'organisation de la traite d'êtres humains, la commission de ce crime ou le fait d'inciter d'autres personnes à se livrer à cette activité.

543. En ce qui concernait les 141 recommandations issues de l'Examen périodique universel adressées aux Bahamas, le Gouvernement se réjouissait de pouvoir indiquer qu'il était en mesure d'en accepter près de 70 %, confirmant ainsi son engagement d'appliquer les normes internationales afin de donner effet aux droits de l'homme de manière efficace et durable.

544. Les Bahamas, outre l'engagement général de renforcer les droits de l'homme par l'adhésion à de nouvelles conventions et l'amélioration des processus nationaux d'application et de suivi de ces droits, avaient accepté les recommandations relatives à l'égalité femmes-hommes, à la violence domestique, aux enfants, aux conditions de détention, à une institution nationale des droits de l'homme, à la liberté d'information, à l'accès à la justice, à l'accès à l'éducation, aux personnes handicapées, à la traite des personnes et aux migrants.

545. En ce qui concernait l'adhésion aux instruments relatifs aux droits de l'homme, les Bahamas avaient le plaisir d'annoncer qu'elles avaient ratifié en mai 2018 la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

546. Concernant la discrimination fondée sur le genre, la délégation bahamienne a souligné que l'élimination d'une telle discrimination prendrait du temps et qu'il était fondamental de sensibiliser et d'informer le public si l'on voulait changer profondément les comportements sur cette question. À la suite d'une nouvelle consultation, un amendement à la loi relative aux infractions sexuelles, qui créait le délit d'« atteinte sexuelle conjugale aggravée », avait été reformulé en « projet de loi relatif aux atteintes sexuelles conjugales », à partir des réponses de la société civile et des partenaires sociaux. Le projet de loi devrait être soumis au Gouvernement pour approbation en juillet. Même si le délit ainsi proposé n'était pas

qualifié de « viol conjugal », il comportait tous les éléments constitutifs de l'infraction de viol.

547. Les Bahamas préparaient un projet de modification de la loi sur la nationalité, afin que tous les enfants mineurs présents dans le pays, garçons ou filles, bénéficient sur demande de la nationalité bahamienne, quel que soit leur lieu de naissance et indépendamment de la situation matrimoniale de leurs parents, dans la mesure où cela ne dérogeait pas aux dispositions constitutionnelles existantes, qui n'accordaient pas un droit automatique à la citoyenneté sans demande préalable.

548. En ce qui concerne la violence domestique, le Gouvernement a poursuivi ses efforts visant à promouvoir les voies de recours possibles et les moyens de protection des victimes prévus par la loi.

549. Le plan stratégique national de gestion, de prévention et d'élimination de la violence intrafamiliale serait mis en œuvre au cours de l'année suivante.

550. Les Bahamas avaient présenté le projet de loi de 2017 relatif au Médiateur. Un Bureau du Médiateur serait créé pour apporter une aide directe aux personnes ayant des raisons légitimes de se sentir lésées par des mesures prises par le Gouvernement ou tout organisme public, ou au contraire par l'inaction de ces mêmes acteurs. Depuis l'Examen de janvier 2018, le Gouvernement s'était engagé à réexaminer le projet de loi afin de déterminer s'il pouvait prendre en compte les Principes de Paris.

551. La loi sur la liberté d'information avait été promulguée en 2017.

552. En ce qui concernait les recommandations dont il avait été pris note, la délégation a indiqué que le Gouvernement n'avait pas été en mesure de donner suite à plusieurs recommandations relevant généralement des catégories suivantes : la peine de mort, les châtimements corporels, la ratification de certaines conventions et la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle.

553. Le Gouvernement bahamien avait conscience de la recommandation formulée de longue date visant à instaurer un moratoire sur les exécutions et à abolir la peine de mort aux Bahamas. Il a notamment souligné que l'application de manière discrétionnaire de la peine de mort restait reconnue comme légale et soumise aux principes énoncés par la plus haute juridiction du pays (le Comité judiciaire du Conseil privé) pour les crimes de meurtre et de trahison, qu'il n'existait aucun consensus international sur l'abolition de la peine de mort, que même en l'absence d'un moratoire officiel, aucune exécution capitale n'avait eu lieu aux Bahamas depuis douze ans et que chaque État disposait du droit inaliénable de choisir ses systèmes politiques, juridiques, économiques, sociaux et culturels, et exerçait sa compétence normative en matière d'adoption et d'application de lois non contraires aux normes impératives du droit international.

554. Aux Bahamas, la loi autorise les parents à infliger des châtimements corporels à leurs enfants. Ces châtimements peuvent également être administrés dans les établissements scolaires, dans certaines circonstances bien définies et limitées. Des procédures strictes ont néanmoins été mises en place pour que de telles mesures, notamment en milieu scolaire, ne soient prises qu'en dernier recours pour améliorer le comportement des élèves. Les violences physiques à l'égard des enfants sont punies par la loi.

555. Depuis l'Examen de janvier 2018, le Procureur général avait rencontré des groupes aux modes de vie différents représentant les lesbiennes, les homosexuels et les transgenres, ainsi que des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, afin d'écouter leurs préoccupations et leur rappeler leurs droits, ainsi que les voies de recours à leur disposition en cas de violations de ces droits.

556. En raison de leurs ressources limitées et de leur vulnérabilité face à la migration clandestine, les Bahamas n'étaient pas en mesure d'adhérer et de donner effet à toutes les conventions relatives aux migrants et aux apatrides. Les autorités ont poursuivi leur étroite collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en vue d'évaluer et d'étudier les cas des personnes ayant demandé le statut de réfugié et de respecter le principe du non-refoulement.

557. Les Bahamas continueront d'accorder la plus grande attention au rôle du Mécanisme national de coopération pour l'établissement des rapports, de sorte que ses rapports soient soumis en temps utile et que les recommandations qui avaient été acceptées soient appliquées.

## **2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen**

558. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant les Bahamas, sept délégations ont fait des déclarations.

559. L'Afghanistan a félicité les Bahamas pour leur attachement constant au mécanisme de l'Examen périodique universel et salué leur adhésion à sa recommandation de ratifier la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

560. La Belgique a salué les efforts déployés en faveur de l'application des recommandations issues des cycles précédents et l'adhésion à sa recommandation de ratifier la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Elle a noté que sa recommandation de ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques n'avait pas été acceptée et a invité les autorités bahamiennes à revoir leur position. Elle espérait qu'un débat national sur ce sujet aurait lieu pour créer les conditions propices à l'abolition complète de la peine de mort, dans le prolongement du moratoire sur les exécutions déjà en place depuis dix-sept ans. Elle a encouragé les autorités à achever rapidement le processus de consultation sur la ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

561. La Chine a remercié les Bahamas d'avoir accepté ses recommandations et a exprimé l'espoir que le Gouvernement bahamien prendrait de nouvelles mesures positives pour continuer de promouvoir un développement social et économique durable, d'améliorer le niveau de vie de la population, de renforcer encore le système de santé publique et de protéger le droit à la santé. Elle s'est félicitée que les Bahamas aient réaffirmé leur engagement en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'homme.

562. Cuba a pris acte des vastes consultations qui avaient eu lieu et de l'évaluation minutieuse menée pour chaque recommandation afin de déterminer la suite à y donner. Elle s'est également déclarée satisfaite que les Bahamas aient accepté sa recommandation de poursuivre les efforts déployés pour appliquer et soumettre les rapports sur les conventions et traités auxquels le pays était partie.

563. Haïti s'est félicité que les Bahamas ait accepté la recommandation du paragraphe 105.33 visant à assurer le suivi des recommandations des mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies, la recommandation du paragraphe 105.49 relative aux changements climatiques et la recommandation du paragraphe 105.135 visant à mettre en place une procédure de naturalisation simplifiée pour les enfants de parents étrangers nés aux Bahamas. Il a déploré que les recommandations énoncées aux paragraphes 105.18 et 105.25 portant sur la ratification de certaines conventions internationales relatives aux droits de l'homme, notamment les conventions sur l'apatridie, n'aient pas été acceptées.

564. Le Honduras a accueilli avec satisfaction l'adhésion des Bahamas aux recommandations concernant, entre autres, la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, et la mise en place d'un plan d'action national conçu selon une vision fondée sur les droits de l'homme. Il a encouragé les autorités à revoir leur position concernant la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la modification de la loi relative aux personnes handicapées de sorte qu'elle prenne en compte une approche fondée sur les droits et intégrée de l'éducation de ces personnes, reconnaissant leur droit à l'éducation, et la révision de la législation nationale en vue d'appliquer des mesures de substitution à la privation de liberté dans le cadre de la gestion des migrations.

565. Le Chili a souligné l'engagement des Bahamas en faveur du système universel des droits de l'homme et leurs efforts visant à appliquer les recommandations issues du deuxième cycle de l'Examen périodique universel. Il a qualifié la ratification de la Convention contre

la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants d'avancée qui envoyait un message fort en faveur de l'élimination de la torture dans cette région. Il a invité les Bahamas à poursuivre les travaux relatifs à la Convention, dans l'objectif de l'appliquer.

### **3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes**

566. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant les Bahamas, quatre autres parties prenantes ont fait des déclarations.

567. L'ONG Villages unis a noté avec satisfaction le changement de gouvernement intervenu le 7 mai 2017 à l'issue d'élections législatives nationales tenues conformément à la Constitution du Commonwealth des Bahamas, ce qui illustre la force du processus démocratique. Elle s'est félicitée de la participation des Bahamas aux travaux de diverses institutions internationales et régionales comme l'Organisation des Nations Unies, la Communauté des Caraïbes et l'Organisation des États américains, dans le but de contribuer à l'élaboration de normes internationales relatives aux droits de l'homme. Elle a souligné le fait que les Bahamas s'étaient employées activement à définir une approche globale de la problématique des demandeurs d'asile et des réfugiés.

568. La Commonwealth Human Rights Initiative s'est dite profondément préoccupée par les conditions de détention inhumaines aux Bahamas, qui seraient à l'origine d'une série de décès de détenus. Elle a exhorté le Gouvernement à s'attaquer à la surpopulation, à l'insalubrité, à la pénurie des ressources et aux taux de criminalité élevés dans les prisons. Plus de 700 migrants en situation irrégulière et demandeurs d'asile seraient retenus dans des conditions inhumaines au Centre de détention de Carmichael Road. La Commonwealth Human Rights Initiative a exhorté les Bahamas à mettre fin aux mauvais traitements dont étaient victimes les migrants sans papiers et à ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

569. L'ONG United Towns Agency for North-South Cooperation s'est déclarée fortement préoccupée par l'application discriminatoire des nouvelles lois bahamiennes sur la migration. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre, compte tenu des nouvelles dispositions appliquées par les autorités, les arrestations et les incarcérations, dans de mauvaises conditions, de migrants ont augmenté. En raison des nouvelles dispositions du Ministère de l'immigration et de sa nouvelle politique, des milliers d'enfants vivaient dans la crainte d'être arrêtés ou d'être expulsés arbitrairement. Les Bahamas devraient s'acquitter de leur obligation de protéger les enfants, quelle que soit leur situation au regard de la loi ou leur origine ethnique. United Towns Agency for North-South Cooperation a condamné l'augmentation des arrestations et des détentions, dans de mauvaises conditions, de migrants haïtiens aux Bahamas. Elle a exhorté la communauté internationale à prendre des mesures urgentes et concrètes pour mettre fin à l'application discriminatoire de ces nouvelles mesures.

570. Africa culture internationale s'est félicitée des progrès réalisés dans la mise en place d'infrastructures visant à améliorer la situation des droits économiques, sociaux et culturels. Elle a également souligné l'application de mesures de renforcement des capacités et la tenue de conférences institutionnelles sur le système judiciaire. Elle a mis en avant les avancées apportées par le projet de loi de 2014 sur les services pénitentiaires et l'abrogation des normes relatives aux châtiments corporels infligés aux détenus à titre disciplinaire. Enfin, elle a souligné la réglementation en vigueur en ce qui concerne la petite enfance, notamment en matière de liberté d'expression et de réunion, ainsi que les mesures prises pour améliorer la situation des enfants.

### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

571. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, d'après les informations communiquées, les Bahamas avaient adhéré à 78 des 141 recommandations reçues et pris note de 57 autres. Des éclaircissements avaient été fournis sur six autres recommandations, indiquant quelle partie de celles-ci avait été acceptée et quelle partie avait été notée.

572. Dans sa déclaration finale, la délégation a remercié les États membres, les autres parties prenantes et les membres de la troïka. Elle a réaffirmé l'attachement de son Gouvernement à l'Examen périodique universel et sa volonté de travailler, avec d'autres États et organisations de la société civile, à l'application des droits de l'homme pour tous.

### **Burundi**

573. L'Examen concernant le Burundi s'est déroulé le 18 janvier 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Burundi conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/BDI/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/BDI/2 et Corr.1) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/BDI/3).

574. À sa 24<sup>e</sup> séance, le 28 juin 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Burundi (voir la section C ci-après).

575. Les textes issus de l'Examen concernant le Burundi comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/38/10), les vues du Burundi sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/38/10/Add.1).

### **1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

576. La délégation a souligné que le Burundi attachait une grande importance au mécanisme de l'Examen périodique universel, processus unique permettant un traitement égal de tous les pays, un dialogue constructif entre les États et l'échange des meilleures pratiques entre les États et d'autres parties prenantes dans le seul but d'améliorer la situation des droits de l'homme dans le monde.

577. Le Burundi s'était doté le 7 juin 2018 d'une nouvelle loi fondamentale mieux adaptée au contexte sociopolitique actuel, l'objectif étant, *in fine*, d'instaurer une stabilité institutionnelle et une cohésion sociale durables dans l'esprit de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, signé le 28 août 2000.

578. La délégation a affirmé que les citoyens burundais étaient engagés en faveur de la réconciliation et du développement durable. La participation volontaire de toutes les franges de la population aux élections de 2020 a signé la volonté d'un peuple meurtri par les effets de la colonisation et de la dépendance de prendre son destin en main.

579. L'Examen périodique universel du 18 janvier 2018 avait été l'occasion d'écouter avec une grande attention les recommandations pertinentes tendant à renforcer le respect des droits de l'homme, mais également de bien saisir des préoccupations de certains membres du Conseil des droits de l'homme.

580. Lors de l'Examen périodique universel, une large délégation conduite par la Ministre de la solidarité nationale, des affaires sociales, des droits de la personne humaine et du genre avait représenté le Gouvernement, attestant ainsi l'importance que le Burundi accordait à ce mécanisme.



581. À cette occasion, le Burundi avait fourni quelques réponses et s'était engagé à examiner les suites données aux nombreuses recommandations. Il avait reçu un total de 242 recommandations émanant de 96 délégations. Une équipe multisectorielle avait été constituée pour les analyser, et le Gouvernement avait accepté un ensemble de recommandations compatibles avec les lois nationales, les instruments internationaux que le Burundi avait ratifiés, les valeurs sociales et culturelles du pays ainsi que son niveau de développement économique.

582. Le Burundi avait accepté 125 des 242 recommandations reçues et pris note des 117 autres. Le détail des recommandations acceptées et de celles dont il avait été pris note figurait dans l'additif transmis par le Gouvernement burundais.

583. Comme pour les recommandations formulées lors du deuxième cycle de l'Examen périodique universel concernant le Burundi, le Gouvernement s'employait à appliquer les recommandations acceptées et sollicitait le concours de chacun à cette fin.

584. Quant aux recommandations notées, le Gouvernement n'hésiterait pas à y donner suite dès lors que les conditions seraient réunies.

585. Le Burundi a salué le travail difficile accompli par le Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, le secrétariat, la troïka ainsi que toutes les personnes qui avaient œuvré sans relâche dans ce cadre. Il a remercié l'ensemble des équipes ayant consacré leur temps à l'établissement du rapport sur l'Examen périodique universel en vue de son adoption. Les conseils avisés qu'elles avaient dispensés et les compétences techniques qu'elles avaient mobilisées faisaient la fierté du Conseil, et du Burundi en particulier.

586. Si l'Examen périodique universel permettait un dialogue constructif entre les États afin d'améliorer la situation des droits de l'homme dans les pays, il était regrettable de constater que, dans certains pays, des experts des Nations Unies redoublaient d'efforts pour tenir l'image du Burundi en présentant les faits sous un jour apocalyptique.

587. La délégation a évoqué l'expulsion présumée d'experts des Nations Unies par le Gouvernement burundais dans le contexte de l'application de la résolution 36/2 adoptée par le Conseil à sa session de septembre 2017. Le Burundi regrettait que certaines délégations aient, sur la foi d'informations erronées, accusé le Burundi de refuser de coopérer avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, le HCDH et le Conseil.

588. Les personnes ayant vu leur visa révoqué à l'époque étaient des experts venus au Burundi dans le cadre des activités du HCDH, lequel avait sollicité un visa d'entrée pour ces personnes, décrites sans plus de détails comme des fonctionnaires internationaux devant se rendre dans le pays pour une courte durée en tant qu'experts des Nations Unies. C'est en cette qualité que le Burundi avait autorisé leur entrée sur son territoire. Les lettres de demande de visa ne faisaient nulle part mention de la résolution 36/2 du Conseil.

589. La mission pour laquelle des visas avaient été accordés aux personnes susmentionnées ayant changé à leur arrivée au Burundi, ces documents ont été annulés. Qui plus est, le 21 mars 2018, lors du débat général sur les rapports de pays, qui portait notamment sur la situation au Burundi, le Gouvernement avait publiquement déploré que le HCDH ne l'ait pas contacté concernant l'application de la résolution 36/2 du Conseil. Le Burundi a tenu à rappeler qu'il soutenait pleinement la résolution 36/2.

590. En conclusion, la délégation a demandé au Conseil d'adopter par consensus les textes issus de l'Examen périodique universel concernant le Burundi. Elle a redit que l'État burundais souhaitait faire du rapport adopté sa feuille de route pour préparer le quatrième cycle de l'Examen le concernant, et réaffirmé que le Burundi entendait ne ménager aucun effort pour mieux promouvoir et protéger les droits de l'homme pour toutes et tous.

## **2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen**

591. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Burundi, 13 délégations ont fait des déclarations.

592. L'Égypte a noté avec satisfaction les réformes législatives dans le domaine des droits de l'homme, la création du conseil national pour la réconciliation, l'amélioration des centres de détention ainsi que la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle a engagé le Burundi à coopérer davantage avec le HCDH et à lutter contre la violence à l'égard des femmes.

593. L'Éthiopie a félicité le Burundi d'avoir accepté nombre de recommandations, y compris celle dans laquelle elle l'avait invité à continuer d'assurer l'éducation des filles en supprimant les frais de scolarité dans l'enseignement de base et à poursuivre l'action menée pour réintégrer les victimes des catastrophes en mettant en place la stratégie nationale de réintégration. Elle a encouragé ce pays à prendre par anticipation toutes les mesures nécessaires à la pleine application des recommandations acceptées.

594. Haïti savait gré à la délégation burundaise d'avoir pris en compte les recommandations sur la mise en œuvre d'une stratégie de réduction de la durée de garde à vue, le référendum constitutionnel de mai 2018 et la diminution notable du taux de malnutrition chronique dans l'ensemble du pays. Il a encouragé le Gouvernement et le peuple burundais à poursuivre leur lutte pour la paix, la justice et la réconciliation.

595. Le Honduras a remercié le Burundi d'avoir accepté ses recommandations sur la ratification du deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort et de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, et lui savait gré de tous ses efforts pour combattre la violence à l'égard des femmes. Il l'a toutefois exhorté à ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, à renouveler sa coopération avec le HCDH et à continuer de collaborer avec la Cour pénale internationale.

596. Le Pakistan s'est félicité des mesures prises par le Gouvernement burundais pour autonomiser les femmes. Il a salué à cet égard la volonté politique dont le Gouvernement faisait preuve pour mettre fin à la violence fondée sur le genre.

597. Le Sénégal a loué l'engagement du Burundi en faveur de la promotion des droits de l'homme, qui s'était traduit par la ratification de plusieurs instruments internationaux, et a félicité les autorités burundaises d'avoir accepté la plupart des recommandations reçues.

598. L'Afrique du Sud s'est réjouie que le Burundi ait accepté ses recommandations. Elle a salué la législation burundaise visant à prévenir la traite des personnes et la violence fondée sur le genre. Elle s'est par ailleurs félicitée que différents ministères se soient dotés de cellules consacrées aux questions de genre et a salué la création, dans divers hôpitaux, de centres chargés de lutter contre la violence fondée sur le genre. L'Afrique du Sud a pris acte des efforts déployés par le Burundi pour renforcer la formation des juges et des policiers à la prévention de la torture. Elle a souligné la mise en place d'une commission nationale pour le dialogue entre les Burundais, les activités de la Commission Vérité et réconciliation et le renforcement de la commission nationale indépendante des droits de l'homme.

599. Sri Lanka a félicité le Burundi d'avoir accepté 125 des 242 recommandations reçues des États membres et des États observateurs du Conseil, dont les deux qu'elle lui avait adressées. Elle a pris note des efforts faits par ce pays pour ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Sri Lanka a noté avec satisfaction que le Burundi s'attachait à éliminer la discrimination à l'égard des filles dans l'éducation en recensant et en inscrivant dans des écoles publiques les décrocheuses scolaires et les filles jamais scolarisées, et en étendant à neuf ans la gratuité de l'enseignement primaire afin que les filles restent à l'école plus longtemps. Enfin, Sri Lanka a dit espérer que le Gouvernement burundais poursuivrait la mise en œuvre du plan d'action de la politique nationale en faveur de l'égalité des sexes pour la période 2012-2016 et continuerait d'améliorer l'accès à la santé dans le cadre de sa politique nationale de santé (2016-2025).

600. Le Soudan s'est félicité que le Burundi ait accepté les recommandations formulées pendant le cycle précédent de l'Examen périodique universel, qui consistaient notamment à garantir la capacité de la Commission Vérité et réconciliation d'exercer ses fonctions et à continuer de former les juges et les responsables de l'application des lois afin de renforcer la justice, tout en insistant pour que la communauté internationale lui apporte une aide financière et technique.

601. La République-Unie de Tanzanie s'est félicitée des progrès accomplis depuis le précédent Examen périodique universel et a engagé tous les groupes et partis politiques du Burundi à ne ménager aucun effort pour appuyer le processus de paix dans leur pays. Elle a salué l'engagement du Gouvernement burundais à faciliter le rapatriement et l'installation planifiés et volontaires, sous la supervision du HCR, des Burundais présents dans des camps de réfugiés sur le territoire tanzanien. La République-Unie de Tanzanie a encouragé le Burundi à achever sans tarder ce rapatriement. Enfin, elle a demandé aux partenaires et aux acteurs concernés d'honorer leurs engagements à cette fin.

602. La République bolivarienne du Venezuela a noté avec satisfaction la coopération du Burundi avec le mécanisme de l'Examen périodique universel et s'est félicitée de la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Elle a salué l'entrée en vigueur de la loi sur la prévention de la violence fondée sur le genre et la protection des victimes, ainsi que la création de centres spécialisés, autant de mesures prises par le Burundi pour lutter contre ce type de violence.

603. L'Afghanistan s'est réjoui que le Burundi ait accepté la plupart des recommandations reçues, dont les deux qu'il lui avait adressées, et a souhaité à ce pays plein succès dans leur mise en œuvre.

604. L'Angola a encouragé le Burundi à renforcer ses politiques et mesures dans le domaine de la protection et de la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

### **3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes**

605. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Burundi, neuf autres parties prenantes ont fait des déclarations.

606. Amnesty International s'est félicité que le Burundi ait accepté 125 recommandations mais a regretté qu'il en ait rejeté presque autant. L'organisation a également déploré que, s'il s'était engagé à appliquer un certain nombre de recommandations sur des points de principe importants comme la nécessité de faire respecter le principe de responsabilité, cet État n'avait pas accepté les recommandations relatives aux mesures concrètes requises pour garantir la mise en œuvre de ces principes. Le Burundi devait assurer le plein exercice des droits à la liberté d'expression et d'association, garantir un environnement sûr propice aux activités des défenseurs des droits de l'homme et des organisations de la société civile et lancer sans délai des enquêtes indépendantes sur les allégations d'exécution extrajudiciaire, d'usage excessif de la force par les forces de sécurité, de disparitions forcées et de détentions arbitraires. Il avait accepté la recommandation de créer un mécanisme national de prévention conformément au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, mais rejeté les recommandations consistant à mener des enquêtes efficaces sur les allégations d'actes de torture dans les centres de détention. Amnesty International a exhorté le Burundi à revoir sa position sur ces recommandations, s'agissant notamment de sa coopération avec la Commission d'enquête en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme pour toutes et tous sur son territoire.

607. L'Association internationale des personnes lesbiennes et gays a noté avec déception que, malgré la révision récente de l'article 567 du Code pénal, qui contenait des dispositions hostiles aux personnes ayant des « rapports sexuels avec une personne de même sexe », on retrouvait une disposition de même nature à l'article 590 du nouveau Code pénal. Elle a demandé instamment au Burundi de respecter ses obligations en matière de droits de l'homme afin de protéger ces droits pour toutes les personnes, quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. Le Burundi avait progressé dans la lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre. Toutefois, en dépit des obligations internationales de ce pays,

inscrites dans sa Constitution, les minorités de genre et les minorités sexuelles continuaient de subir des violations des droits de l'homme telles que des arrestations arbitraires et des détentions illégales. De surcroît, le Burundi ne garantissait pas la liberté d'association et de réunion des minorités sexuelles, conformément aux dispositions applicables du Code pénal. L'organisation a demandé à ce pays de redoubler d'efforts pour éradiquer le VIH chez les populations les plus à risque, y compris les minorités sexuelles, en garantissant un accès sans discrimination aux soins de santé, et de veiller à ce que les droits de l'homme s'appliquent à tout un chacun, y compris aux personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et trans.

608. Article 19 : Centre international contre la censure a déploré que les violations flagrantes des droits à la liberté d'expression, de réunion et d'association soient toujours aussi fréquentes et que leurs auteurs continuent de jouir d'une impunité presque totale. Depuis les manifestations pacifiques contre la décision du Président de briguer un troisième mandat, défenseurs des droits de l'homme, journalistes et opposants politiques étaient en proie à la répression et risquaient d'être victimes d'arrestation et de détention arbitraires, de disparition forcée, d'exécution extrajudiciaire, de torture, de traitements inhumains et de violence sexuelle, pour la seule raison qu'ils avaient fait entendre leur voix. Les attaques en justice se poursuivaient également contre les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme. L'organisation a engagé vivement le Gouvernement burundais à revoir sa position sur les recommandations relatives aux droits à la liberté d'expression, de réunion et d'association, et à solliciter l'aide de la communauté internationale pour faire en sorte qu'elles soient pleinement et rapidement appliquées.

609. L'East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project a pris note des réponses du Burundi aux recommandations reçues. Cette organisation a regretté que le Gouvernement ne souhaite pas ratifier certains instruments internationaux essentiels, tels que le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et le Statut de Rome, dont il s'était retiré pour ne pas assumer la responsabilité de ses crimes internationaux. Elle a souligné la nécessité que le Burundi coopère avec le HCDH et la Commission d'enquête. Enfin, elle a condamné les représailles exercées contre les défenseurs des droits de l'homme qui coopéraient avec l'ONU.

610. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a noté que les exécutions extrajudiciaires, la torture, les enlèvements ainsi que les arrestations et détentions arbitraires se poursuivaient en toute impunité au Burundi, et que les autorités n'avaient pas accepté les recommandations dans lesquelles il leur était instamment demandé d'y mettre fin immédiatement et d'ouvrir sans délai des enquêtes indépendantes, efficaces et impartiales. Les acteurs de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme continuaient de subir du harcèlement et des attaques. Enfin, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme doutait de la volonté politique des autorités burundaises, bien que celles-ci se soient engagées à appliquer les recommandations.

611. Le Service international pour les droits de l'homme a souligné qu'en dépit des violations des droits de l'homme commises au Burundi, le Gouvernement avait rejeté, lors de l'Examen périodique universel le concernant en date du 18 janvier 2018, les allégations selon lesquelles il aurait persécuté des défenseurs des droits de l'homme. Le Burundi a affirmé que ces personnes étaient poursuivies conformément au cadre juridique national et n'étaient pas prises pour cible en raison d'activités légitimes de protection des droits de l'homme. Le Service international pour les droits de l'homme a exhorté le Gouvernement burundais à abroger toutes les lois restreignant les activités des défenseurs des droits de l'homme et à enquêter sur les exactions commises contre eux. Il a engagé le Burundi à permettre davantage aux organisations de la société civile et aux défenseurs des droits de l'homme à titre individuel d'échanger avec les rapporteurs spéciaux sans craindre de représailles, à se garder de stigmatiser les défenseurs des droits de l'homme, à condamner tous les actes d'intimidation et de représailles contre eux et à en poursuivre les auteurs. L'organisation a invité le Burundi à coopérer avec la société civile à la mise en œuvre des recommandations issues de l'Examen périodique universel.

612. CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne a déclaré que, depuis le précédent Examen le concernant, le Burundi n'avait pleinement appliqué aucune des recommandations qu'il avait acceptées. Depuis avril 2015, les autorités burundaises usaient

de violence contre des manifestants pacifiques et se rendaient coupables, dans l'impunité la plus absolue, de violations des droits de l'homme parfois assimilables à des crimes contre l'humanité et généralement commises par les forces de sécurité, les services de renseignement et le bras armé du parti au pouvoir. Les restrictions juridiques adoptées permettaient un contrôle public accru des activités et du financement des organisations non gouvernementales nationales et internationales et l'interdiction de certaines organisations de la société civile. Par ailleurs, les violences perpétrées contre des représentants de la société civile avaient contraint de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme à fermer leurs portes ou à mener leurs activités depuis l'étranger.

613. United Nations Watch a souligné que le Burundi continuait de commettre des violations graves des droits de l'homme contre sa propre population, notamment des exécutions sommaires, des disparitions, des arrestations arbitraires et des actes de torture. Dans ce pays, les femmes et les enfants étaient quotidiennement victimes d'atteintes sexuelles et les femmes étaient largement sous-représentées à tous les niveaux de décision du gouvernement. L'organisation a en outre déclaré que la récente campagne référendaire avait été entachée par les violences et intimidations dont les forces loyales au Gouvernement s'étaient rendues coupables, des personnes ayant été enlevées ou exécutées pour avoir soutenu l'opposition ou refusé de rejoindre le parti au pouvoir. United Nations Watch s'est opposée à l'adoption du rapport du Burundi.

614. Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a souligné que le Burundi n'était pas disposé à faire de réels efforts pour améliorer la situation désastreuse des droits de l'homme sur son territoire, ainsi qu'en témoignait son refus de coopérer avec les mécanismes des Nations Unies. L'organisation a demandé au Gouvernement burundais de mettre fin aux assassinats d'opposants politiques, de journalistes et de militants des droits de l'homme. Elle l'a exhorté à créer une atmosphère plus propice à un dialogue inclusif en faveur de la réconciliation nationale, et à resserrer sa coopération avec les institutions régionales et les mécanismes des Nations Unies.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

615. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, d'après les informations communiquées, le Burundi avait adhéré à 125 des 242 recommandations reçues et pris note des 117 autres.

##### **Luxembourg**

616. L'Examen concernant le Luxembourg s'est déroulé le 18 janvier 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Luxembourg conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/LUX/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/LUX/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/LUX/3).

617. À sa 25<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Luxembourg (voir la section C ci-après).

618. Les textes issus de l'Examen concernant le Luxembourg comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/38/11), les vues du Luxembourg sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/38/11/Add.1)

**1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

619. La délégation luxembourgeoise, conduite par le Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a remercié les États membres qui étaient intervenus pour formuler des recommandations au cours du troisième Examen périodique universel concernant le Luxembourg. Elle a également remercié les délégations du Brésil, de l'Espagne, du Portugal, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Tchéquie pour les questions qu'elles avaient posées à l'avance.

620. Le Luxembourg avait présenté toutes les recommandations reçues aux parties prenantes nationales dans le cadre du Comité interministériel des droits de l'homme. Lors des consultations avec les représentants des différents ministères et administrations concernés, il a été convenu d'accepter 135 des 149 recommandations adressées au Luxembourg.

621. Dans l'additif au rapport du Groupe de travail, le Luxembourg avait répondu à la plupart des recommandations acceptées.

622. La délégation s'est penchée sur les recommandations notées et a fourni de nouvelles informations concernant l'application des recommandations acceptées.

623. S'agissant des recommandations formulées aux paragraphes 106.1, 106.2 et 106.10 par le Mexique, le Burkina Faso et le Honduras respectivement, concernant la levée des réserves à la Convention relative aux droits de l'enfant, la délégation a déclaré que la réforme du cadre juridique était encore à l'examen au Parlement.

624. En ce qui concerne les recommandations figurant aux paragraphes 106.3 (Indonésie), 106.4 (Philippines, République bolivarienne du Venezuela, Uruguay), 106.6 (Togo), 106.7 (Cabo Verde), 106.8 (Égypte et Honduras) et 106.9 (El Salvador) sur la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la délégation a déclaré que le Luxembourg n'était pas juridiquement en mesure de ratifier ce texte, ce qui était également le cas des autres États membres de l'Union européenne. La Convention ne créait pas de droits dont les migrants ne bénéficiaient pas déjà en vertu de la loi luxembourgeoise et du droit européen, qu'ils soient en situation régulière ou non.

625. S'agissant des recommandations formulées aux paragraphes 106.40 et 106.41 par les Philippines et la Grèce respectivement, qui portaient sur l'introduction d'une circonstance aggravante pour les crimes à motivation raciste, la loi luxembourgeoise ne prévoyait pas ce facteur aggravant mais interdisait et punissait la discrimination raciale comme infraction à part entière.

626. Concernant la recommandation de la République arabe syrienne figurant au paragraphe 106.42, le Luxembourg appliquait une politique de sanctions ciblées conformément aux décisions du Conseil de sécurité et de l'Union européenne, dans le plein respect des dispositions de la Charte des Nations Unies. Ces mesures visaient à réduire au minimum les conséquences négatives pour ceux qui n'étaient pas responsables des politiques et actions ayant entraîné des sanctions.

627. S'agissant de la recommandation faite par le Honduras au paragraphe 106.44, le Luxembourg n'était pas en mesure d'y donner suite actuellement. La loi du 7 novembre 2017 portant réforme du Centre pour l'égalité de traitement ne prévoyait pas la mise à disposition des moyens supplémentaires nécessaires pour intenter des poursuites. La Commission consultative des droits de l'homme n'était pas chargée d'enquêter sur les cas particuliers de discrimination ni de régler les plaintes y afférentes.

628. Concernant la recommandation formulée au paragraphe 106.52 par la République arabe syrienne, le Luxembourg n'avait pas l'intention, à l'heure actuelle, d'apporter la modification demandée à sa Constitution, d'autant que la réforme constitutionnelle en cours devrait répondre aux préoccupations exprimées dans la recommandation.

629. À titre d'information supplémentaire, la délégation a confirmé que le projet de loi sur l'introduction dans la législation nationale des dispositions de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées serait prochainement examiné par le Gouvernement puis transmis à la Chambre des députés en vue de la ratification de la Convention.

630. Concernant les mesures visant à hâter l'élaboration des rapports destinés aux organes conventionnels, le Luxembourg était en contact avec les secrétariats des organes concernés et s'emploierait bientôt à renforcer les capacités du Ministère des affaires étrangères et européennes.

631. S'agissant de la recommandation formulée par les Pays-Bas au paragraphe 106.92, qui consistait à prendre des mesures supplémentaires pour protéger les défenseurs des droits de l'homme, le Ministre des affaires étrangères et européennes avait annoncé des mesures de soutien concrètes et l'inclusion de la protection des défenseurs des droits de l'homme dans les engagements volontaires que prendrait le Luxembourg dans le cadre de sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour le mandat 2022-2024.

632. Le Luxembourg avait également approuvé, le 22 juin 2018, son plan d'action national pour l'application des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations Unies. Ce plan d'action avait été élaboré par un groupe de travail rassemblant des entités publiques et non étatiques, notamment des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme et de développement, des syndicats et des organisations du secteur privé.

633. Le Luxembourg voyait dans l'Examen périodique universel une occasion essentielle de rendre des comptes à la communauté internationale sur l'action qu'il menait pour protéger et promouvoir les droits de toutes les personnes. La délégation attendait avec intérêt les observations de la Commission consultative des droits de l'homme.

634. En collaboration avec la Commission consultative des droits de l'homme, la société civile et les entités publiques représentées au sein du Comité interministériel des droits de l'homme, le Luxembourg se concentrerait sur l'application des recommandations acceptées en prévision du prochain Examen périodique universel le concernant. Il était prêt à soumettre de nouveau un rapport à mi-parcours.

## **2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen**

635. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Luxembourg, 10 délégations ont fait des déclarations.

636. La République islamique d'Iran a déclaré qu'elle se réjouissait à la perspective de voir ses recommandations pleinement mises en œuvre. Il était nécessaire d'élaborer une définition précise de la pédopornographie afin qu'elle couvre les images d'enfants qui n'entraient pas dans la définition du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. La République islamique d'Iran a également fait part de son inquiétude concernant l'accès au marché du travail des personnes issues de l'immigration ayant un faible niveau d'éducation.

637. L'Iraq a remercié le l'État luxembourgeois d'avoir accepté un grand nombre de recommandations, dont les siennes, et lui a souhaité de parvenir à protéger et à renforcer les droits de l'homme au niveau national.

638. La République démocratique populaire lao a noté que le Luxembourg avait accepté deux de ses recommandations et a salué l'action publique menée pour protéger et promouvoir les droits de l'homme sur le territoire national. Elle a accueilli avec satisfaction le plan d'action national visant à lutter contre la traite des personnes, axé sur la protection des victimes et sur la poursuite et la traduction en justice des responsables.

639. Madagascar a noté avec satisfaction la ratification récente du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, et la mise en œuvre du plan d'action national visant à lutter contre la traite des personnes.

640. Le Pakistan a félicité le Luxembourg d'avoir accepté la plupart des recommandations, y compris les siennes, et salué les efforts accomplis dans le cadre du nouveau plan d'action national pluriannuel d'intégration de 2018. Il espérait que ce plan renforcerait l'employabilité des non-Luxembourgeois.

641. Le Sénégal a salué les mesures prises par le Luxembourg en vue de ratifier plusieurs instruments relatifs aux droits de l'homme et sa volonté de continuer à promouvoir les droits de l'homme, notamment en luttant contre les discours de haine et le racisme.

642. L'Arménie s'est félicitée que le Luxembourg ait accepté la majorité des recommandations reçues, y compris les siennes. Elle a salué les progrès que ce pays avait accomplis pour renforcer l'égalité entre les hommes et les femmes et sa détermination à poursuivre la mise en œuvre de mesures garantissant la participation des femmes à la vie politique et économique. L'Arménie a en outre loué l'engagement du Luxembourg en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'homme aux niveaux national et international.

643. Le Tchad a félicité le Luxembourg d'avoir accepté la plupart des recommandations formulées à son intention.

644. L'Égypte a déclaré qu'il était important de lutter contre les discours haineux, notamment dans les médias, et de faciliter l'entrée des migrants sur le marché du travail. Il importait en outre de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. L'Égypte a félicité le Luxembourg d'avoir institué une commission interministérielle chargée de l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel.

645. Le Honduras s'est réjoui que le Luxembourg ait accepté ses recommandations. Il a invité ce pays à revoir sa position concernant la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, le retrait de la réserve à la Convention relative aux droits de l'enfant et la garantie que la Commission consultative des droits de l'homme et le Centre pour l'égalité de traitement soient juridiquement compétents pour traiter les plaintes relatives à la discrimination plurielle dans le secteur privé et y donner suite.

### **3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes**

646. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Luxembourg, une autre partie prenante a fait une déclaration.

647. La Commission consultative des droits de l'homme a salué les progrès réalisés depuis les deux précédents cycles de l'Examen périodique universel. Elle a toutefois noté avec préoccupation que le Luxembourg n'avait toujours pas ratifié la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ni le Protocole de 2014 relatif à la Convention de 1930 sur le travail forcé (n° 29). Elle a regretté qu'aucune évolution n'ait été observée depuis la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

648. S'agissant de l'architecture institutionnelle des droits de l'homme, la Commission a souligné qu'il importait de doter les diverses institutions nationales des compétences et des ressources dont elles avaient besoin pour s'acquitter de leurs mandats respectifs. Ces compétences devraient inclure la possibilité d'intenter une action en justice.

649. La justice pour mineurs était, de longue date, source de griefs. La Commission a accueilli avec satisfaction l'ouverture récente de l'unité de sécurité pour mineurs et demandé au Gouvernement de veiller à ce qu'aucun mineur ne soit incarcéré dans une prison pour adultes, ainsi qu'il s'y était précédemment engagé. Priorité devrait être donnée à la réforme de la loi relative à la protection de la jeunesse.



650. En ce qui concerne les droits des personnes handicapées, la Commission a invité le Gouvernement à réfléchir à la création d'une structure indépendante unique qui centraliserait tous les mandats touchant la promotion et la protection des droits de ces personnes.

651. La Commission a insisté, en sa qualité de rapporteuse nationale sur la traite des personnes, pour que le Gouvernement donne suite à ses recommandations sur la collecte de données statistiques précises et cohérentes. Elle a en outre demandé qu'une attention accrue soit portée à la traite à des fins d'exploitation par le travail et à la traite dans le contexte de l'immigration.

652. La Commission s'est félicitée qu'un plan d'action national sur les entreprises et les droits de l'homme ait été élaboré en coopération avec la société civile. Toutefois, aucune échéance n'était fixée dans ce plan national et sa mise en œuvre ne présentait aucun caractère contraignant. La Commission observerait attentivement les effets du plan sur les pratiques et politiques des entreprises.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

653. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, d'après les informations communiquées, le Luxembourg avait adhéré à 135 des 149 recommandations reçues et pris note des 14 autres.

654. La délégation savait gré aux organisations de la société civile et à la Commission consultative des droits de l'homme de leur coopération dans le cadre du troisième Examen périodique universel concernant le Luxembourg. Elle a remercié les États membres de leurs observations de fond et de leurs encouragements, dont le Luxembourg avait pris note en vue de l'application des recommandations acceptées, et a souligné qu'il importait de collaborer avec tous les acteurs nationaux et internationaux concernés. Enfin, la délégation a remercié la troïka et le HCDH de leur diligence pendant l'Examen.

#### **Barbade**

655. L'Examen concernant la Barbade s'est déroulé le 19 janvier 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la Barbade conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/BRB/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/BRB/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/BRB/3).

656. À sa 25<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la Barbade (voir la section C ci-après).

657. Les textes issus de l'Examen concernant la Barbade comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/38/12), les vues de la Barbade sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/38/12/Add.1).

**1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

658. La délégation, conduite par le Représentant permanent de la Barbade auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a remercié le Conseil des droits de l'homme de lui donner l'occasion de présenter officiellement la réponse de son pays aux 137 recommandations reçues le 19 janvier 2018.

659. Le Représentant permanent a noté que la délégation barbadienne, dirigée par le Ministre de la protection sociale, de l'autonomie locale et du développement local de l'époque, avait eu un dialogue très constructif avec les 52 délégations qui avaient fait des déclarations et des recommandations.

660. À cette occasion, la délégation avait réaffirmé l'attachement de la Barbade à la promotion et à la protection des libertés et des droits fondamentaux, ainsi qu'au respect de la dignité de toutes les personnes. Ces priorités se reflétaient dans les investissements du Gouvernement dans les domaines de l'éducation, des services sociaux et de la sécurité sociale, qui représentaient environ les deux tiers du budget national.

661. La Barbade était réputée depuis longtemps pour le dynamisme de sa démocratie et sa capacité de protéger et promouvoir les droits de l'homme dans le respect de la législation nationale et des obligations internationales. Elle continuait d'être une fervente défenseuse de l'état de droit, autant qu'une tenante d'un système international fondé sur des règles et recherchant l'équité et la justice pour les individus et les États.

662. La Barbade, en tant que petit État, était attachée à l'action menée par les institutions multilatérales comme l'Organisation des Nations Unies. Elle s'intéressait particulièrement aux mécanismes des droits de l'homme et félicitait les petits États qui contribuaient, en tant que membres du Conseil des droits de l'homme, au processus multilatéral. Elle était fermement convaincue que l'apport des petits États dans les délibérations du Conseil favoriserait une approche plus inclusive des droits de l'homme, car les préoccupations, les intérêts et les priorités en matière de développement de ce groupe seraient davantage reconnus.

663. La délégation barbadienne a réaffirmé l'importance que les mécanismes des droits de l'homme revêtaient pour la Barbade, car ils soutenaient le droit au développement ainsi que la ratification et l'application universelles des principaux traités relatifs aux droits de l'homme.

664. La Barbade soutenait les travaux menés par les organes conventionnels, qu'elle jugeait essentiels au système des droits de l'homme en général. De fait, elle considérait que le fonctionnement efficace du système des organes conventionnels était primordial pour améliorer la situation des droits de l'homme dans le monde.

665. La Barbade s'est félicitée des changements positifs que l'Examen périodique universel avait favorisés pour promouvoir la coopération humaine entre les États. Elle estimait que ce mécanisme était un outil efficace pour garantir que chaque État ait à rendre compte de son action en matière de droits de l'homme. Chacun des trois Examens dont la Barbade avait fait l'objet avait permis au Gouvernement de faire le point sur son évolution dans le domaine des droits de l'homme. Forte des informations obtenues par la recherche, la consultation, les déclarations et les recommandations reçues, la Barbade était désormais mieux armée pour poser les jalons d'un nouvel avenir.

666. Pendant le troisième Examen la concernant, tenu en janvier 2018, la délégation barbadienne avait écouté avec intérêt les opinions présentées au cours de la session. Elle s'était efforcée de répondre aux vues exprimées et aux observations faites à cette occasion, ainsi qu'à celles contenues dans la série de questions posées à l'avance.

667. À la suite de la session de janvier, le Gouvernement barbadien avait réservé sa position au sujet des 137 recommandations qu'il avait reçues, ce qui lui avait permis, en consultation avec son administration, de les examiner soigneusement, comme l'ont montré les travaux du Comité national de coordination des droits de l'homme. Des consultations ont également été menées avec certains acteurs non gouvernementaux pour recueillir leur avis sur les

recommandations. Chaque recommandation a fait l'objet d'une réflexion approfondie et les positions finales issues des consultations avaient été soumises au Cabinet pour examen. Les décisions du Cabinet concernant les recommandations avaient été transmises au secrétariat en mars 2018.

668. La Barbade avait employé la terminologie convenue pour répondre aux recommandations, et avait fait ainsi part de son adhésion à 64 recommandations, indiquant que son gouvernement les avait pleinement mises en œuvre ou en avait l'intention. Elle avait pris note de 73 recommandations, ce qui signifiait que son gouvernement les avait peut-être partiellement mises en œuvre mais qu'il ne les appliquait pas entièrement pour le moment.

## **2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen**

669. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Barbade, sept délégations ont fait des déclarations.

670. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a salué les mesures positives prises par le précédent Gouvernement barbadien, notamment la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la promulgation de la loi de 2017 relative à la prévention du harcèlement sexuel au travail et de la loi de 2016 relative à la prévention de la traite des personnes. Il espérait que le nouveau Gouvernement accepterait sa recommandation d'élaborer un plan d'action national pour lutter contre la traite des personnes. Il a noté avec satisfaction que le précédent Gouvernement avait confirmé qu'une institution nationale des droits de l'homme serait prochainement créée et que la Barbade se doterait d'une législation visant à abolir l'imposition obligatoire de la peine de mort pour le crime de meurtre. Il a exhorté le nouveau Gouvernement à modifier la législation de sorte à abolir totalement la peine de mort. Il était préoccupé par la persistance de la discrimination à l'égard des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes, et espérait que la Barbade accepterait sa recommandation d'abroger toutes les dispositions légales discriminatoires à l'endroit des personnes en raison de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre.

671. La Belgique s'est réjouie de la participation de la Barbade à l'Examen périodique universel et des efforts déployés par l'État pour appliquer les recommandations reçues au cours des cycles précédents. Elle a noté avec satisfaction que la Barbade avait accepté une recommandation qu'elle lui avait faite concernant le projet de loi sur la justice pour mineurs, et aimerait connaître le plan qu'elle envisageait de mettre en place pour appliquer cette recommandation. La Belgique a également fait observer que la Barbade avait pris note de deux autres recommandations qu'elle avait formulées au sujet de la ratification des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, et a invité l'État à revoir sa position à cet égard. Elle espérait que la peine de mort pourrait être totalement abolie à l'issue d'un large débat national dans le pays. Concernant la ratification d'autres instruments internationaux, si la Belgique a reconnu que la Barbade manquait de moyens pour établir des rapports, elle a néanmoins fait observer que cela ne devait pas constituer un obstacle à la ratification desdits instruments.

672. Le Chili a salué les progrès réalisés par la Barbade pour promouvoir et protéger davantage les droits de l'homme. Il s'est félicité de l'engagement de l'État en faveur du système universel des droits de l'homme et des efforts déployés pour appliquer les recommandations reçues pendant le deuxième cycle de l'Examen périodique universel. Le Chili a reconnu que les problèmes étaient multiples, mais a noté que la Barbade avait établi des priorités en faveur d'une plus grande égalité, notamment dans les domaines de l'éducation, des services sociaux et de la sécurité sociale. Dans ce contexte, il comprenait la position de la Barbade concernant les 137 recommandations reçues pendant le troisième Examen. Enfin, il a encouragé la Barbade à maintenir sa coopération avec les mécanismes universels des droits de l'homme afin de créer un nouvel espace de dialogue entre les autorités et la société civile.

673. La Chine a félicité la Barbade pour sa participation constructive à l'Examen périodique universel. Elle l'a remerciée d'avoir accepté les recommandations qu'elle lui avait adressées. Elle espérait que l'État continuerait à promouvoir l'égalité des genres et le développement économique et social durable afin que l'ensemble de la population puisse

jouir de tous les droits de l'homme. La Chine s'est félicitée de l'engagement de la Barbade de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme et a souhaité qu'elle aille plus loin encore dans ce domaine.

674. Cuba a remercié la délégation barbadienne pour les informations fournies sur la position de l'État concernant les 137 recommandations reçues pendant l'Examen. Elle a constaté avec satisfaction que la recommandation qu'elle lui avait faite de maintenir l'engagement de l'État de respecter les droits de l'homme, notamment par des mesures législatives, avait été acceptée par la Barbade. Elle a relevé que la Barbade avait démontré, lors de sa présentation devant le Groupe de travail, son attachement au mécanisme de l'Examen périodique universel, ce qui confirmait la grande valeur que le pays accordait à la promotion et à la protection des droits de l'homme. Enfin, elle lui a souhaité plein succès dans l'application des recommandations acceptées.

675. Haïti a remercié la délégation barbadienne pour les informations fournies sur la position de l'État au sujet des 137 recommandations reçues pendant le troisième Examen le concernant. Haïti a également remercié la Barbade d'avoir accepté les recommandations formulées au paragraphe 96.37, visant à établir une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris, et au paragraphe 96.128, concernant le réexamen de certaines attitudes sociales traditionnelles, en particulier les châtiments corporels, deux recommandations faites par Haïti. Haïti a profité de l'occasion pour féliciter Mia Amor Mottley, la première femme Première ministre de la Barbade, qui avait pris ses fonctions en mai 2018, et l'a remerciée d'avoir décidé de supprimer l'obligation de visa pour les citoyens haïtiens se rendant à la Barbade.

676. Le Honduras s'est félicité que la Barbade ait adhéré aux recommandations qu'il avait formulées tendant à créer une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris et à adopter une législation en vue de prévenir et de combattre le harcèlement sexuel dans tous les domaines. Il espérait que la Barbade réexaminerait sa position concernant la ratification des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, tels que les protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et son Protocole facultatif, et le deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort.

### **3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes**

677. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Barbade, une autre partie prenante a fait une déclaration.

678. United Towns Agency for North-South Cooperation a déclaré que la peine de mort était le châtiment le plus cruel, le plus inhumain et le plus dégradant qui soit, qui violait le droit à la vie consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Au fil des années et des décennies, les États ont, les uns après les autres, aboli l'application de la peine de mort, de sorte que seule une minorité d'États dans le monde appliquait encore cette peine contraire aux droits de l'homme. La Barbade a continué de présenter la peine de mort comme une solution à la criminalité sans s'attaquer aux causes profondes de l'augmentation de la criminalité violente ni réformer un système de justice pénale inadéquat. Treize hommes, dont un étranger, étaient condamnés à la peine de mort à la Barbade ; toutefois, cette condamnation n'était plus applicable pour six d'entre eux, car ils étaient en attente d'exécution depuis plus de cinq ans, soit la période maximale fixée par le Comité judiciaire du Conseil privé au-delà de laquelle toute exécution constituerait un traitement inhumain ou dégradant. United Towns Agency for North-South Cooperation était opposé à la peine de mort en toutes circonstances et a appelé les autorités barbadiennes à appliquer les projets de loi déjà soumis au Parlement visant à abolir la condamnation systématique à la peine de mort pour le crime de meurtre, et à rendre obligatoire l'examen psychiatrique de toutes les personnes accusées de ce crime.

#### 4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

679. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, d'après les informations communiquées, la Barbade avait adhéré à 64 des 137 recommandations reçues et pris note des 73 autres.

680. La délégation a déclaré que, au nom du Gouvernement et du peuple barbadien, elle tenait à remercier tous les États membres qui avaient participé à l'Examen concernant la Barbade par leurs paroles de soutien et d'encouragement. La Barbade s'est dite reconnaissante des recommandations reçues, qui reflétaient la diversité des opinions dans le pays et au sein de la communauté internationale. La délégation a estimé que, prises dans leur ensemble, les observations et recommandations mettaient en lumière un socle solide de liberté, de justice et de respect des droits de l'homme.

681. La Barbade a estimé que la participation à l'Examen périodique universel lui donnait l'occasion de montrer comment elle avait réussi à mettre en place son filet de sécurité sociale et la protection des droits de l'homme, y compris dans une période de récession économique. Elle a reconnu que, de toute évidence, il restait beaucoup à faire. Elle continuerait, en consultation avec les principales parties prenantes et la population dans son ensemble, d'élaborer, de modifier ou de créer les politiques publiques et les cadres législatifs nécessaires au plein épanouissement des personnes et du bien public.

682. La Barbade avait la ferme conviction que la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales permettaient au pays de tirer parti de sa diversité d'opinions, de ses talents et de ses aptitudes, tout en reconnaissant l'humanité qu'il avait en partage avec les autres pays.

683. La Barbade était attachée à ce que chaque Barbadien ait une vie digne et la possibilité de se réaliser pleinement. Chaque garçon, chaque fille, chaque homme et chaque femme devait pouvoir exceller, indépendamment de sa naissance, de sa classe, de sa race, de son genre ou de son handicap.

684. La politique sociale du pays reposait sur l'élimination de la pauvreté et la création de nouveaux partenariats nationaux dans lesquels les Barbadiens œuvraient ensemble pour atteindre les objectifs de prospérité nationale et personnelle. Dressant le bilan du troisième Examen et se réjouissant d'appliquer les recommandations acceptées, la Barbade entendait, en collaboration avec les États membres qui le souhaitaient et d'autres partenaires animés du même esprit, construire un avenir encore meilleur.

685. S'employant à renforcer le respect des droits de l'homme, le Gouvernement barbadien était attaché à mener ce travail en consultation avec sa population. Il avait conscience que certaines questions pouvaient nécessiter une consultation large et complète, au-delà de ce qui aurait été obtenu précédemment. Quelle que soit la forme que prendrait ce dialogue, il devrait être caractérisé par la patience de tous les participants et par un désir impérieux de créer un environnement dans lequel les différences seraient reconnues et respectées, et les droits inhérents à la personne considérés comme sacro-saints.

686. L'objectif était de faire en sorte que l'architecture de la politique sociale soit bien intégrée et que la prestation des services sociaux fasse encore une plus grande place à la bienveillance et soit à dimension humaine et efficace.

687. Au fil des années, la stratégie de développement social de la Barbade, comme l'a démontré le récent Examen, a permis de résoudre plusieurs problèmes. À l'heure où le pays s'appêtait à surmonter les derniers obstacles, cette stratégie devait répondre aux besoins, résoudre les problèmes et créer des perspectives de progrès pour les Barbadiens.

#### Monténégro

688. L'Examen concernant le Monténégro s'est déroulé le 22 janvier 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Monténégro conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/MNE/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/MNE/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/MNE/3).

689. À sa 25<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Monténégro (voir la section C ci-après).

690. Les textes issus de l'Examen concernant le Monténégro comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/38/13), les vues du Monténégro sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/38/13/Add.1).

# **1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

691. La délégation monténégrine, conduite par le Ministre des droits de l'homme et des minorités, a eu l'honneur de s'adresser au Conseil des droits de l'homme à l'occasion de l'adoption des textes issus de l'Examen périodique universel concernant le Monténégro. Elle a rappelé qu'au cours du dialogue, le Monténégro avait réaffirmé son attachement sans équivoque aux valeurs de la démocratie et aux principes des droits de l'homme. Le Monténégro avait accepté 159 des 169 recommandations qu'il avait reçues, et les considérait comme une incitation supplémentaire à améliorer les droits de l'homme dans le pays.

692. Outre l'application effective du cadre institutionnel et normatif existant, le Monténégro donnerait la priorité, au cours de la prochaine période, à la pleine exécution des stratégies et plans d'action visant à éliminer toutes les formes de discrimination et à promouvoir les droits et libertés des minorités. Il poursuivrait également ses efforts en vue d'améliorer les conditions dans les centres de détention et s'attacherait à mieux protéger les droits des personnes privées de liberté en cas d'abus.

693. La délégation a souligné que l'application efficace du cadre législatif et institutionnel existant de lutte contre la corruption était une priorité stratégique du Monténégro. Outre l'efficacité accrue du système judiciaire et la défense de l'état de droit, le Monténégro accorderait une attention particulière à la protection des droits des groupes vulnérables, en particulier les enfants, les personnes handicapées, les personnes âgées et les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes. Il continuerait également à œuvrer pour améliorer la situation des minorités nationales, en particulier les populations rom et égyptienne, et à appliquer le cadre stratégique et législatif existant pour résoudre de manière permanente la question des réfugiés et des personnes déplacées dans le pays.

694. Pour ce qui était des droits des personnes handicapées, le Monténégro mettrait en œuvre des mesures stratégiques prioritaires pour améliorer leur situation dans tous les segments de la vie, notamment en matière d'accessibilité, de participation, d'emploi, d'éducation, de services sociaux et de soins de santé.

695. Malgré les résultats obtenus dans l'amélioration du système de protection et de promotion des droits civils et politiques, le Monténégro était conscient des obstacles qui entravaient l'exercice de la liberté d'expression et de la liberté de presse dans le pays. Il s'employait activement à améliorer le cadre normatif à cet égard en modifiant la loi relative à la radiodiffusion publique nationale et la loi relative aux médias électroniques. La délégation a également noté qu'il fallait faire davantage pour surmonter la polarisation de la scène médiatique et a souligné la nécessité de renforcer l'autorégulation des médias.

696. La délégation a réaffirmé que le Monténégro respectait les principes de l'indépendance des médias, de la liberté d'expression et de l'information objective du public, et a fermement condamné les attaques contre les journalistes et les dommages aux biens

appartenant aux médias. À cet égard, la délégation a indiqué que le travail des autorités compétentes pour identifier les auteurs d'actes de violence contre des journalistes et prévenir l'impunité s'était intensifié, et elle a souligné que la période à venir serait marquée par la mise en place d'une politique de sanctions plus strictes à l'égard des auteurs de tels actes.

697. Pour ce qui était de la lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, le Monténégro s'efforçait d'améliorer sa riposte multisectorielle, notamment en mettant en œuvre de nouvelles mesures visant à protéger les victimes et à sanctionner les auteurs, comme la création d'une base de données unique et l'amélioration des services d'aide aux victimes. Afin d'appliquer pleinement la politique d'égalité des chances, le Monténégro continuerait à mettre en œuvre le troisième plan d'action pour l'égalité des genres, qui comprenait des mesures dans les domaines de l'autonomisation politique et économique des femmes, des soins de santé, de l'éducation, de l'élimination des discriminations multiples et de la protection contre toutes les formes de violence. Des initiatives ont été prises en vue de modifier la législation électorale, de sorte à permettre 40 % de participation des femmes au pouvoir législatif. Enfin, la délégation a reconnu que la lutte contre la traite des personnes était un autre domaine nécessitant davantage d'attention et l'application active de la politique nationale existante.

698. Au niveau international, le Monténégro continuerait à soutenir pleinement le travail du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et de coopérer activement avec le Conseil des droits de l'homme, le mécanisme de l'Examen périodique universel, les procédures spéciales et d'autres mécanismes, afin d'améliorer le système global de protection et de promotion des droits de l'homme dans le pays.

699. Pour conclure, la délégation a remercié tous les États d'avoir pris part à la discussion et a salué en particulier la participation des organisations non gouvernementales et du Protecteur des droits de l'homme et des libertés dans l'établissement du rapport national et de l'additif.

## **2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen**

700. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Monténégro, neuf délégations ont fait des déclarations.

701. La Libye a remercié le Monténégro de sa participation active à l'Examen périodique universel et de son engagement à protéger les droits de l'homme. Elle a salué l'adoption d'une loi interdisant la discrimination à l'égard des personnes handicapées.

702. Le Népal a apprécié l'esprit d'engagement constructif dont avait fait preuve le Monténégro et a pris note du nombre élevé de recommandations acceptées, notamment celles qu'il avait faites pour lutter contre la discrimination à l'égard des femmes et combattre la violence domestique. Il a également pris note des mesures prises par le pays pour renforcer l'indépendance et l'efficacité du système judiciaire, ainsi que de ses efforts pour lutter contre la corruption et protéger les droits des femmes, des enfants et des personnes handicapées. Il l'a encouragé à poursuivre dans cette voie, notamment en renforçant l'institution nationale des droits de l'homme.

703. Le Pakistan a remercié le Monténégro pour sa présentation et l'a félicité d'avoir accepté la majorité des recommandations reçues pendant l'Examen de janvier 2018 et pour les efforts qu'il ne cessait de déployer pour renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire.

704. La République bolivarienne du Venezuela a salué l'esprit d'ouverture dont avait fait preuve le Monténégro pendant l'Examen, les réponses concrètes apportées aux questions reçues et l'adhésion de l'État à la majorité des recommandations. Elle a mis en avant le nouveau cadre juridique adopté par le Monténégro pour lutter contre la discrimination, notamment la pénalisation des discours de haine, et l'a encouragé à continuer de renforcer ses politiques sociales, en mettant particulièrement l'accent sur les secteurs les plus vulnérables.

705. L'Albanie a remercié le Monténégro pour sa présentation et a noté avec satisfaction les efforts déployés par l'État pour promouvoir et protéger les droits de l'homme. Elle s'est réjouie que le Monténégro ait accepté un grand nombre de recommandations, notamment

deux recommandations qu'elle lui avait faites concernant les droits des minorités et la lutte, par l'éducation, contre la violence fondée sur le genre. Elle a félicité le Gouvernement monténégrin d'avoir établi des plans nationaux pour lutter contre la violence domestique et la violence à l'égard des femmes et parvenir à l'égalité femmes-hommes, conformément aux normes internationales.

706. La Chine a félicité le Monténégro pour son engagement constructif dans le cadre de l'Examen périodique universel et l'a remercié d'avoir accepté les recommandations qu'elle lui avait faites. Elle s'est félicitée de l'engagement du Monténégro en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme et a dit espérer que le pays continuerait à prendre des mesures pour mieux protéger les droits des groupes vulnérables, tels que les femmes, les enfants et les personnes handicapées.

707. L'Égypte a salué les modifications apportées par le Monténégro à sa législation nationale de lutte contre la discrimination, l'adoption d'une stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes et la révision des lois protégeant les enfants contre l'exploitation sexuelle. Elle a également pris note de la réforme visant à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et a invité le Monténégro à continuer de lutter concrètement contre l'exclusion des personnes handicapées et à trouver une solution à la question des apatrides.

708. Le Honduras s'est félicité que le Monténégro ait adhéré aux recommandations qu'il lui avait faites afin de protéger les droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes, et de lutter contre la traite des personnes. Il espérait que le Monténégro réexaminerait sa position concernant la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et le Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées.

709. La République islamique d'Iran a félicité le Monténégro pour sa participation à l'Examen périodique universel et les progrès qu'il avait accomplis dans l'application des recommandations qui lui avaient été formulées pendant les cycles précédents. Elle a exhorté le Monténégro à redoubler d'efforts pour, notamment, garantir l'indépendance du Conseil judiciaire et élaborer un cadre disciplinaire des juges et des procureurs, examiner de près la question de la surpopulation dans les centres de détention, lutter contre les stéréotypes et les préjugés négatifs à l'égard des personnes appartenant à la minorité rom, et renforcer les mécanismes de contrôle pour surveiller le comportement de la police.

### **3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes**

710. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Monténégro, deux autres parties prenantes ont fait des déclarations.

711. Amnesty International s'est félicitée que le Monténégro ait accepté les recommandations visant à renforcer les mesures destinées à traduire en justice les auteurs de crimes de guerre, notamment en mettant à disposition du bureau du procureur spécialisé dans ce domaine des moyens supplémentaires et en dispensant à ces membres de nouvelles formations. Toutefois, Amnesty International s'est inquiétée de l'impunité dont les auteurs de crimes de guerre continuaient de bénéficier et de la lenteur des poursuites engagées au niveau national. Les rares décisions de justice rendues jusqu'à présent révélaient des incohérences et témoignaient d'une application erronée du droit international humanitaire et de la jurisprudence. En outre, depuis le précédent Examen périodique universel dont le Monténégro avait fait l'objet, on avait recensé chaque année plus de 20 attaques contre des journalistes et des membres des médias, notamment des agressions, des manœuvres d'intimidation, des menaces et des dommages causés à des biens. Les journalistes critiques à l'égard du Gouvernement, ainsi que les défenseurs des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales ont continué d'être la cible de campagnes de diffamation. Amnesty International s'est donc félicitée que le Monténégro ait accepté les recommandations l'invitant à prendre des mesures efficaces pour préserver la liberté d'expression et à redoubler d'efforts pour enquêter sur toutes les menaces et attaques signalées contre des journalistes.

712. United Towns Agency for North-South Cooperation a fait observer que la corruption était répandue au Monténégro, malgré les efforts déployés pour mettre en place des cadres généraux et légaux pour combattre cette pratique. Les marchés publics dans les secteurs de



la construction, du commerce, de l'agriculture et des technologies de l'information étaient fréquemment considérés comme truqués, et la faiblesse des mécanismes de lutte contre la corruption entravait les mesures en faveur d'une plus grande transparence et d'un contrôle plus strict des procédures de passation. United Towns Agency for North-South Cooperation a appelé la communauté internationale, la société civile et le secteur privé à prendre les mesures spéciales de précaution qui s'imposaient pour lutter contre la menace de corruption dans le cadre de la passation de marchés et à redoubler d'efforts pour mettre en place une gouvernance constructive, équitable et impartiale.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

713. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, d'après les informations communiquées, le Monténégro avait adhéré à 159 des 169 recommandations reçues et pris note des 10 autres.

714. La délégation monténégrine a reconnu l'importance de l'Examen périodique universel, qui permettait à chaque pays d'exposer, de manière constructive et transparente, ses avancées et difficultés dans le domaine des droits de l'homme. Elle a conclu en soulignant que le Monténégro était le pays de la région qui avait le plus progressé dans le processus d'intégration à l'Union européenne et qu'il continuerait d'être un partenaire responsable dans la promotion des valeurs de l'Union européenne et de l'Organisation des Nations Unies dans les Balkans occidentaux.

#### **Émirats arabes unis**

715. L'Examen concernant les Émirats arabes unis s'est déroulé le 22 janvier 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par les Émirats arabes unis conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/ARE/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/ARE/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/ARE/3).

716. À sa 25<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant les Émirats arabes unis (voir la section C ci-après).

717. Les textes issus de l'Examen concernant les Émirats arabes unis comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/38/14), les vues des Émirats arabes unis sur les recommandations et/ou conclusions, leurs engagements volontaires et les réponses qu'ils ont apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/38/14/Add.1).

#### **1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

718. La délégation des Émirats arabes unis, dirigée par le Ministre adjoint chargé des droits de l'homme et du droit international au Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, a remercié les délégations des autres États des observations constructives que celles-ci avaient formulées pendant l'Examen. À maintes reprises, les Émirats arabes unis avaient souligné l'importance de l'Examen périodique universel, qui était l'occasion pour les États membres de confronter leurs expériences et de mettre en commun leurs pratiques optimales dans le domaine des droits de l'homme.

719. La délégation a souligné que les Émirats arabes unis s'efforçaient constamment d'améliorer leur bilan en matière de droits de l'homme et de contribuer à l'évolution positive des pratiques internationales à cet égard. Cet attachement aux droits de l'homme trouvait son origine dans les valeurs et le patrimoine culturel du pays, qui s'employait à promouvoir la justice, la tolérance et l'égalité. Le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales était un principe essentiel des Émirats arabes unis, qui étaient fiers des progrès accomplis sur ce front.

720. La délégation a fait savoir que le comité permanent de suivi de l'Examen périodique universel avait étudié attentivement les recommandations en tenant compte de la législation nationale et des conventions internationales auxquelles le pays était partie. Beaucoup de ces recommandations étaient déjà appliquées sur le terrain. Quant aux autres recommandations, les Émirats arabes unis y donneraient suite dans un délai de quatre ans et demi.

721. Un grand nombre des recommandations dont les Émirats arabes unis avaient pris note nécessitaient un examen plus approfondi, et il convenait d'adapter le cadre juridique et législatif du pays avant d'y adhérer pour garantir leur compatibilité avec les normes et conventions internationales, avec le droit islamique et avec la législation nationale.

722. La plupart des recommandations acceptées portaient sur un large éventail de questions thématiques, sur les droits fondamentaux et les libertés fondamentales, ainsi que sur l'élaboration de textes législatifs. Il avait notamment été recommandé aux Émirats arabes unis de créer une commission nationale indépendante des droits de l'homme en veillant à ce que celle-ci soit conforme aux Principes de Paris. Un projet de loi sur la création d'une commission conforme aux Principes de Paris était en cours d'examen. Quant à la coopération avec les organes conventionnels et les autres mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, les Émirats arabes unis avaient adressé une invitation au Rapporteur spécial sur les droits des personnes handicapées et à la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation. L'État se coordonnerait avec eux pour définir les dates et le programme de leurs visites. Le pays avait également soumis son premier rapport périodique au Comité contre la torture.

723. En ce qui concerne les recommandations thématiques, les Émirats arabes unis avaient continué de lutter énergiquement contre la traite des personnes. En 2017, le comité national de lutte contre la traite des personnes avait publié son rapport, qui comprenait un article approfondi sur les efforts déployés par l'État pour réprimer ce crime grave (lancement de campagnes de sensibilisation, renforcement du rôle des forces de l'ordre dans la prévention de la traite et la conduite des enquêtes sur les cas de traite, signature d'accords bilatéraux avec d'autres États, etc.).

724. Plusieurs recommandations avaient trait aux droits des travailleurs. Les Émirats arabes unis avaient poursuivi leurs efforts de promotion des droits des travailleurs contractuels dans le pays. La loi fédérale n° 10 de 2017 garantissait aux travailleurs le plein exercice de leurs droits, ainsi que des conditions de vie et de travail décentes.

725. En mai 2018, l'État avait aussi publié le rapport annuel 2017/18 sur les droits des travailleurs à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs. Il présentait dans ce rapport les politiques et programmes qu'il avait adoptés pour promouvoir les droits des travailleurs, ainsi que ses pratiques optimales en la matière. On trouvait également dans le rapport de nombreuses figures et statistiques, qui témoignaient des efforts faits par les Émirats arabes unis pour protéger les droits des travailleurs.

726. Les Émirats arabes unis avaient régulièrement pris des mesures pour renforcer l'autonomisation des femmes et promouvoir l'égalité des sexes. On trouvait des femmes dans les plus hautes sphères politiques du pays, qu'il s'agisse du pouvoir exécutif ou législatif, et aux plus hauts postes de décision dans les forces armées, la police, la magistrature et le corps diplomatique. Les femmes étaient aussi de plus en plus nombreuses dans les secteurs économique, financier et commercial, et étaient devenues des partenaires clefs de l'action menée en faveur du développement durable.

727. En ce qui concerne la politique nationale d'autonomisation des personnes handicapées, dont l'objectif était de bâtir une société sans obstacle, le pays avait adopté une stratégie de mise en œuvre dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la réadaptation

professionnelle, de l'emploi, de la protection sociale, de la promotion familiale, de la vie publique, de la culture, du sport et de l'accessibilité, entre autres. Il avait poursuivi ses efforts de renforcement des capacités des personnes handicapées pour faciliter leur intégration dans la société, pour les associer au développement national et pour leur garantir une vie décente et le plein exercice de leurs droits. Il avait aussi lancé des programmes et initiatives à leur intention, avec notamment la mise en place de dispositifs de prise en charge précoce, la définition de critères de qualité et la création d'un centre chargé de leur apporter une assistance technique et de mettre à leur disposition des moyens de communication avancés et des technologies de pointe.

728. La ville d'Abou Dhabi avait accueilli en mars 2018 la neuvième édition des olympiades spéciales de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, qui avaient réuni 1 200 participants venus de 32 pays, et accueillerait en mars 2019 les Jeux olympiques spéciaux. Ces initiatives s'inscrivaient dans le cadre du plan « Vision 2021 » des Émirats arabes unis, qui visait à promouvoir l'intégration des personnes handicapées dans la société.

729. Le comité permanent donnerait suite au rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel en coopération avec tous les organismes gouvernementaux et les organisations de la société civile concernées pour garantir l'application de toutes les recommandations acceptées. Il entamerait l'élaboration d'un plan national d'application de ces recommandations et des autres recommandations formulées par les organes conventionnels. Il créerait une base de données centrale dans laquelle seraient répertoriées les mesures prises pour donner suite aux recommandations acceptées.

730. Les Émirats arabes unis comptaient bien informer le Conseil des droits de l'homme, dans le cadre du prochain Examen dont ils feraient l'objet, des progrès qu'ils auraient accomplis jusque-là. Ils ont réaffirmé l'importance de l'Examen et leur détermination à renforcer la coopération avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme.

## **2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen**

731. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant les Émirats arabes unis, 13 délégations ont fait des déclarations.

732. L'Iraq a félicité le Gouvernement d'avoir accepté une grande partie des recommandations reçues, dont les siennes, qui consistaient à améliorer les lois et pratiques en vigueur dans le secteur des médias pour promouvoir le droit à la liberté d'expression et à continuer d'agir pour garantir la participation des femmes à la vie sociale, économique et culturelle.

733. Le Koweït a salué les mesures adoptées par les Émirats arabes unis pour donner suite aux recommandations issues de l'Examen périodique universel et améliorer la situation des droits de l'homme dans divers secteurs, mesures grâce auxquelles le pays avait accompli des progrès concrets à de nombreux égards.

734. Le Liban a félicité les Émirats arabes unis de leurs efforts de promotion et de protection des droits de l'homme, en particulier de l'action menée pour faire une plus grande place aux femmes, lutter contre la traite et coopérer avec les mécanismes du Conseil des droits de l'homme. Il leur avait recommandé de renforcer la liberté d'expression pour se conformer aux normes internationales et de combattre la traite.

735. Le Lesotho s'est félicité des progrès réalisés par les Émirats arabes unis en faveur de la promotion des droits des femmes, progrès grâce auxquels plusieurs femmes occupaient désormais des postes stratégiques. Il a applaudi les initiatives de protection des droits des travailleurs, y compris ceux des travailleurs migrants. Il a souligné les mesures prises pour combattre la traite, notamment la modification de la loi contre la traite. Il a salué les efforts faits par les Émirats arabes unis pour véhiculer des valeurs de tolérance, de paix et de coexistence. Le pays avait d'ailleurs marqué l'histoire adoptant la première charte pour la tolérance au monde.

736. La Libye s'est félicitée de l'adoption d'une loi sur la lutte contre tous les types de discrimination, y compris la discrimination fondée sur la religion, la race ou l'appartenance ethnique. Elle a aussi salué l'adoption en 2017 d'une loi destinée à protéger les travailleurs domestiques et à améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays.

737. Le Pakistan a félicité le Gouvernement des Émirats arabes unis d'avoir accepté la majorité des recommandations formulées dans le cadre de l'Examen, en janvier 2018. Il l'a également félicité des mesures prises pour promouvoir l'autonomisation des femmes, notamment pour assurer leur représentation dans les conseils d'administration de toutes les instances, institutions et entreprises publiques.

738. Les Philippines ont salué l'action menée pour assurer protection et assistance aux victimes de la traite, et continuer de mettre en œuvre, en matière de travail et de migration, des politiques adaptées aux besoins des travailleurs étrangers. Elles ont applaudi la détermination des Émirats arabes unis à continuer d'œuvrer à la promotion et à la protection des droits humains de leur population, en particulier ceux des femmes et des enfants.

739. Le Qatar s'est dit préoccupé par le fait que la plupart de ses recommandations n'avaient pas été acceptées par les Émirats arabes unis, et a encouragé le Gouvernement à prendre en compte ces recommandations, surtout celles qui concernaient le traitement inhumain et dégradant des détenus politiques. Il lui a demandé de mettre un terme à la pratique des détentions arbitraires et des disparitions forcées. Il s'est dit inquiet par le refus des Émirats arabes unis d'appliquer deux recommandations relatives à la détention arbitraire et à la mise à l'isolement.

740. La Fédération de Russie s'est félicitée des activités menées par le Gouvernement pour soutenir et renforcer les institutions et mécanismes nationaux de défense des droits de l'homme, et a souligné les efforts faits par l'État pour réduire les disparités entre les sexes et garantir l'égalité femmes-hommes.

741. Singapour s'est félicitée de la réponse positive des Émirats arabes unis aux recommandations reçues dans le cadre de l'Examen, notamment à ses deux recommandations, qui consistaient à améliorer les services aux personnes handicapées et à assurer la mise en œuvre effective de la loi sur les droits de l'enfant, connue sous le nom de loi Wadeema, et de la stratégie nationale pour la maternité et l'enfance.

742. Sri Lanka a pris note des efforts progressivement déployés par le Gouvernement pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en particulier de la création du Conseil pour la parité entre les sexes en 2015, de la mise en œuvre de la stratégie nationale pour l'autonomisation et la promotion des femmes émiriennes (2015-2021), ainsi que du lancement, en mai 2016, du programme d'innovation dans la gouvernance du marché du travail. Elle s'est félicitée de l'action menée pour combattre la traite des personnes, notamment des partenariats noués à cette fin avec des acteurs du secteur privé. Elle a encouragé les Émirats arabes unis à continuer d'améliorer les mesures de protection des droits des travailleurs migrants et de lutte contre la traite des personnes, y compris les mesures d'aide aux victimes.

743. Le Soudan a salué la création d'une institution nationale des droits de l'homme indépendante et de centres d'information dans les pays d'origine des travailleurs étrangers. Il a applaudi les mesures mises en place pour lutter contre la traite des personnes, l'adoption en 2015 de la loi contre la traite et les progrès accomplis en faveur de l'amélioration des droits de femmes.

744. La République bolivarienne du Venezuela s'est félicitée de la mise en œuvre de la stratégie nationale pour l'autonomisation et la promotion des femmes émiriennes (2015-2021) et de la création du Conseil pour la parité entre les sexes.

### **3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes**

745. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant les Émirats arabes unis, 10 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

746. L'organisation Victorious Youths Movement s'est félicitée de la détermination des Émirats arabes unis à coopérer avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et à honorer les engagements pris dans le cadre des précédents cycles de l'Examen périodique universel. Elle a encouragé le pays à poursuivre ses efforts, en particulier l'action menée pour combattre la traite des personnes, promouvoir la parité des sexes dans les secteurs public et privé, exécuter le plan « Vision 2021 », renforcer les droits des femmes, des travailleurs étrangers et des domestiques, et interdire toutes les formes de discrimination fondée sur la religion, la race ou l'origine ethnique, ainsi que l'incitation à la haine religieuse.

747. L'Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale a salué les mesures adoptées par le pays, y compris la décision prise par le Conseil des ministres en 2014 d'imposer la représentation des femmes dans les conseils d'administration de toutes les institutions et entreprises publiques, l'adoption de la stratégie nationale quinquennale pour l'autonomisation des femmes et les initiatives lancées pour lutter contre la traite des personnes. Elle a toutefois fait part des préoccupations que lui inspirait le système de justice pour mineurs.

748. L'organisation Africa culture internationale a salué les progrès remarquables que les Émirats arabes unis avaient réalisés dans la protection des droits de l'homme, y compris la liberté d'expression et de réunion, ainsi que les mesures efficaces que le pays avait prises pour améliorer la situation des femmes. Elle a noté que le département de la lutte contre la traite des personnes surveillait le marché du travail, examinait les rapports des visites d'inspection et prenait connaissance des plaintes déposées par les travailleurs pour détecter d'éventuels cas de travail forcé ou de traite.

749. L'organisation Amnesty International a déclaré que les actes de torture et les mauvais traitements demeuraient courants aux Émirats arabes unis, y compris le refus de fournir des soins médicaux aux détenus. Elle a demandé au Gouvernement d'interdire et de prévenir toutes les formes de torture et autres mauvais traitements, de veiller à ce que les allégations de torture ou autres mauvais traitements fassent rapidement l'objet d'enquêtes approfondies et de faire en sorte que les responsables rendent des comptes. La pratique de la détention secrète devait également être interdite. Les Émirats arabes unis devaient prendre d'urgence des mesures pour que plus personne ne soit arrêté ou détenu arbitrairement, qu'une personne ne puisse être placée en détention que si celle-ci était soupçonnée d'avoir commis une infraction internationalement reconnue, et que les personnes mises en détention soient traduites rapidement devant un tribunal indépendant, puissent immédiatement s'entretenir avec leur avocat et leur famille, et reçoivent au besoin des soins médicaux adaptés. L'organisation Amnesty International a relevé avec préoccupation que les Émirats arabes unis avaient repris les exécutions en 2017 pour la première fois depuis 2015, et leur a demandé d'instaurer immédiatement un moratoire officiel sur les exécutions en attendant l'abolition totale de la peine de mort.

750. L'organisation Villages unis s'est félicitée des mesures prises par les Émirats arabes unis pour créer plusieurs unités et comités chargés de la protection et de la promotion des droits de l'homme, y compris le département de la protection des mineurs, le centre pour la réadaptation et l'emploi des personnes handicapées, qui relevait du Ministère de l'intérieur, le bureau chargé de la promotion d'une culture de respect de l'état de droit, le département fédéral de l'aide sociale et le centre fédéral pour la protection de l'enfance, qui relevait lui aussi du Ministère de l'intérieur.

751. L'organisation CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne a souligné que, depuis le dernier Examen les concernant, les Émirats arabes unis n'avaient appliqué aucune des 17 recommandations relatives à l'espace civique, et a jugé regrettable que le Gouvernement n'ait accepté aucune recommandation en lien avec la pleine protection des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion. Elle a relevé avec préoccupation que les Émirats arabes unis continuaient d'invoquer des lois antiterroristes pour punir les défenseurs des droits de l'homme. Les membres du groupe « EAU94 », qui réunissait des militants politiques, des défenseurs des droits de l'homme, des avocats, des universitaires, des enseignants et des étudiants, purgeaient toujours de lourdes peines auxquelles ils avaient été condamnés en 2013 après avoir été accusés à tort de tentative de renversement du Gouvernement.

752. L'organisation Human Rights Watch a déclaré que le traitement réservé par les Émirats arabes unis à Ahmed Mansoor était un rappel brutal que le pays restait plus attaché à la répression qu'à la réforme. Un mois auparavant, Ahmed Mansoor, défenseur des droits émirien dont les travaux avaient été récompensés par un prix, avait été condamné à dix ans d'emprisonnement en raison de ses activités de militant. D'autres dénonciateurs des atteintes aux droits de l'homme commises aux Émirats arabes unis risquaient fortement d'être placés arbitrairement en détention, emprisonnés et soumis à la torture, et beaucoup purgeaient de longues peines de prison ou avaient été contraints de quitter le pays.

753. L'organisation International Council Supporting Fair Trial and Human Rights s'est dite profondément préoccupée par les nombreuses violations des droits de l'homme que les Émirats arabes unis continuaient de commettre tant sur leur territoire qu'à l'étranger. La guerre menée au Yémen par la coalition que dirigeait l'Arabie saoudite était officiellement entrée dans sa quatrième année et le silence de la communauté internationale était toujours aussi assourdissant. Dans ce climat de totale impunité, les Émirats arabes unis, principal allié de ladite coalition, poursuivaient leurs bombardements aériens dévastateurs, qui étaient constitutifs de crimes de guerre. Les frappes dirigées sans discernement contre des infrastructures civiles, y compris des installations médicales et des écoles, étaient clairement en violation des lois et coutumes de la guerre.

754. L'organisation International-Lawyers.Org a salué les efforts faits par les Émirats arabes unis pour concilier leurs préoccupations de sécurité et leurs obligations internationales en matière de droits de l'homme. Elle a demandé au pays d'instaurer un moratoire sur les exécutions en vue de l'abolition totale de la peine de mort, de prendre des mesures concrètes pour protéger le droit à la liberté d'expression et d'élaborer des politiques opérationnelles pour protéger les enfants du harcèlement sexuel et des violences sexuelles.

755. L'organisation Association Dunenyo s'est félicitée de l'action menée par les Émirats arabes unis pour renforcer leur arsenal juridique relatif à la protection des enfants, des femmes, des personnes handicapées et des travailleurs migrants.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

756. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, d'après les informations communiquées, les Émirats arabes unis avaient adhéré à 132 des 232 recommandations reçues et pris note des 100 autres.

757. La délégation des Émirats arabes unis a réaffirmé l'importance que le pays accordait à l'Examen périodique universel et l'attachement de l'État à la protection des droits fondamentaux et des libertés fondamentales, en particulier aux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme. Elle a réfuté les allégations concernant le rôle joué par les Émirats arabes unis au Yémen et souligné que le pays menait une campagne dont l'objectif était d'encourager les houthistes à accepter le plan de paix proposé par le Secrétaire général.

#### **Israël**

758. L'Examen concernant Israël s'est déroulé le 23 janvier 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par Israël conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/ISR/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/ISR/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/ISR/3).

759. À sa 26<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant Israël (voir la section C ci-après).

760. Les textes issus de l'Examen concernant Israël comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/38/15), les vues d'Israël sur les recommandations et/ou conclusions qui y figurent, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/38/15/Add.1).

**1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

761. Le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé qu'Israël lui avait fait savoir qu'il ne serait pas présent pour l'adoption par le Conseil des textes issus de l'Examen périodique universel le concernant. Le Président a toutefois indiqué qu'Israël avait exposé sa position sur les recommandations reçues dans l'additif au rapport du Groupe de travail. Conformément à la pratique suivie lors de précédents Examens, le Conseil passerait par conséquent à l'examen et à l'adoption des textes issus de l'Examen dont Israël avait fait l'objet.

**2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen**

762. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Israël, huit délégations ont fait des déclarations.

763. La République islamique d'Iran a déclaré que, comme le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme l'avait indiqué dans divers rapports, le fait pour une puissance occupante de transférer une population dans un territoire occupé par elle était considéré comme un crime de guerre. Selon le texte de mise en place des institutions du Conseil des droits de l'homme, les recommandations formulées dans le cadre de l'Examen périodique universel devraient être appliquées avec la participation active de l'État concerné. Le Conseil venait cependant d'être témoin d'un manque répété et persistant de coopération avec ses mécanismes. La poursuite dans cette voie conduirait à l'affaiblissement de la fiabilité, de la crédibilité et de l'intégrité de l'Examen périodique universel tout entier.

764. La Libye a déclaré qu'Israël, Puissance occupante en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés, enfreignait les principes énoncés dans les conventions internationales. Israël devrait réexaminer attentivement les textes issus du précédent Examen périodique universel le concernant et son rapport, qui faisaient état de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire à l'égard du peuple palestinien. La Libye a de nouveau engagé le Conseil à mettre un terme aux violations des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés.

765. Madagascar a déclaré que, étant donné le nombre élevé de recommandations qu'Israël avait acceptées, elle invitait le Conseil à adopter le rapport du Groupe de travail. Elle a souhaité à Israël plein succès dans l'application des recommandations acceptées.

766. Singapour a félicité Israël de sa participation constructive à l'Examen périodique universel. Elle a salué la réponse positive qu'Israël avait apportée à ses recommandations sur les droits des personnes handicapées et sur les femmes appartenant à des minorités, et s'est dite favorable à l'adoption du rapport du Groupe de travail. Elle a souhaité à Israël plein succès dans l'application des recommandations acceptées et dans la promotion et la protection des droits humains de sa population, malgré les problèmes complexes qu'il devait surmonter sur le plan de la sécurité et sur les plans social et économique.

767. La République bolivarienne du Venezuela a déploré qu'Israël ne soit pas présent pour l'adoption du rapport le concernant. Cela témoignait selon elle du mépris total de l'État pour l'Examen périodique universel et de son non-respect chronique des résolutions de l'ONU. Elle a également regretté qu'Israël n'ait pas accepté de nombreuses recommandations formulées dans le strict respect du droit international. Elle a exhorté l'État à accepter ces recommandations sans délai, y compris celles qui l'invitaient à reconnaître le droit à l'autodétermination de la Palestine, à mettre un terme à son occupation illégale, à cesser d'établir des colonies de peuplement illégales, à respecter le droit des Palestiniens d'avoir

accès à leurs ressources naturelles, à mettre un terme à la détention illégale et aux exécutions extrajudiciaires de Palestiniens et à s'acquitter de ses obligations internationales.

768. Le Botswana s'est félicité de l'adhésion d'Israël aux recommandations par lesquelles il lui avait préconisé de s'engager à coopérer avec les mécanismes des droits de l'homme en donnant accès au pays aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et aux défenseurs des droits de l'homme et de mener des réformes judiciaires visant à garantir à tous la même protection et le même traitement devant la loi et à veiller à ce que les enfants ne soient pas arrêtés ou détenus arbitrairement. Il s'est dit favorable à l'adoption des textes issus de l'Examen périodique universel dont Israël avait fait l'objet et a souhaité plein succès à l'État dans l'application des recommandations acceptées.

769. Le Honduras a salué l'adhésion d'Israël à la recommandation préconisant le retrait de ses réserves aux articles 16 et 7 b) de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il espérait toutefois qu'Israël reverrait sa position au sujet des recommandations l'invitant à ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et le Statut de Rome, ainsi que les sept protocoles facultatifs aux conventions auxquelles Israël était partie, à adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, à créer une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris et à inscrire explicitement les principes d'égalité et de non-discrimination dans sa loi fondamentale.

770. L'Égypte s'est déclarée préoccupée par des pratiques racistes observées entre autres sur les plans social, judiciaire et institutionnel, qui touchaient particulièrement les personnes non juives, surtout celles d'ascendance africaine et les Israéliens arabes. Elle a souligné combien il était essentiel que les autorités prennent des mesures strictes pour accorder les mêmes droits à tous les citoyens, conformément aux principes de la citoyenneté, au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire, cessent d'implanter des colonies de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, démantèlent les colonies existantes et mettent un terme à toutes les violations des lieux saints islamiques et chrétiens, qui étaient sous le contrôle de facto de l'État d'Israël.

### **3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes**

771. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Israël, 10 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

772. United Nations Watch a salué l'examen dont Israël avait fait l'objet dans le cadre de l'Examen périodique universel car ce dernier garantissait l'égalité de traitement entre tous les États, contrairement à ce qui se passerait au titre du point 7 de l'ordre du jour du Conseil des droits de l'homme. L'organisation s'est félicitée des progrès enregistrés mais a encouragé l'État à agir davantage pour éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des Israéliens d'ascendance éthiopienne, en appliquant les mesures et les politiques dont il avait été convenu. Elle a noté avec satisfaction les avancées réalisées en matière d'emploi des minorités dans la fonction publique, mais a prôné une meilleure représentation de ces populations aux postes haut placés et aux postes de responsabilité, ainsi que la réalisation de progrès supplémentaires dans d'autres domaines tels que l'éducation et les infrastructures. Elle a encouragé Israël à réduire les disparités entre la population arabe et la société israélienne, particulièrement en ce qui concernait les femmes arabes.

773. Dans une déclaration conjointe avec le Centre Al-Mezan pour les droits de l'homme, l'Institut d'étude des droits de l'homme du Caire a fait remarquer que, bien qu'Israël avait accepté une recommandation l'invitant à veiller à ce que les restrictions à la liberté de circulation ne limitent pas l'exercice des droits fondamentaux, un homme était décédé en attendant l'autorisation de se rendre dans un hôpital en Cisjordanie. L'acceptation par l'État d'une recommandation portant sur l'usage excessif de la force devait s'accompagner d'une pleine coopération avec la commission d'enquête qui avait été créée pour faire la lumière sur l'usage récent de la force létale contre des Palestiniens participant à des manifestations. L'absence d'Israël à la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen périodique universel le concernant et son refus d'accepter un certain nombre de recommandations



témoignaient de son manque de volonté politique s'agissant de respecter les obligations qui lui incombait au titre du droit international.

774. Le Congrès juif mondial a félicité Israël d'avoir accepté, en tout ou en partie, 93 des recommandations reçues. Il a déclaré qu'Israël participait activement à la lutte contre la haine et l'antisémitisme et a invité l'État à poursuivre son action visant à mettre fin à ces fléaux et à protéger les droits de toutes les minorités. Il a fait observer que la diversité de la société israélienne se reflétait également dans l'épanouissement de sa communauté lesbienne, gay, bisexuelle et transgenre et a félicité Israël d'avoir adopté des recommandations relatives à la protection de l'égalité des genres et des droits des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transgenres. Il a salué la détermination d'Israël à permettre aux membres de toutes les religions d'accéder aux lieux saints et lui a recommandé de continuer sur cette lancée pour veiller à ce que les droits des adeptes des différentes religions soient protégés de manière égale.

775. Dans une déclaration conjointe avec le Women's Centre for Legal Aid and Counselling, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté a indiqué que, compte tenu des répercussions de l'occupation israélienne sur les Palestiniennes, il était inquiétant qu'Israël se soit contenté de prendre note d'une recommandation portant sur l'adoption d'une stratégie visant à protéger les droits des femmes à Gaza. Elle a mentionné plusieurs préoccupations et recommandations formulées par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à la lumière des conséquences qu'entraînait l'occupation israélienne pour les femmes palestiniennes. Israël, en tant que puissance occupante, devait appliquer les recommandations faites par le Comité et par d'autres organismes de défense des droits humains au sujet du Territoire palestinien occupé et s'acquitter pleinement de ses obligations internationales.

776. Le Mouvement international de la réconciliation s'est déclaré extrêmement préoccupé par le fait que, au troisième cycle de l'Examen, Israël n'avait une fois de plus reçu aucune recommandation concernant l'objection de conscience au service militaire, dont l'impossibilité constituait une grave violation des droits humains des citoyens juifs d'Israël, en particulier de ceux qui étaient opposés aux politiques militaristes des autorités. Il a souligné qu'Israël emprisonnait régulièrement des objecteurs de conscience en raison de leur refus d'effectuer le service militaire et n'accordait pas le droit de demander à effectuer un service de remplacement pour des raisons d'objection de conscience. Les Forces de défense israéliennes étaient libres d'accorder ou non les exemptions pour objection de conscience sans aucun contrôle civil. Le traitement auquel étaient soumis les objecteurs de conscience revenait à les contraindre à changer de religion ou de conviction et ils étaient stigmatisés à vie pour leur refus d'effectuer le service militaire.

777. Dans une déclaration conjointe avec le Centre de ressources BADIL pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens, Al-Haq a condamné le refus d'Israël d'assister à la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen périodique universel le concernant et a fait remarquer que l'État refusait systématiquement de collaborer avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme. L'organisation s'est inquiétée qu'Israël n'ait pas adhéré à la recommandation l'appelant à inviter le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains dès que possible. Israël avait pris note de presque deux tiers des 240 recommandations reçues, à savoir principalement celles qui avaient trait aux droits humains des Palestiniens et à la situation dans le territoire palestinien occupé. Al-Haq a déploré le fait qu'Israël avait une fois de plus fait preuve d'hypocrisie dans sa participation à l'Examen périodique universel.

778. Le Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture a déclaré qu'Israël avait ignoré la majorité des recommandations formulées dans les résolutions de l'ONU et avait adopté de nombreuses lois racistes envers les Palestiniens. Parmi ces dernières, on trouvait des lois autorisant l'alimentation forcée des prisonniers en grève de la faim, la démolition d'habitations palestiniennes au mépris des recommandations émises par le Comité contre la torture, le siège de Gaza, qui avait duré plus de douze ans, et les homicides de Palestiniens par l'armée, ainsi que le projet de loi visant à interdire de photographier des soldats en train de s'en prendre à des Palestiniens. Le Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture a demandé au Conseil d'exiger qu'Israël rende des comptes pour son obstruction et son manque

de coopération s'agissant de l'application des résolutions de l'ONU, y compris celles du Conseil.

779. CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne a évoqué les violations constantes des droits de l'homme dont les Palestiniens étaient victimes. Dans sa contribution au résumé des communications des parties prenantes, l'organisation avait recommandé aux autorités israéliennes de mettre un terme à l'usage excessif de la force et au recours à la force létale lors des manifestations. L'organisation a attiré l'attention sur les événements qui avaient récemment eu lieu dans la bande de Gaza et sur le nombre élevé de Palestiniens tués ou blessés par les forces israéliennes. Elle a aussi mentionné le fait qu'Israël détenait des défenseurs des droits de l'homme palestiniens et un grand nombre de prisonniers politiques. Elle s'est dite préoccupée par la loi promulguée en 2017 qui permettait aux autorités de bloquer du contenu Web et d'arrêter des individus en raison de leurs publications sur les médias sociaux. L'organisation a exhorté le Conseil à prier Israël de respecter ses obligations internationales en mettant fin à l'occupation et en reconnaissant le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

780. L'Association des citoyens du monde a indiqué qu'Israël, Puissance occupante, pratiquait une politique de discrimination raciale. Elle s'est demandé comment interpréter l'adhésion partielle du pays à l'une des recommandations, alors même que des citoyens palestiniens étaient expulsés de leur foyer pour être poussés à quitter leur pays. Elle a ajouté qu'Israël continuait à imposer un blocus strict à Gaza, une région considérée comme l'une des plus densément peuplées au monde, ce qui avait eu pour conséquence de faire subir un long siège à 2 millions de Palestiniens. Israël n'avait pas adhéré à la majeure partie des recommandations relatives aux droits et libertés fondamentaux et s'était contenté d'en prendre note.

781. Human Rights Watch a indiqué que, depuis le dernier Examen concernant Israël, l'État avait encore renforcé la discrimination institutionnalisée dont les Palestiniens étaient victimes dans presque tous les domaines de leur vie. L'organisation a souligné les violations systématiques dont Israël se rendait coupable dans le cadre de l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'à l'intérieur de ses frontières, comme : les homicides illicites de civils palestiniens, y compris d'enfants ; l'établissement de colonies de peuplement illégales en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, en violation des dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ; les déplacements forcés ; l'imposition de restrictions à la liberté de circulation ; les cas de détention abusive. L'organisation a déploré qu'Israël ait refusé de participer à la séance consacrée à l'adoption du rapport concernant l'Examen périodique universel dont il avait fait l'objet. Ce refus était le dernier exemple en date de l'absence chronique de coopération de l'État et témoignait de sa réticence à soumettre son bilan en matière de droits de l'homme à l'examen approfondi de la communauté internationale.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

782. Le Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, d'après les informations fournies, Israël avait pleinement adhéré à 70 des 240 recommandations reçues et en avait noté 170.

783. Compte tenu de toutes les déclarations qui avaient été faites, le Président a proposé que le Conseil adopte la décision portant sur les textes issus de l'Examen périodique universel concernant Israël.

#### **Liechtenstein**

784. L'Examen concernant le Liechtenstein s'est déroulé le 24 janvier 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Liechtenstein conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/LIE/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/LIE/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/LIE/3).

785. À sa 26<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Liechtenstein (voir la section C ci-après).

786. Les textes issus de l'Examen concernant le Liechtenstein comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/38/16), les vues du Liechtenstein sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/38/16/Add.1).

# **1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

787. Le chef de la délégation a rappelé que la Ministre des affaires étrangères, de la justice et de la culture avait souligné, lors de la présentation du rapport du Groupe de travail concernant le Liechtenstein en janvier 2018, que le Liechtenstein accordait une grande importance au dialogue avec les organes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Le Liechtenstein estimait que prendre au sérieux les recommandations formulées par des États et des comités internationaux témoignait de la priorité accordée à la protection des droits de l'homme tant au sein des organisations internationales qu'au niveau national. La délégation était donc ravie de venir présenter au Conseil des droits de l'homme les vues du Gouvernement du Liechtenstein au sujet des recommandations reçues en janvier 2018.

788. Au total, 59 États avaient participé au débat sur le rapport concernant le Liechtenstein et formulé 126 recommandations portant sur divers domaines. À la faveur d'une procédure approfondie, l'administration du Liechtenstein les avait soigneusement examinées, se demandant si elles étaient faisables et souhaitables sur le plan politique, et avait proposé ses vues les concernant. À l'issue de cette procédure, le Gouvernement avait décidé le 22 mai 2018 d'accepter 84 recommandations, ce qui signifiait que le Liechtenstein comptait mettre en œuvre, ces prochaines années, deux tiers des recommandations reçues en janvier 2018. La délégation a ensuite appelé l'attention sur certains domaines importants et sur les motifs sous-tendant les décisions du Gouvernement.

789. En ce qui concernait la ratification d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, depuis l'Examen précédent, le Liechtenstein n'avait pas revu sa position au sujet de la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, que plusieurs pays avaient recommandée. Il en allait de même pour son adhésion à l'OIT, sans laquelle il ne pouvait ratifier des conventions spécifiques de l'OIT.

790. Le Gouvernement a annoncé son intention de ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, que le Liechtenstein avait signée en 2007. Il était prévu que la révision du Code pénal, qui était alors en cours, introduise des dispositions relatives à ce crime, posant ainsi des jalons pour une ratification.

791. En ce qui concernait l'instrument le plus souvent cité dans les recommandations, à savoir la Convention relative aux droits des personnes handicapées, le Gouvernement avait décidé d'accepter les recommandations lui proposant d'envisager sérieusement sa ratification, mais avait rejeté les recommandations lui demandant explicitement de la ratifier. Cette approche différenciée trouvait une explication dans le fait que le Gouvernement avait prévu d'engager un processus ouvert avec la société civile afin de mener une analyse approfondie des avantages qu'il pouvait attendre d'une ratification. Étant donné que le Liechtenstein tendait naturellement vers le même but que la Convention, à savoir promouvoir, protéger et assurer la pleine jouissance de tous les droits de l'homme par les

personnes handicapées, le Gouvernement entendait aborder ce processus avec optimisme, sans pour autant anticiper son issue.

792. Plusieurs États ayant participé au débat avaient recommandé au Liechtenstein d'élaborer de nouveaux plans d'action ou de nouvelles stratégies pour lutter contre la violence domestique ou le racisme, ou pour promouvoir l'égalité des sexes. Bien que le Gouvernement eût pleinement adhéré aux objectifs généraux poursuivis par ces propositions, il avait rejeté les recommandations y relatives en raison des ressources limitées de l'administration nationale. Élaborer des stratégies représentait un défi majeur pour les petites administrations. Le Service de l'égalité des chances, auquel revenait cette tâche, avait récemment commencé à travailler sur une stratégie globale d'intégration des migrants, le Gouvernement ayant fait de l'intégration des étrangers une priorité pour les années à venir. Compte tenu des ressources limitées évoquées, il n'était plus possible à ce stade d'élaborer d'autres stratégies.

793. La délégation a souligné qu'une multitude de recommandations relatives à l'égalité des femmes et des hommes dans différents domaines de la société, notamment la vie politique et économique, enfonçaient des portes ouvertes, car le Gouvernement était conscient qu'il fallait agir pour faire progresser l'égalité des sexes. Il s'était pleinement engagé à mener une politique active en matière d'égalité des sexes, comme en témoignait la stratégie nationale de mise en œuvre des objectifs de développement durable, qui faisait une place de choix à la promotion de l'égalité des sexes (objectif 5). Des mesures avaient été prises et d'autres étaient prévues afin de promouvoir la participation des femmes à la prise de décisions, notamment par le jeu d'une campagne menée dans les médias en prévision des élections municipales de 2019. En outre, des groupes de travail gouvernementaux étaient alors en train de se pencher sur l'avenir de la politique de la famille et sur le financement des services de garde d'enfants. Les mesures supplémentaires prévues dans ces domaines devraient avoir une incidence positive sur la participation des femmes à la vie politique et économique. La priorité qu'accordait le Gouvernement à la prévention de la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique avait été soulignée dans ses plans visant à ratifier la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) d'ici la fin de l'année, comme l'avaient également recommandé certains pays.

794. La délégation a précisé que le Gouvernement avait décidé de ne pas accepter certaines recommandations relatives à l'égalité des sexes puisqu'elles prévoyaient, explicitement ou implicitement, d'introduire un système de quotas de genre au sein des organes de décision politiques ou économiques. Le Gouvernement n'avait pas l'intention de mettre en place un tel système dès lors que cette mesure n'avait pas recueilli le soutien nécessaire, ni au Parlement ni au sein de la population.

795. La délégation a fait référence aux mesures prises par le Gouvernement du Liechtenstein, qui avait créé deux mandats afin d'assurer le suivi concret de deux recommandations. Premièrement, il avait demandé au Ministère des affaires étrangères, de la justice et de la culture d'organiser une formation à l'intention de membres de la Police nationale, de procureurs, d'avocats et de juges. Cette formation visait à faire connaître et à aborder les conséquences de la modification de l'article 283 du Code pénal qui concernait l'interdiction de la discrimination. Deuxièmement, le Gouvernement avait demandé au Bureau des affaires étrangères de préparer une proposition sur les modalités de création d'une procédure de mise en œuvre permanente et efficace aux fins de la coordination et du suivi des recommandations des organes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Dès lors qu'il envisageait d'instaurer un tel mécanisme permanent, le Gouvernement avait prouvé sa volonté de consolider davantage le suivi des recommandations visant à améliorer les droits de l'homme au Liechtenstein.

796. Compte tenu des faits nouveaux survenus depuis le précédent Examen périodique universel dont le Liechtenstein avait fait l'objet en 2013, il était clair que les recommandations du Conseil avaient déjà eu une incidence considérable sur la politique intérieure et la protection des droits de l'homme. Le fait que, depuis le précédent Examen, le Liechtenstein avait créé une institution nationale des droits de l'homme conformément aux Principes de Paris est un exemple frappant. Étant donné qu'il s'agit d'un élément important de la participation de la société civile, le dialogue entre l'État et les organisations non

gouvernementales de défense des droits de l'homme n'avait cessé d'être renforcé, ce qui avait permis de tenir compte des positions de la société civile dans le dernier rapport issu de l'Examen périodique universel.

797. La délégation a réaffirmé l'engagement du Liechtenstein envers le Conseil et l'Examen périodique universel. Le pays avait soutenu sans réserve l'objectif du Conseil visant à promouvoir le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales à l'échelle mondiale. L'Examen périodique universel avait représenté un élément important à cet égard et le Liechtenstein s'était réjoui de poursuivre son dialogue avec le Conseil.

## **2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen**

798. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Liechtenstein, deux délégations ont fait des déclarations.

799. L'Afghanistan a salué le Liechtenstein pour la suite donnée aux recommandations qu'il avait reçues au cours de l'Examen précédent. Il s'est félicité du fait que la plupart des recommandations formulées par des États avaient été acceptées par le pays. L'Afghanistan a à nouveau prié instamment le Liechtenstein de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et de veiller à appliquer la Convention relative au statut des réfugiés.

800. Le Honduras a souhaité la bienvenue au Liechtenstein et l'a remercié pour sa présentation ainsi que d'avoir accepté ses recommandations tendant à ce qu'il ratifie la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et revoie la procédure d'asile en tenant compte des questions de genre, afin d'adopter des mesures particulières garantissant une solution efficace aux besoins de protection spécifiques des femmes et des filles qui pourraient devenir victimes de la traite. Il a encouragé le Liechtenstein à revoir sa position au sujet de la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, de la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, et de l'adoption de mesures législatives et politiques en vue d'établir un cadre juridique et institutionnel contre toutes les formes de discrimination.

## **3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes**

801. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Liechtenstein, une autre partie prenante a fait une déclaration.

802. L'organisation Villages unis s'est félicitée du fait que le Liechtenstein avait adopté la loi relative à l'Association liechtensteinoise des droits de l'homme qui constituait le cadre juridique de l'institution nationale des droits de l'homme et était entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017, et du fait que le Parlement avait décidé d'accorder à l'institution une enveloppe budgétaire annuelle de 360 000 dollars des États-Unis ces trois prochaines années. Elle s'est également félicitée de ce que l'institution nationale des droits de l'homme avait été mise sur pied en toute indépendance par la société civile, sans la participation du Gouvernement. La société civile avait adopté les statuts de l'association et élu son conseil d'administration pour la période 2017-2020, lequel se composait de sept personnalités compétentes et reconnues du Liechtenstein et d'autres pays. Son secrétariat était entré en activité en juillet 2017. Villages unis a félicité le Liechtenstein de s'être dit convaincu que cette nouvelle institution apporterait une valeur ajoutée et, dès lors, renforcerait le niveau de protection élevé des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Liechtenstein. L'organisation a relevé que la création de l'institution nationale des droits de l'homme faisait indéniablement partie du processus de réforme et que son objectif était de regrouper les compétences et les ressources dans les domaines de l'intégration et de l'égalité des chances, qui étaient auparavant dispersées entre de nombreux organes, et de grouper les fonctions de conseil et d'appui indépendantes au sein de la nouvelle institution des droits de l'homme. Elle a félicité le Gouvernement du Liechtenstein d'avoir adopté la loi relative à l'Association liechtensteinoise des droits de l'homme, laquelle contribuera indéniablement à protéger et à promouvoir les droits de l'homme dans le pays.

#### 4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

803. Le Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, d'après les informations fournies, le Liechtenstein avait adhéré à 84 des 126 recommandations reçues et en avait noté 42.

804. La délégation a conclu en remerciant tous les pays et toutes les organisations non gouvernementales qui avaient participé au débat et porté de l'intérêt à la politique des droits de l'homme du Liechtenstein. Elle s'est engagée à faire part des questions et propositions au Gouvernement, qui les examinera avec soin. À cet égard, la délégation a réaffirmé toute l'importance que le Liechtenstein accordait au Conseil et à l'Examen périodique universel, qu'il considère comme des outils essentiels pour faire progresser la mise en œuvre des droits de l'homme dans le monde. La délégation a souligné qu'ils s'étaient révélés être de puissants outils pour le Liechtenstein et avaient stimulé le débat sur les questions relatives aux droits de l'homme, et que les recommandations issues des examens précédents avaient été intégrées dans les processus politiques existants ou avaient donné un élan à de nouveaux processus.

#### Serbie

805. L'Examen concernant la Serbie s'est déroulé le 24 janvier 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la Serbie conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/SRB/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/SRB/2 et Corr.1) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/29/SRB/3).

806. À sa 26<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la Serbie (voir la section C ci-après).

807. Les textes issus de l'Examen concernant la Serbie comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/38/17), les vues de la Serbie sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/38/17/Add.1).

#### 1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

808. La délégation serbe a déclaré que de nombreux participants avaient élaboré un grand nombre d'évaluations et de recommandations, et que le Gouvernement serbe avait décidé d'adhérer à 175 des 190 recommandations reçues, soit à la vaste majorité. S'agissant des recommandations qui n'avaient pas emporté son adhésion, la délégation a déclaré qu'elles n'avaient pas été acceptées soit parce que leur mise en œuvre aurait nécessité de modifier le cadre juridique, ce que le Gouvernement avait jugé inopportun, soit parce qu'il estimait qu'elles portaient sur des situations qui ne verraient pas le jour. La délégation a réaffirmé la volonté du Gouvernement de protéger la démocratie et l'état de droit en apportant des précisions sur l'ensemble des mesures qu'il prenait pour mettre en œuvre les recommandations sur le terrain. L'attachement du Gouvernement aux droits de l'homme a été souligné plus avant en rappelant qu'il avait créé un service spécial, à savoir le Bureau des droits de l'homme et des droits des minorités.

809. La coopération de la Serbie avec les mécanismes des Nations Unies s'était révélée très favorable à la promotion et à la protection des droits de l'homme en Serbie, et la participation de l'État au troisième cycle de l'Examen périodique universel était le résultat d'un processus de consultation vaste et approfondi, auquel avaient pris part toutes les institutions nationales concernées, à savoir les ministères, le Parlement, les organisations de la société civile et d'autres organisations indépendantes de défense des droits de l'homme.

810. La délégation a souligné que la procédure visant à mettre en œuvre les recommandations formulées par les mécanismes des Nations Unies avait été institutionnalisée et qu'à cet effet, un organe spécial, le Conseil de suivi de la mise en œuvre des recommandations des mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, avait été créé afin d'améliorer la procédure de présentation de rapports aux organes de l'Organisation des Nations Unies. Ce conseil allait être amené à surveiller la suite donnée aux recommandations figurant dans le rapport issu de l'Examen périodique universel.

811. Le Conseil allait être amené à continuer de coopérer avec toutes les institutions concernées du pays aux fins de la mise en œuvre des recommandations ainsi que des objectifs de développement durable dans les domaines relatifs aux droits de l'homme.

812. La délégation a salué la collaboration, la qualifiant d'excellente, avec le HCDH, le bureau des Nations Unies à Belgrade et la mission serbe de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, collaboration qui l'avait aidée à préparer le troisième cycle de l'Examen périodique universel.

813. Enfin, la Serbie croyait fermement aux mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et à leur incidence positive sur la société serbe, ainsi qu'à la contribution plus large qu'ils apportaient à la paix et la stabilité régionales et mondiales.

## **2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen**

814. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Serbie, 12 délégations ont fait des déclarations.

815. L'Égypte a salué les efforts déployés par la Serbie pour améliorer la situation des droits de l'homme, la volonté affichée par l'État de ratifier les instruments internationaux visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, l'adoption d'un plan stratégique de lutte contre les crimes de guerre et les mesures prises pour promouvoir la tolérance et le dialogue entre les cultures ainsi que le respect et la compréhension mutuelle entre les personnes, indépendamment de leur identité culturelle, linguistique et religieuse. L'Égypte s'est également félicitée des efforts consentis par la Serbie afin de promouvoir l'égalité des sexes et d'améliorer la condition de la femme. Elle a encouragé la Serbie à poursuivre ses efforts visant à promouvoir l'éducation et le développement économique des minorités nationales.

816. Le Honduras s'est réjoui du fait que la Serbie avec accepté ses recommandations tendant à ce qu'elle : renforce les mesures visant à éliminer toute forme de stigmatisation sociale, de discrimination ou de violence à l'égard des personnes à raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre, ou parce qu'elles étaient infectées par le VIH ; prenne des mesures spécifiques pour prévenir et combattre la discrimination que rencontraient les femmes et les filles handicapées ; intensifie les actions en faveur de la promotion de la tolérance envers les minorités ; renforce les mesures visant à prévenir et à combattre la traite des personnes ; et adopte une politique visant à offrir des solutions pour toutes les personnes déplacées en Serbie. Il a encouragé la Serbie à revoir sa position au sujet de la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

817. L'Iraq a souhaité la bienvenue à la délégation serbe et a remercié la Serbie d'avoir accepté la majorité des recommandations issues de l'Examen périodique universel, y compris les recommandations formulées par l'Iraq concernant l'éducation, la violence domestique et la procédure d'asile. L'Iraq a recommandé au Conseil des droits de l'homme d'adopter le rapport concernant la Serbie.

818. La Libye a souhaité la bienvenue à la délégation serbe et a remercié l'État de son engagement en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme et de son adhésion aux recommandations. La Libye a salué la volonté de la Serbie de mettre en œuvre les recommandations ainsi que l'intention de l'État de ratifier des instruments internationaux relatifs à la lutte contre la corruption. La Libye a estimé que cela témoignait de la participation positive de la Serbie à l'Examen périodique universel et de la détermination de l'État d'améliorer les droits de l'homme dans le pays. La Libye a recommandé au Conseil d'adopter le rapport concernant la Serbie.

819. La Fédération de Russie a pris note des résultats obtenus par le Gouvernement serbe en matière de promotion et de protection des droits de l'homme, et de la propension de l'État à coopérer avec les mécanismes universels assurant une surveillance internationale dans le domaine des droits de l'homme. Elle a noté avec satisfaction que la Serbie avait adopté la très grande majorité des recommandations formulées, ce qui démontrait clairement que le pays avait adopté des mesures de fond pour assurer le respect des libertés et des droits fondamentaux. Elle a recommandé au Conseil d'adopter le rapport concernant la Serbie.

820. La République bolivarienne du Venezuela a pris note des efforts consentis par la Serbie pour mettre en œuvre les recommandations acceptées lors du deuxième cycle de l'Examen périodique universel. Elle a salué la création d'un nouveau cadre juridique pour lutter contre toutes les formes de discrimination, et notamment les modifications apportées à la loi visant à sanctionner la diffusion de discours haineux et l'incitation à la haine fondée sur la race, la religion ou la nationalité. Le Conseil devrait saluer les efforts qu'avait déployés la Serbie pour s'acquitter de ses obligations en matière de droits de l'homme, tels qu'ils ressortaient de l'Examen la concernant, qui avait été mené dans le cadre du troisième cycle.

821. L'Afghanistan a félicité la Serbie d'avoir accepté la majorité des recommandations issues de l'Examen. Il a instamment prié la Serbie de mener à son terme le processus de ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

822. L'Albanie a salué les efforts déployés par la Serbie en faveur de la démocratisation, de la consolidation de l'état de droit et du respect de ses obligations internationales dans le domaine des droits de l'homme. Elle a apprécié l'engagement continu du Gouvernement serbe visant à prévenir et à combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, ainsi que l'adoption de plans d'action nationaux concrets pour renforcer l'égalité des sexes. L'Albanie a toutefois regretté que la Serbie ait uniquement pris note des deux recommandations qu'elle avait formulées tendant à ce que le pays ratifie la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, et identifie les agents de l'État qui auraient été impliqués dans la commission de crimes de guerre.

823. L'Algérie a noté que la Serbie avait ratifié plusieurs instruments juridiques régionaux et modifié son droit national conformément aux dispositions des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Elle a accueilli avec satisfaction les mesures que la Serbie avait adoptées en 2016 dans le cadre de son plan national des droits de l'homme, ainsi que la création du Conseil de suivi de la mise en œuvre des recommandations des mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme. Enfin, l'Algérie s'est félicitée de ce que la Serbie avait accepté une grande partie des recommandations, y compris celles qu'elle avait formulées afin que l'État renforce les programmes de formation des fonctionnaires dans le domaine des droits des minorités et accorde au Protecteur des citoyens (Médiateur) les moyens financiers nécessaires à l'accomplissement de son mandat.

824. L'Azerbaïdjan a noté avec satisfaction que la Serbie avait accepté la quasi-totalité des recommandations, y compris celles qu'il avait formulées. Il a encore une fois exprimé sa gratitude à la Serbie pour sa coopération avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme.

825. La Chine s'est félicitée de la participation constructive de la Serbie à l'Examen périodique universel et a remercié l'État d'avoir accepté ses recommandations. La Chine a dit espérer que le Gouvernement serbe poursuive ses efforts visant à promouvoir un développement économique et social durable pour satisfaire aux exigences visant à améliorer les conditions de vie de sa population. La Chine a également dit espérer que la Serbie continue



de prendre des mesures efficaces pour promouvoir l'égalité entre hommes et femmes et mieux protéger les droits des femmes. Enfin, la Chine s'est réjouie de ce que la Serbie avait réaffirmé son attachement à la promotion et à la protection des droits de l'homme, et l'État membre a approuvé l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Serbie.

826. Cuba a relevé que la Serbie avait accepté la plupart des recommandations formulées par des États au cours de l'Examen. En mettant en œuvre la stratégie de prévention et de protection en matière de discrimination et le plan d'action connexe, ainsi qu'en continuant d'élaborer des mesures visant à assurer l'égalité des sexes, la Serbie contribuerait à améliorer la protection des droits de l'homme dans le pays.

### 3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

827. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Serbie, six autres parties prenantes ont fait des déclarations.

828. La Human Rights House Foundation s'est déclarée préoccupée par le rétrécissement du champ d'action de la société civile, y compris par les allégations d'intimidations, d'attaques et de harcèlement visant les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes qui faisaient des reportages sur des questions sensibles. Elle a dit que, bien qu'il n'y eût alors aucun obstacle juridique à la liberté d'association, les organisations de la société civile, en particulier celles qui mettaient l'accent sur les droits de l'homme, étaient parfois victimes de calomnie et de campagnes de dénigrement dans les médias. Elle a recommandé à la Serbie d'offrir un environnement sûr aux journalistes et aux défenseurs des droits de l'homme, d'enquêter sur tous les cas d'agression, de harcèlement et d'intimidation à leur encontre et de traduire en justice les auteurs de tels actes. Elle a également recommandé à la Serbie de consulter la société civile au sujet de la mise en œuvre des recommandations issues de l'Examen périodique universel la concernant.

829. Amnesty International s'est félicitée de l'adhésion de la Serbie aux recommandations visant à renforcer la lutte contre l'impunité. L'organisation a toutefois relevé avec préoccupation que, bien que le Procureur chargé des crimes de guerre eût finalement été nommé en mai 2017, aucun progrès notable n'avait été enregistré en ce qui concernait la délivrance de nouveaux actes d'accusation et que les affaires en instance affichaient encore un important retard. Elle s'est également dite préoccupée par le rétrécissement du champ d'action des défenseurs des droits de l'homme, par les campagnes misogynes et discriminatoires de dénigrement contre les défenseuses des droits de l'homme et par le harcèlement dont étaient victimes les journalistes. Elle a salué l'adhésion de la Serbie à plus de 20 recommandations tendant à ce qu'elle garantisse la liberté d'expression de la presse, veille à protéger les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme et enquête de manière approfondie sur toutes les menaces et agressions dont ils étaient la cible.

830. La Commission internationale de juristes s'est félicitée de l'adhésion de la Serbie à toutes les recommandations visant à renforcer l'état de droit et l'indépendance du système judiciaire, notamment en limitant l'ingérence politique dans la nomination des juges. Elle a toutefois déploré que la réforme constitutionnelle qui était alors à l'examen en Serbie allait à l'encontre de ces recommandations. Elle a souligné que la magistrature devait pouvoir exercer ses fonctions sans faire l'objet de pressions, de menaces ou d'ingérences extérieures directes ou indirectes, y compris de la part des pouvoirs législatif et exécutif. Enfin, elle a instamment prié la Serbie de mettre en œuvre les recommandations acceptées en excluant toute implication de l'Assemblée nationale dans la nomination et le congédiement des juges, des présidents de tribunaux, des procureurs et des substituts des procureurs.

831. CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne a salué l'accord conclu en décembre 2016 entre le Bureau du Procureur, le Secrétaire d'État du Ministère de l'intérieur ainsi que des journalistes et des associations de médias sur la coopération et les mesures visant à améliorer la sécurité des journalistes. L'Alliance s'est dite alarmée par les cas signalés d'intimidations, d'attaques et de harcèlement visant les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes qui faisaient des reportages sur des questions sensibles, telles que la justice transitionnelle, la corruption ou la responsabilité des pouvoirs publics. Elle s'est également déclarée préoccupée par la calomnie et les campagnes de dénigrement dont étaient

victimes les défenseurs des droits de l'homme, les organisations de la société civile et les médias indépendants, et qui avaient porté atteinte à leur travail.

832. Human Rights Watch a salué le fait que la Serbie avait accepté un certain nombre de recommandations concernant des questions urgentes en matière de droits de l'homme dans le pays, y compris les recommandations relatives à la lutte contre la discrimination à l'égard des minorités et des femmes, ainsi qu'à la responsabilité des auteurs de crimes de guerre. L'organisation a toutefois regretté que la Serbie ait rejeté une recommandation essentielle tendant à ce qu'elle s'abstienne d'engager des poursuites contre des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et d'autres personnes dans le but de les dissuader d'exprimer leurs opinions. Elle a relevé que la Serbie avait fait des progrès considérables au cours de la période considérée puisqu'elle avait mis au point un cadre institutionnel visant à rendre la législation nationale relative à la protection des droits de l'homme conforme aux critères à remplir pour adhérer à l'Union européenne. Elle s'est dite préoccupée par les campagnes de dénigrement et les attaques personnelles dont des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme avaient été la cible. Elle a instamment prié le Gouvernement de tenir la promesse qu'il avait précédemment faite de mettre en œuvre une stratégie nationale relative aux crimes de guerre et de poursuivre les criminels de guerre.

833. L'organisation United Towns Agency for North-South Cooperation a dit que le Gouvernement avait utilisé la question des migrations comme un prétexte pour accaparer l'attention du public et attiser les peurs d'une « invasion ». Elle a exhorté le Gouvernement à s'intéresser aux véritables problèmes sociaux. Des réfugiés et des migrants étaient bloqués en Serbie et des personnes qui avaient tenté d'entrer dans l'Union européenne en passant par la Hongrie et la Croatie avaient été violemment renvoyées en Serbie. Selon l'organisation, en janvier 2018, pas moins de 800 000 migrants et réfugiés vivaient apparemment dans des bâtiments abandonnés où la température était souvent inférieure à zéro. En mai 2018, ils avaient été envoyés dans des centres gérés par le Gouvernement, mais qui souffraient d'un manque de moyens.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

834. Le Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, d'après les informations fournies, la Serbie avait adhéré à 175 des 190 recommandations reçues et en avait noté 15.

835. Dans ses observations finales, la délégation a exprimé sa gratitude à toutes les délégations pour leur intérêt et leur participation constructive. Elle a donné l'assurance aux délégations présentes que leurs observations et remarques allaient être sérieusement examinées par les autorités nationales compétentes. Un des avantages de l'Examen périodique universel était qu'il apportait un regard extérieur sur la situation des droits de l'homme dans le pays.

836. En ce qui concerne les recommandations visant à ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, le Gouvernement serbe avait conclu que les migrants se trouvant sur son territoire avaient les mêmes droits que les ressortissants serbes. En conséquence, la ratification de la Convention n'aurait qu'une valeur symbolique ; la délégation n'excluant toutefois pas la possibilité de la ratifier ultérieurement.

837. Renvoyant aux observations de l'Albanie concernant le processus de vérification des antécédents pour identifier tous les agents de l'État qui auraient été impliqués dans la commission de crimes de guerre, la délégation a indiqué que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie avait été créé à cette fin. Ainsi, la Serbie avait mis un terme à sa coopération avec le Tribunal et des poursuites avaient déjà été engagées dans de nombreuses affaires. Tout autre processus de vérification serait donc inutile.

## B. Débat général sur le point 6 de l'ordre du jour

838. À sa 27<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 6 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Bulgarie<sup>15</sup> (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Chine, Cuba, Émirats arabes unis (s'exprimant au nom de la Ligue des États arabes), Fédération de Russie<sup>15</sup> (s'exprimant également au nom de l'Algérie, de l'Angola, de Bahreïn, du Bangladesh, du Bélarus, de la Bolivie (État plurinational de), de la Chine, de Cuba, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Érythrée, de l'Inde, de l'Indonésie, du Kazakhstan, du Liban, du Myanmar, du Nicaragua, du Pakistan, des Philippines, de la République populaire démocratique de Corée, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Viet Nam), Géorgie, Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Paraguay<sup>15</sup> (s'exprimant également au nom de l'Angola, de l'Australie, des Bahamas, de la Belgique, du Botswana, du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, du Danemark, de l'Équateur, des Fidji, de la Géorgie, d'Haïti, de l'Italie, du Maroc, du Mexique, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, de la République de Corée, des Seychelles, de la Slovénie, de la Suède, de la Thaïlande, du Timor-Leste, de la Tunisie et de l'Uruguay), Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie et Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Arménie, Iran (République islamique d'), Libye, Malawi, Monténégro, République-Unie de Tanzanie et Zambie (s'exprimant également au nom des Îles Marshall, de la Jamaïque, de Maurice, du Samoa, des Seychelles, du Soudan et des Tonga) ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Alliance Creative Community Project, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Amnesty International, Article 19 : Centre international contre la censure, Association américaine des juristes (s'exprimant également au nom du Conseil mondial de la paix, de France libertés: Fondation Danielle Mitterrand, d'International Educational Development et du Mouvement international de la réconciliation), Association Bharathi Centre Culturel Franco-Tamoul, Association des étudiants tamouls de France, Association des étudiants tamouls de France, Association des citoyens du monde, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association Thendral, Centrul de Resurse Juridice, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Commission internationale de juristes, Congrès du monde islamique, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, European Region of the International Lesbian and Gay Federation, Fondation Maarij pour la paix et le développement, Institut international pour les droits et le développement, International Humanist and Ethical Union, International-Lawyers.org, Iraqi Development Organization, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Mouvement indien « Tupaj Amaru », Mouvement international de la réconciliation, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Organisation de défense des victimes de la violence, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Tamil Uzhagam, United Nations Watch, United Towns Agency for North-South Cooperation, UPR Info, Verein Südwind Entwicklungspolitik, World Barua Organization.

839. À la même séance, le représentant de Djibouti a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

<sup>15</sup> État observateur s'exprimant au nom d'États membres et d'États observateurs.

## C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

### France

840. À sa 22<sup>e</sup> séance, le 28 juin 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 38/101 sur les textes issus de l'Examen concernant la France.

### Tonga

841. À sa 23<sup>e</sup> séance, le 28 juin 2018, le Conseil a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 38/102 sur les textes issus de l'Examen concernant les Tonga.

### Roumanie

842. À sa 23<sup>e</sup> séance, le 28 juin 2018, le Conseil a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 38/103 sur les textes issus de l'Examen concernant la Roumanie.

### Mali

843. À sa 23<sup>e</sup> séance, le 28 juin 2018, le Conseil a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 38/104 sur les textes issus de l'Examen concernant le Mali.

### Botswana

844. À sa 24<sup>e</sup> séance, le 28 juin 2018, le Conseil a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 38/105 sur les textes issus de l'Examen concernant le Botswana.

### Bahamas

845. À sa 24<sup>e</sup> séance, le 28 juin 2018, le Conseil a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 38/106 sur les textes issus de l'Examen concernant les Bahamas.

### Burundi

846. À sa 24<sup>e</sup> séance, le 28 juin 2018, le Conseil a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 38/107 sur les textes issus de l'Examen concernant le Burundi.

### Luxembourg

847. À sa 25<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2018, le Conseil a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 38/108 sur les textes issus de l'Examen concernant le Luxembourg.

### Barbade

848. À sa 25<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2018, le Conseil a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 38/109 sur les textes issus de l'Examen concernant la Barbade.

### Monténégro

849. À sa 25<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2018, le Conseil a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 38/110 sur les textes issus de l'Examen concernant le Monténégro.

### Émirats arabes unis

850. À sa 25<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2018, le Conseil a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 38/111 sur les textes issus de l'Examen concernant les Émirats arabes unis.

### Israël

851. À sa 26<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2018, le Conseil a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 38/112 sur les textes issus de l'Examen concernant Israël.

**Liechtenstein**

852. À sa 26<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2018, le Conseil a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 38/113 sur les textes issus de l'Examen concernant le Liechtenstein.

**Serbie**

853. À sa 26<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2018, le Conseil a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 38/114 sur les textes issus de l'Examen concernant la Serbie.

## **VII. Situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés**

### **Débat général sur le point 7 de l'ordre du jour**

854. À la 28<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2018, les représentants de l'État de Palestine et de la République arabe syrienne, États concernés, ont fait des déclarations.

855. À la même séance, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 7 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Bolivie (État plurinational de)<sup>15</sup> (s'exprimant également au nom de l'Afghanistan, de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Angola, de l'Arabie saoudite, du Bangladesh, de Cuba, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Équateur, de l'Indonésie, de la Malaisie, du Pakistan, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Zimbabwe), Brésil, Chili, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis (s'exprimant également au nom de la Ligue des États arabes), Équateur, Iraq, Koweït<sup>15</sup> (s'exprimant au nom du Conseil de coopération des États arabes du Golfe), Nigéria, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Qatar, Sénégal, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie et Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bahreïn, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Djibouti, Fédération de Russie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malaisie, Maldives, Maroc, Mauritanie, Namibie, Oman, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Turquie, Yémen et Zimbabwe ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association des citoyens du monde, Badil Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights, Centre Al-Mezan pour les droits de l'homme, Centre Europe-tiers monde (s'exprimant également au nom de l'Association internationale des juristes démocrates), Commission of the Churches on International Affairs of the World Council of Churches, Congrès juif mondial, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Défense des enfants International, European Union of Jewish Students, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (s'exprimant également au nom de l'Institut d'étude des droits de l'homme du Caire), Human Rights Now, Human Rights Watch, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire (s'exprimant également au nom d'Al-Haq), Institut international pour les droits et le développement, Institute for NGO Research, International-Lawyers.org, IUS PRIMI VIRI International Association, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Mouvement indien « Tupaj Amaru », Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Organisation de défense des victimes de la violence, Palestinian Return Centre, SERVAS International, Union des juristes arabes, United Nations Watch, United Towns Agency for North-South Cooperation.

## VIII. Suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

### Débat général sur le point 8 de l'ordre du jour

856. À ses 28<sup>e</sup> et 29<sup>e</sup> séances, le 2 juillet 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 8 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Australie, Autriche<sup>15</sup> (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Chine (s'exprimant également au nom de la Fédération de Russie, du Soudan du Sud et du Mouvement des pays non alignés), Iraq, Mexique (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Algérie, de l'Allemagne, d'Andorre, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Bénin, de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, du Burkina Faso, du Canada, du Chili, de Chypre, de la Croatie, du Danemark, de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'Éthiopie, des Fidji, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie, du Japon, du Kazakhstan, de la Lettonie, de la Lituanie, du Luxembourg, de Madagascar, des Maldives, de Malte, du Maroc, de Maurice, de Monaco, du Monténégro, du Myanmar, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République de Corée, de la République de Moldova, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Slovénie, du Soudan, de la Suède, de la Tchéquie, de la Thaïlande, de la Tunisie, de la Turquie, de l'Ukraine et de l'Uruguay), Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Pays-Bas<sup>15</sup> (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, des Fidji, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, du Ghana, de la Grèce, de l'Iraq, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, du Mexique, de Monaco, du Monténégro, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de Sri Lanka, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie et de l'Ukraine), Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie et Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Bahreïn, Grèce, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande (s'exprimant également au nom du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Norvège et de la Suède), Libye, Mozambique, Namibie et République-Unie de Tanzanie ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Action Canada for Population and Development, Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, Action of Human Movement, Africa culture internationale, Alliance Creative Community Project, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Asian Forum for Human Rights and Development, Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association culturelle des Tamouls en France, Association des étudiants tamouls de France, Association for the Protection of Women and Children's Rights, Association des citoyens du monde, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association Thendral, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Congrès du monde islamique, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Conseil indien sud-américain, « Coup de pouce » Chaîne de l'espoir Nord-Sud, European Union of Jewish Students, Fédération humaniste européenne, Fondation Maarij pour la paix et le développement, Global Welfare Association, Institute for NGO Research, International Humanist and Ethical Union, International Service for Human Rights, Iraqi Development Organization, Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, IUS PRIMI VIRI International Association, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Mouvement international de la réconciliation, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies,

Nouveaux droits de l'homme, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Organisation internationale pour les pays les moins avancés, Organisation de défense des victimes de la violence, Prahar, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Society for Development and Community Empowerment, Tamil Uzhagam, United Nations Watch, Verein Südwind Entwicklungspolitik, Victorious Youths Movement, World Barua Organization.

857. À la 29<sup>e</sup> séance, les représentants de l'Iraq et du Pakistan ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

## **IX. Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée : suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban**

### **A. Dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales**

#### **Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

858. À la 29<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2018, la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, E. Tendayi Achiume, a présenté ses rapports (A/HRC/38/52 et A/HRC/38/53).

859. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 29<sup>e</sup> et 30<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Belgique, Brésil, Côte d'Ivoire, Cuba, Équateur, Hongrie<sup>16</sup> (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, de la Croatie, de l'Espagne, de la Grèce, du Guatemala, du Honduras, du Japon, du Liechtenstein, de la Lituanie, de Malte, du Monténégro, des Pays-Bas, de la Pologne, de la République de Moldova, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Tchéquie et de l'Ukraine), Iraq, Mexique, Nigéria, Pakistan, Slovaquie, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie et Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Argentine, Botswana, Bulgarie, Colombie, Costa Rica, Djibouti, Fédération de Russie, France, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Lettonie, Maroc, Norvège, Paraguay, Pays-Bas et État de Palestine ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : ONU-Femmes ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Al-Haq, Congrès juif mondial, European Union of Jewish Students, Human Rights Law Centre, Minority Rights Group, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies et Palestinian Return Centre.

860. Aux 29<sup>e</sup> et 30<sup>e</sup> séances, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

<sup>16</sup> État observateur s'exprimant au nom d'États membres et d'États observateurs.

## B. Débat général sur le point 9 de l'ordre du jour

861. À sa 30<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2018, et à sa 31<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 9 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Autriche<sup>16</sup> (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Brésil (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala et du Mexique), Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Mexique, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Ukraine et Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Azerbaïdjan, Bolivie (État plurinational de), Grèce, Inde, Libye, Soudan, Suède, Trinité-et-Tobago et Turquie ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Action of Human Movement, Alliance Creative Community Project, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association culturelle des Tamouls en France, Association d'entraide médicale Guinée, Association des étudiants tamouls de France, Association for the Protection of Women and Children's Rights, Association des citoyens du monde, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association Thendral, Association chinoise pour la préservation et le développement de la culture tibétaine, Center for Organisation Research and Education, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Congrès juif mondial, Congrès du monde islamique, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Conseil indien sud-américain, Conselho Indigenista Missionário, European Union of Jewish Students, Fédération humaniste européenne, Global Welfare Association, Health and Environment Program, Human Rights Law Centre, Institute for NGO Research, International Educational Development, International Humanist and Ethical Union, International-Lawyers.org, Iraqi Development Organization, IUS PRIMI VIRI International Association, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Nouveaux droits de l'homme, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation de défense des victimes de la violence, Palestinian Return Centre, Pasumai Thaayagam Foundation, Prahar, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, SERVAS International, Shivi Development Society, Society for Development and Community Empowerment, Solidarité Suisse-Guinée, Tamil Uzhagam, United Nations Watch, United Towns Agency for North-South Cooperation, Verein Südwind Entwicklungspolitik, World Barua Organization.

862. À la même séance, les représentants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et du Brésil ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

863. À la même séance également, les représentants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ont fait des déclarations au titre de leur deuxième droit de réponse.

## C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

### L'incompatibilité entre démocratie et racisme

864. À la 40<sup>e</sup> séance, le 6 juillet 2018, le représentant du Brésil, s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay, a présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.11, qui avait pour auteurs principaux l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, et pour coauteurs l'Allemagne, l'Angola, la Bosnie-Herzégovine, le Chili, Chypre, l'Équateur, l'Espagne, la Grèce, Haïti, le Honduras, la Hongrie, Madagascar,



le Mexique, le Monténégro, le Nicaragua, le Nigéria, le Pérou, la Pologne, le Portugal, Saint-Marin, la Slovénie, la Tunisie et la Turquie. L'Arménie, l'Autriche, la Belgique, le Bénin, le Botswana, la Colombie, le Costa Rica, la Croatie, El Salvador, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, la France, le Guatemala, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Maldives, Malte, le Mozambique, le Pakistan, le Panama, les Pays-Bas, les Philippines, la République dominicaine, la Serbie, le Sri Lanka, la Suisse, la Thaïlande, le Timor-Leste et la Zambie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

865. À la même séance, les représentants du Panama et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

866. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

867. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 38/19).

868. À la même séance, le représentant de l'Australie a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote et formulé des observations générales au sujet de tous les projets de texte adoptés au titre du point 9 de l'ordre du jour.

## **X. Assistance technique et renforcement des capacités**

### **A. Réunion-débat annuelle sur la coopération technique dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme**

869. À la 33<sup>e</sup> séance, le 4 juillet 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu, conformément à sa résolution 36/28, une réunion-débat annuelle sur la coopération technique dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Le thème de la réunion-débat était le suivant : « Les droits de l'homme et les objectifs de développement durable : améliorer la coopération technique et le renforcement des capacités en matière de droits de l'homme pour contribuer à une mise en œuvre effective et inclusive du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». Le rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (A/HRC/38/28), établi en application de la même résolution, a servi de support à la réunion-débat.

870. La Directrice de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique du HCDH a fait une déclaration liminaire. Sek Wannamethee, Ambassadeur et Représentant permanent de la Thaïlande auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a animé la réunion-débat.

871. À la même séance, les intervenants ci-après ont fait des déclarations : Nahla Haidar, membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ; le Coordonnateur résident des Nations Unies au Népal ; Mary Wanyonyi, Directrice chargée de la stratégie et du développement et coordonnatrice pour les objectifs de développement durable au Bureau national kenyan de statistique.

872. La réunion-débat s'est déroulée en deux parties, qui se sont tenues à la même séance. Au cours de la première partie, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Brésil (s'exprimant au nom de la Communauté des pays de langue portugaise), Brésil (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Guatemala, du Mexique et du Pérou), Danemark<sup>16</sup> (s'exprimant également au nom de l'Azerbaïdjan, du Brésil, du Canada, du Chili, de l'Équateur, des Fidji, du Luxembourg, du Portugal, du Rwanda, de la Sierra Leone, de la Thaïlande et de l'Uruguay), Maroc<sup>16</sup> (s'exprimant au nom des États membres et des États observateurs francophones), Pays-Bas<sup>16</sup> (s'exprimant également au nom de l'Union européenne, de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Canada, du Chili, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire,

du Danemark, de l'Espagne, de la Finlande, de la France, du Ghana, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Italie, du Libéria, du Liechtenstein, du Luxembourg, du Mali, du Maroc, du Mexique, du Mozambique, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, du Pérou, de la République-Unie de Tanzanie, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Rwanda, du Sénégal, de la Sierra Leone, de la Slovaquie, de la Slovénie, du Soudan du Sud, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie et de l'Uruguay), Portugal<sup>16</sup> (s'exprimant également au nom de l'Angola, des Bahamas, de la Belgique, du Botswana, du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, du Danemark, de l'Équateur, des Fidji, de la Géorgie, d'Haïti, de l'Italie, du Maroc, du Mexique, de la Norvège, du Paraguay, des Pays-Bas, de la République de Corée, des Seychelles, de la Slovénie, de la Suède, de la Thaïlande, du Timor-Leste, de la Tunisie et de l'Uruguay), Singapour (s'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est), Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) et Turquie (s'exprimant également au nom de l'Australie, de l'Indonésie, du Mexique et de la République de Corée) ;

b) Le représentant de l'État observateur suivant : Myanmar ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Organisation internationale de la Francophonie et Union européenne ;

d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Commission australienne des droits de l'homme (par message vidéo) ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement et Association internationale des personnes lesbiennes et gays (s'exprimant également au nom de la Swedish Federation for Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Rights).

873. À la fin de la première partie, les intervenants ont répondu aux questions et formulé des observations.

874. Au cours de la deuxième partie, des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Émirats arabes unis, Pakistan et Sénégal ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Botswana, Costa Rica, Honduras, Iran (République islamique d'), Irlande, Sri Lanka et Tchad ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : PNUD ;

d) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Organisation internationale de la Francophonie et Union européenne ;

e) L'observateur du réseau d'institutions nationales des droits de l'homme suivant : Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme ;

f) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association des citoyens du monde et United Towns Agency for North-South Cooperation.

875. Toujours à la même séance, les intervenants ont répondu aux questions et formulé des observations.

## **B. Dialogue renforcé sur le rapport du Haut-Commissaire sur la situation dans la région du Kasai (République démocratique du Congo) et sur son compte rendu oral**

876. À la 31<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2018, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a présenté son rapport sur la situation dans la région du Kasai (A/HRC/38/31) et fait un compte rendu oral sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo conformément aux résolutions 35/33 et 36/30 du Conseil des droits de l'homme.

877. À la même séance, des déclarations ont été faites par : le chef par intérim du Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du

Congo ; Bacre Waly Ndiaye, chef de l'équipe internationale d'experts sur la situation dans la région du Kasai ; Luc Côté et Fatimata M'baye, membres de l'équipe internationale d'experts sur la situation dans la région du Kasai ; Marie-Ange Mushobekwa, Ministre des droits de l'homme de la République démocratique du Congo.

878. Au cours du dialogue renforcé qui a suivi, aux 31<sup>e</sup> et 32<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Haut-Commissaire par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Angola, Australie, Belgique, Chine, Égypte, Espagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse et Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Allemagne, Botswana, Érythrée, Estonie, France, Irlande, Mozambique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Soudan et Tchéquie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, Amnesty International, Association Dunenyo, Fédération internationale de l'ACAT, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Franciscans International, Human Rights Watch, International Service for Human Rights et World Evangelical Alliance.

879. À la 32<sup>e</sup> séance, le Haut-Commissaire et les participants au dialogue renforcé ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

### **C. Dialogue sur le rapport du Haut-Commissaire sur l'élaboration d'un plan d'action national pour la mise en œuvre des recommandations des mécanismes des droits de l'homme en Haïti**

880. À la 31<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2018, le Haut-Commissaire a présenté son rapport sur l'élaboration d'un plan d'action national pour la mise en œuvre des recommandations des mécanismes des droits de l'homme en Haïti (A/HRC/38/30) conformément à la déclaration 34/1 du Président du Conseil des droits de l'homme.

881. À la même séance, le représentant d'Haïti, État concerné, a fait une déclaration.

882. À la même séance également, le représentant de l'Office de la protection du citoyen, institution nationale haïtienne des droits de l'homme, a fait une déclaration.

883. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Haut-Commissaire par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Brésil, Cuba, Espagne, France<sup>16</sup> (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Brésil, du Canada, du Mexique, du Pérou et de l'Uruguay), Mexique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Le représentant de l'État observateur suivant : Canada ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association des citoyens du monde, Association internationale des juristes démocrates, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Franciscans International et Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme.

884. À la même séance, le Haut-Commissaire a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

## **D. Dialogue sur le compte rendu oral du Haut-Commissaire sur la situation des droits de l'homme en Ukraine**

885. À la 32<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2018, la Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a présenté oralement un compte rendu du Haut-Commissaire sur la situation des droits de l'homme en Ukraine conformément à la résolution 35/31 du Conseil des droits de l'homme.

886. À la même séance, le représentant de l'Ukraine, État concerné, a fait une déclaration.

887. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Haute-Commissaire adjointe par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Belgique, Croatie, Espagne, Géorgie, Hongrie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie et Suisse ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Autriche, Azerbaïdjan, Bulgarie, Canada, Danemark, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Irlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République de Moldova, Suède, Tchéquie et Turquie ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe et Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Fédération mondiale des organisations de femmes ukrainiennes, Human Rights House Foundation, Minority Rights Group et United Nations Watch.

888. Toujours à la même séance, la Haute-Commissaire adjointe a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

## **E. Dialogue sur le compte rendu oral du Haut-Commissaire sur la situation des droits de l'homme des Rohingyas**

889. À la 34<sup>e</sup> séance, le 4 juillet 2018, le Haut-Commissaire a fait un compte rendu oral sur la situation des droits de l'homme des Rohingyas conformément à la résolution S-27/1 du Conseil des droits de l'homme, adoptée à sa 27<sup>e</sup> session extraordinaire.

890. À la même séance, le représentant du Myanmar, État concerné, a fait une déclaration.

891. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Haut-Commissaire par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Croatie, Égypte, Espagne, Iraq, Japon, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse et Tunisie ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Azerbaïdjan, Bangladesh, Canada, Danemark, Finlande, France, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malaisie, Maldives, Pays-Bas, Suède et Turquie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Asian Forum for Human Rights and Development, Christian Solidarity Worldwide, Commission internationale de juristes, Fondation Maarij pour la paix et le développement, Human Rights Now, Human Rights Watch et Minority Rights Group.

892. À la même séance également, le Haut-Commissaire a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

## **F. Dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales**

### **Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine**

893. À la 33<sup>e</sup> séance, le 4 juillet 2018, l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, Marie-Therese Keita Bocoum, a fait, conformément à la résolution 36/25 du Conseil des droits de l'homme, un compte rendu oral sur son rapport sur l'assistance technique et le renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République centrafricaine.

894. À la même séance, le représentant de la République centrafricaine, État concerné, a fait une déclaration.

895. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 33<sup>e</sup> et 34<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à l'Experte indépendante par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Chine, Côte d'Ivoire, Égypte, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal et Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Botswana, France, Gabon, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas et Soudan ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Christian Solidarity Worldwide, Espace Afrique International, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Fédération internationale de l'ACAT, Office international de l'enseignement catholique, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, United Towns Agency for North-South Cooperation, World Evangelical Alliance (s'exprimant également au nom de Caritas Internationalis).

896. À la 34<sup>e</sup> séance, l'Experte indépendante a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

## **G. Débat général sur le point 10 de l'ordre du jour**

897. À la 34<sup>e</sup> séance, le 4 juillet 2018, la Haute-Commissaire adjointe a présenté oralement un compte rendu du Haut-Commissaire sur la coopération avec la Géorgie, conformément à la résolution 37/40 du Conseil des droits de l'homme, et fait, au titre du point 2 de l'ordre du jour, un compte rendu sur la mission que menait le HCDH pour améliorer la situation des droits de l'homme et le respect du principe de responsabilité au Burundi.

898. À la même séance, les représentants du Burundi et de la Géorgie, États concernés, ont fait des déclarations.

899. À ses 35<sup>e</sup> et 36<sup>e</sup> séances, le 5 juillet 2018, le Conseil a tenu un débat général sur le point 10 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud (s'exprimant également au nom de l'Algérie, de l'Angola, de la Bolivie (État plurinational de), du Botswana, de Cuba, de l'Équateur, du Mozambique, de la Namibie, du Nicaragua, du Nigéria, de la République-Unie de Tanzanie, du Timor-Leste, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Zimbabwe), Australie, Autriche<sup>16</sup> (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Brésil (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Chili, de la Colombie, du Guatemala et du Pérou), Chine, Cuba, Égypte (s'exprimant également au nom de l'Arabie saoudite, de l'Azerbaïdjan, du Bangladesh, de la Bolivie (État plurinational de), de la Chine, de Cuba, de l'Équateur, de la Fédération de Russie, de l'Inde, de la Malaisie, du Myanmar, du Pakistan, du Venezuela (République bolivarienne du), du Viet Nam et du Zimbabwe), Émirats arabes unis (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Espagne, Hongrie, Japon, Maldives<sup>16</sup> (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Azerbaïdjan, du Canada, du Chili, de Chypre, du Danemark, de l'Égypte, de l'Espagne,

de la Grèce, de la Guyane, d'Haïti, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, de la Malaisie, du Malawi, de Malte, du Maroc, de Maurice, du Monténégro, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, des Pays-Bas, des Philippines, de la Pologne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suisse, de la Thaïlande, des Tonga, de la Turquie et de l'Ukraine), Népal, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Pérou (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de la Colombie, de Chypre, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de la Grèce, du Guatemala, de la Guyane, du Honduras, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, du Mexique, du Monténégro, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, du Paraguay, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie, du Timor-Leste et de l'Ukraine), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Ukraine et Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bulgarie, Costa Rica, Estonie, Finlande, France, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Jordanie, Lettonie, Libye, Lituanie, Maldives, Maurice (s'exprimant également au nom des Îles Marshall, de la Jamaïque, du Samoa, des Seychelles, du Soudan, des Tonga et de la Zambie), Pologne, République populaire démocratique de Corée, République de Moldova, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Soudan, Suède, Thaïlande et Viet Nam ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

d) L'observateur du réseau d'institutions nationales des droits de l'homme suivant : Réseau des institutions nationales africaines des droits de l'homme ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Al-Ayn Social Care Foundation, Alliance Creative Community Project, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Asian Forum for Human Rights and Development (s'exprimant également au nom de la Commission internationale de juristes, de Conectas Direitos Humanos, de la Human Rights House Foundation, de Human Rights Watch, de l'Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, de l'International Humanist and Ethical Union et de l'International Service for Human Rights), Association américaine de juristes, Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association des citoyens du monde, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association Thendral, Association internationale des personnes lesbiennes et gays, Association mondiale pour l'école instrument de paix, Center for Organisation Research and Education, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Health and Environment Program, Human Rights Watch (s'exprimant également au nom de la Commission internationale de juristes, de Franciscans International et de l'International Service for Human Rights), Human Security Initiative Organization, International Service for Human Rights (s'exprimant également au nom de l'Asian Forum for Human Rights and Development, de l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays, de CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, de la Commission internationale de juristes, de Conectas Direitos Humanos, de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, de la Human Rights House Foundation, de l'Institut d'étude des droits de l'homme du Caire et de Peace Brigades International Switzerland), International-Lawyers.org, Iraqi Development Organization, IUS PRIMI VIRI International Association, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Organisation de défense des victimes de la violence, Pasumai Thaayagam Foundation, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Solidarité Suisse-Guinée, Tamil Uzhagam, Verein Südwind Entwicklungspolitik, World Barua Organization.

900. À la 36<sup>e</sup> séance, les représentants du Cambodge, de la Fédération de Russie, du Maroc, du Pérou et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

## **H. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets**

### **Assistance technique à la République démocratique du Congo et établissement des responsabilités concernant les événements dans la région du Kasai**

901. À la 40<sup>e</sup> séance, le 6 juillet 2018, le représentant du Togo, s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, a présenté le projet de résolution A/HRC/38/L.8, dont l'auteur principal était le Togo, qui agissait au nom du Groupe des États d'Afrique. La Belgique, le Canada, l'Indonésie et les Pays-Bas se sont joints ultérieurement aux auteurs.

902. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé que le projet de résolution avait été révisé oralement.

903. À la même séance également, les représentants de l'Égypte et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution révisé oralement.

904. À la même séance, le représentant de la République démocratique du Congo, État concerné, a fait une déclaration.

905. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution révisé oralement. Le Chef du Service de la gestion et de l'appui aux programmes du HCDH a fait une déclaration sur les incidences budgétaires du projet de résolution oralement révisé.

906. À la même séance également, le Conseil a adopté, sans le mettre aux voix, le projet de résolution révisé oralement (résolution 38/20).

### **Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en Haïti**

907. Le projet de résolution A/HRC/38/L.21 avait pour auteur principal Haïti et pour coauteurs l'Allemagne, la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, le Honduras, l'Italie, le Paraguay et la Turquie. La France s'est ultérieurement retirée de la liste des coauteurs. L'Australie, le Bénin, le Canada, le Chili, le Costa Rica, le Maroc, le Portugal et la République de Corée se sont joints ultérieurement aux auteurs.

908. Comme le secrétariat en a été informé, le projet de résolution a été retiré par son auteur principal le 6 juillet 2018, avant son examen par le Conseil.

## Annex I

### Attendance

#### Members

Afghanistan	Georgia	Senegal
Angola	Germany	Slovakia
Australia	Hungary	Slovenia
Belgium	Iraq	South Africa
Brazil	Japan	Spain
Burundi	Kenya	Switzerland
Chile	Kyrgyzstan	Togo
China	Mexico	Tunisia
Côte d'Ivoire	Nepal	Ukraine
Croatia	Nigeria	United Arab Emirates
Cuba	Pakistan	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Democratic Republic of the Congo	Philippines	United States of America
Ecuador	Qatar	Venezuela (Bolivarian Republic of)
Egypt	Republic of Korea	
Ethiopia	Rwanda	
	Saudi Arabia	

#### States Members of the United Nations represented by observers

Albania	Finland	Monaco
Algeria	France	Montenegro
Andorra	Gabon	Morocco
Argentina	Greece	Mozambique
Armenia	Haiti	Myanmar
Austria	Honduras	Namibia
Azerbaijan	Iceland	Netherlands
Bahamas	India	New Zealand
Bahrain	Indonesia	Nicaragua
Bangladesh	Iran (Islamic Republic of)	Norway
Belarus	Ireland	Oman
Benin	Israel	Paraguay
Bhutan	Italy	Poland
Bolivia (Plurinational State of)	Jamaica	Portugal
Bosnia and Herzegovina	Jordan	Republic of Moldova
Botswana	Kuwait	Romania
Bulgaria	Lao People's Democratic Republic	Russian Federation
Burkina Faso	Latvia	Samoa
Canada	Lebanon	Serbia
Central African Republic	Lesotho	Seychelles
Chad	Libya	Sierra Leone
Colombia	Liechtenstein	Singapore
Congo	Lithuania	Sudan
Costa Rica	Luxembourg	Sweden
Czechia	Madagascar	Syrian Arab Republic
Denmark	Malawi	Thailand
Djibouti	Malaysia	The former Yugoslav Republic of Macedonia
El Salvador	Maldives	Tonga
Eritrea	Mali	Trinidad and Tobago
Estonia	Malta	Turkey
Fiji	Marshall Islands	Turkmenistan
	Mauritania	Uganda
	Mauritius	



United Republic of  
Tanzania  
Uruguay

Viet Nam  
Yemen  
Zambia

Zimbabwe

## **Non-Member States represented by observers**

Holy See  
State of Palestine

## **United Nations**

Joint United Nations Programme on  
HIV/AIDS  
United Nations Children's Fund  
United Nations Development  
Programme  
United Nations Educational, Scientific  
and Cultural Organization

United Nations Entity for Gender  
Equality and the Empowerment of  
Women  
United Nations Institute for Training and  
Research

## **Specialized agencies and related organizations**

International Organization for Migration  
International Telecommunication Union

International Trade Centre  
World Health Organization

## **Intergovernmental organizations**

Commonwealth  
Cooperation Council for the Arab States  
of the Gulf  
Council of Europe  
European Union  
International Development Law  
Organization

International Organization of la  
Francophonie  
Inter-Parliamentary Union  
Organization of Islamic Cooperation  
University for Peace

## **Other entities**

International Committee of the Red  
Cross

Sovereign Military Hospitaller Order of  
St. John of Jerusalem, of Rhodes  
and of Malta

## **National human rights institutions, international coordinating committees and regional groups of national institutions**

Australian Human Rights Commission  
Commissioner for Human Rights  
(Poland)  
Equality and Human Rights Commission  
(England, Scotland and Wales)  
National Consultative Commission on  
Human Rights (France)  
National Human Rights Commission  
(Mexico)  
National Human Rights Commission  
(Nepal)

National Human Rights Commission  
(Nigeria)  
National Human Rights Committee  
(Qatar) National Human Rights Council  
(Morocco)  
Northern Ireland Human Rights  
Commission  
Office for the Protection of Citizens  
(Haiti) Office of the Human Rights  
Advocate  
(El Salvador)

Office of the Human Rights Advocate  
(Nicaragua)

Scottish Human Rights Commission

## Non-governmental organizations

ABC Tamil Oli  
ACT Alliance – Action by Churches Together  
ActionAid  
Action Canada for Population and Development  
Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs  
Action of Human Movement  
Action on Smoking and Health  
Africa culture internationale  
African Commission of Health and Human Right Promoters  
African Development Association  
African Regional Agricultural Credit Association  
Agir ensemble pour les droits de l'homme  
Al-Ayn Social Care Foundation  
Al-Hakim Foundation  
Al-Haq  
Aliran Kesedaran Negara National Consciousness Movement  
Al-Khoei Foundation  
Alliance Creative Community Project  
Alliance Defending Freedom  
Alliance globale contre les mutilations génitales féminines  
Allied Rainbow Communities International  
Al Mezan Center for Human Rights  
Alsalam Foundation  
Alulbayt Foundation  
Al Zubair Charity Foundation  
American Association of Jurists  
American Civil Liberties Union  
Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain  
Amnesty International  
Anglican Consultative Council  
Article 19: International Centre against Censorship  
Asian-Eurasian Human Rights Forum  
Asian Forum for Human Rights and Development  
Asian Legal Resource Centre  
Asistencia Legal por los Derechos Humanos  
Association Bharathi centre culturel franco-tamoul  
Association culturelle des Tamouls en France

Association d'entraide médicale Guinée  
Association des étudiants tamouls de France  
Association Dunenyo  
Association for Progressive Communications  
Association for the Prevention of Torture  
Association for the Protection of Women and Children's Rights  
Association for Women's Rights in Development  
Association mauritanienne pour la promotion du droit  
Association nationale de promotion et de protection des droits de l'homme  
Association of the Egyptian Female Lawyers  
Association of World Citizens  
Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi  
Association solidarité internationale pour l'Afrique  
Association Thendral  
Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII  
Badil Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights  
Baha'i International Community  
Barinu Institute for Economic Development  
Beijing Children's Legal Aid and Research Center  
Bischöfliches Hilfswerk Misereor  
B'nai B'rith  
British Humanist Association  
Cairo Institute for Human Rights Studies  
Caritas Internationalis  
Catholic International Education Office  
Center for Global Nonkilling  
Center for Justice and International Law  
Center for Inquiry  
Center for International Environmental Law  
Center for International Human Rights  
Center for Reproductive Rights  
Centre d'action pour le développement rural  
Centre Europe-tiers monde  
Centre for Human Rights and Peace Advocacy  
Center for Organisation Research and Education  
Centre pour les droits civils et politiques

Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez	France Libertés: Fondation Danielle Mitterrand
Centro de Estudios Legales y Sociales	Franciscans International
Centrul de Resurse Juridice	Freedom House
China Association for Preservation and Development of Tibetan Culture	Front Line: International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders
China Society for Human Rights Studies	Fundación Vida – Grupo Ecológico Verde
Christian Aid	Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social
Christian Solidarity Worldwide	Geneva Institute for Human Rights
CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation	Genève pour les droits de l’homme: formation internationale
Colombian Commission of Jurists	Geo Expertise Association
Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos	Global Action on Aging
Commission of the Churches on International Affairs of the World Council of Churches	Global Alliance of National Human Rights Institutions
Commonwealth Human Rights Initiative	Global Helping to Advance Women and Children
Conectas Direitos Humanos	Global Hope Network International
Conseil de jeunesse pluriculturelle	Global Institute for Water, Environment and Health
Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l’homme	Global Welfare Association
Conselho Indigenista Missionário	Graduate Women International
Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience	Greenpeace International
“Coup de pouce” Chaîne de l’espoir Nord-Sud	Health and Environment Program
Defence for Children International	Helsinki Foundation for Human Rights
Dominicans for Justice and Peace: Order of Preachers	Henry Dunant Centre for Humanitarian Dialogue
DRCNet Foundation	Himalayan Research and Cultural Foundation
East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project	Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries
Eastern Sudan Women Development Organization	Human Rights House Foundation
Ensemble contre la peine de mort	Human Rights Information and Documentation Systems International
Equality Now	Human Rights Law Centre
Equal Rights Trust	Human Rights Now
Espace Afrique International	Human Rights Watch
European Centre for Law and Justice	Human Security Initiative Organization
European Humanist Federation	Il Cenacolo
European Region of the International Lesbian and Gay Association	Indian Council of South America
European Union of Jewish Students	Indian Movement “Tupaj Amaru”
Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie van Homoseksualiteit – COC Nederland	Indigenous People of Africa Coordinating Committee
FIAN International	Initiatives of Change International
First Modern Agro. Tools – Common Initiative Group	Institut international pour les droits et le développement
Fondation Cordoue de Genève	Institute for NGO Research
Fondation d’Auteuil	Institute for Planetary Synthesis
Fondation pour l’étude des relations internationales et du développement	Institute for Policy Studies
Foundation ECPAT International	International Association of Democratic Lawyers
Foundation for Human Rights and Freedoms and Humanitarian Relief	International Bar Association
	International Bridges to Justice
	International Buddhist Relief Organisation
	International Career Support Association

International Catholic Child Bureau	Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture
International Commission of Jurists	Lawyers' Rights Watch Canada
International Council of Jewish Women	Le pont
International Council of Russian Compatriots	Liberation
International Council of Women	Lutheran World Federation
International Detention Coalition	Ma'arij Foundation for Peace and Development
International Educational Development	Maat Foundation for Peace, Development and Human Rights
International Federation for Human Rights Leagues	Maher
International Federation for the Protection of the Rights of Ethnic, Religious, Linguistic and Other Minorities	Make Mothers Matter
International Federation of ACAT	Mbororo Social and Cultural Development Association
International Federation of Anti-Leprosy Associations	Minority Rights Group
International Federation of Journalists	Network of African National Human Rights Institutions
International Fellowship of Reconciliation	Nonviolent Radical Party, Transnational and Transparty
International Gay and Lesbian Human Rights Commission	Norwegian Refugee Council
International Humanist and Ethical Union	Nouveaux droits de l'homme
International Human Rights Association of American Minorities	Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie
International-Lawyers.org	Open Society Institute
International Lesbian and Gay Association	Organisation internationale pour les pays les moins avancés
International Longevity Center Global Alliance	Organisation marocaine des droits humains
International Movement against All Forms of Discrimination and Racism	Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale
International Movement ATD Fourth World International Network for the Prevention of Elder Abuse	Organization for Defending Victims of Violence
International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination	Palestinian Center for Development and Media Freedoms "MADA"
International Organization for the Right to Education and Freedom of Education	Palestinian Return Centre
International PEN	Pasumai Thaayagam Foundation
International Planned Parenthood Federation	Plan International
International Police Executive Symposium	Planetary Association for Clean Energy
International Service for Human Rights International Volunteerism	Prahar
Organization for Women, Education and Development	Presse emblème campagne
International Youth and Student Movement for the United Nations	Refugee Council of Australia
Iraqi Development Organization	Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme
Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco	Reporters sans frontières international
IUS PRIMI VIRI International Association	Réseau international des droits humains
Iuventum	Roads of Success
Jssor Youth Organization	Russian Peace Foundation
	Rutgers
	Save the Children International
	Servas International
	Settlement Services International
	Shivi Development Society
	Sikh Human Rights Group
	Society for Development and Community Empowerment
	Society for Threatened Peoples
	Soka Gakkai International
	Solidarité Suisse-Guinée

Sonke Gender Justice Network	VIVAT International
Stichting International Center for Ethnobotanical Education, Research and Service	Women's Federation for World Peace International
Swedish Association for Sexuality Education	Women's Human Rights International Association
Swedish Federation for Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Rights	Women's International League for Peace and Freedom
Syrian Center for Media and Freedom of Expression	World Alliance of Young Men's Christian Associations
Tamil Uzhagam	World Association for the School as an Instrument of Peace
Tandem Project	World Barua Organization
Terre des hommes fédération internationale	World Council of Arameans (Syriacs)
The Law Society	World Environment and Resources Council
Tourner la page	World Evangelical Alliance
Union of Arab Jurists	World Federation of Ukrainian Women's Organizations
United Nations Watch	World Jewish Congress
United Towns Agency for North-South Cooperation	World Medical Association
Universal Peace Federation	World Muslim Congress
Universal Rights Group	World Organization against Torture
UPR Info	World Young Women's Christian Association
Verein Südwind Entwicklungspolitik	Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights
Victorious Youths Movement	
Villages unis	

## **Annex II**

### **Agenda**

- Item 1. Organizational and procedural matters.
- Item 2. Annual report of the United Nations High Commissioner for Human Rights and reports of the Office of the High Commissioner and the Secretary-General.
- Item 3. Promotion and protection of all human rights, civil, political, economic, social and cultural rights, including the right to development.
- Item 4. Human rights situations that require the Council's attention.
- Item 5. Human rights bodies and mechanisms.
- Item 6. Universal periodic review.
- Item 7. Human rights situation in Palestine and other occupied Arab territories.
- Item 8. Follow-up to and implementation of the Vienna Declaration and Programme of Action.
- Item 9. Racism, racial discrimination, xenophobia and related forms of intolerance, follow-up to and implementation of the Durban Declaration and Programme of Action.
- Item 10. Technical assistance and capacity-building.

## Annexe III

### Documents publiés pour la trente-huitième session

#### Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/1</a>	1	Ordre du jour annoté
<a href="#">A/HRC/38/1/Corr.1</a>	1	Rectificatif
<a href="#">A/HRC/38/2</a>	1	Rapport du Conseil des droits de l'homme sur sa trente-huitième session
<a href="#">A/HRC/38/3-E/CN.6/2018/9</a>	2	Rapport de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sur les activités du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes
<a href="#">A/HRC/38/4</a>	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : France
<a href="#">A/HRC/38/4/Add.1</a>	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
<a href="#">A/HRC/38/5</a>	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Tonga
<a href="#">A/HRC/38/5/Add.1</a>	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
<a href="#">A/HRC/38/6</a>	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Roumanie
<a href="#">A/HRC/38/6/Add.1</a>	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements exprimés et réponses de l'État examiné
<a href="#">A/HRC/38/7</a>	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Mali
<a href="#">A/HRC/38/7/Add.1</a>	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
<a href="#">A/HRC/38/8</a>	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Botswana
<a href="#">A/HRC/38/8/Add.1</a>	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements exprimés ou réponses de l'État examiné
<a href="#">A/HRC/38/9</a>	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Bahamas
<a href="#">A/HRC/38/9/Add.1</a>	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
<a href="#">A/HRC/38/10</a>	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Burundi

*Documents à distribution générale*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/10/Add.1</a>	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
<a href="#">A/HRC/38/11</a>	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Luxembourg
<a href="#">A/HRC/38/11/Add.1</a>	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
<a href="#">A/HRC/38/12</a>	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : La Barbade
<a href="#">A/HRC/38/12/Add.1</a>	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
<a href="#">A/HRC/38/13</a>	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Monténégro
<a href="#">A/HRC/38/13/Add.1</a>	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
<a href="#">A/HRC/38/14</a>	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Émirats arabes unis
<a href="#">A/HRC/38/14/Add.1</a>	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
<a href="#">A/HRC/38/15</a>	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Israël
<a href="#">A/HRC/38/15/Add.1</a>	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
<a href="#">A/HRC/38/16</a>	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Liechtenstein
<a href="#">A/HRC/38/16/Add.1</a>	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
<a href="#">A/HRC/38/17</a>	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Serbie
<a href="#">A/HRC/38/17/Add.1</a>	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
<a href="#">A/HRC/38/18</a>	2, 3	Procédures et pratiques concernant la participation de la société civile aux organisations internationales et régionales : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme



*Documents à distribution générale*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/19</a>	2, 3	Résumé du débat de haut niveau organisé dans le cadre de la célébration du soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
<a href="#">A/HRC/38/20</a>	2, 3	Améliorer la responsabilisation des entreprises et l'accès à des voies de recours pour les victimes de violations des droits de l'homme liées aux activités des entreprises au moyen de mécanismes non judiciaires relevant de l'État : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
<a href="#">A/HRC/38/20/Add.1</a>	2, 3	Improving accountability and access to remedy for victims of business-related human rights abuse through State-based non-judicial mechanisms: explanatory notes to final report: report of the United Nations High Commissioner for Human Rights: note by the Secretariat
<a href="#">A/HRC/38/20/Add.2</a>	2, 3	Improving accountability and access to remedy for victims of business-related human rights abuse: the relevance of human rights due diligence to determinations of corporate liability: report of the United Nations High Commissioner for Human Rights
<a href="#">A/HRC/38/21</a>	2, 3	Moyens de combler les lacunes en matière de protection des droits de l'homme dans le contexte des migrations et des déplacements de personnes d'un pays à un autre en raison des effets néfastes soudains ou lents des changements climatiques et sur les moyens de mise en œuvre de plans d'adaptation et d'atténuation dont les pays en développement ont besoin pour combler ces lacunes : Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
<a href="#">A/HRC/38/22</a>	2, 3	Résumé de la réunion-débat intersessions sur le rôle des administrations locales dans la promotion et la protection des droits de l'homme : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
<a href="#">A/HRC/38/23</a>	2, 3	Rapport de synthèse sur la réunion-débat annuelle d'une demi-journée sur les droits des peuples autochtones : Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

## Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/24</a>	2, 3	Examen des pratiques prometteuses et des enseignements tirés, des stratégies existantes et des initiatives des Nations Unies et autres initiatives visant à associer les hommes et les garçons à la promotion et à la réalisation de l'égalité des sexes, dans le contexte de l'élimination de la violence à l'égard des femmes : Note du Secrétariat
<a href="#">A/HRC/38/24/Corr.1</a>	2, 3	Rectificatif
<a href="#">A/HRC/38/25</a>	2, 5	Contribution des parlements aux travaux du Conseil des droits de l'homme et à son Examen périodique universel : Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
<a href="#">A/HRC/38/26</a>	2, 6	Fonctionnement du Fonds de contributions volontaires pour la participation à l'Examen périodique universel : Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
<a href="#">A/HRC/38/27</a>	2, 6	Fonctionnement du Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique aux fins de la mise en œuvre des recommandations faites à l'issue de l'Examen périodique universel : Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
<a href="#">A/HRC/38/28</a>	2, 10	Appuyer la mise en œuvre effective et inclusive du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au moyen d'activités efficaces, cohérentes et coordonnées d'assistance technique et de renforcement des capacités : Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
<a href="#">A/HRC/38/29</a>	2, 4	Résumé des débats de la table ronde de haut niveau sur les violations des droits de l'homme des enfants en République arabe syrienne : Rapport du Haut-Commissariat aux droits de l'homme
<a href="#">A/HRC/38/30</a>	2, 10	Élaboration d'un plan d'action national pour la mise en œuvre des recommandations des mécanismes des droits de l'homme en Haïti : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
<a href="#">A/HRC/38/31</a>	4	La situation au Kasai : Note du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
<a href="#">A/HRC/38/32</a>	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation concernant la gouvernance et le droit à l'éducation

## Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/32/Add.1</a>	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation sur sa mission en Côte d'Ivoire
<a href="#">A/HRC/38/33</a>	3	Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté
<a href="#">A/HRC/38/33/Add.1</a>	3	Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté sur sa mission aux États-Unis d'Amérique
<a href="#">A/HRC/38/33/Add.2</a>	3	Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté sur sa mission au Ghana
<a href="#">A/HRC/38/33/Add.4</a>	3	Mission to Ghana: comments by the State
<a href="#">A/HRC/38/34</a>	3	Rapport du Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association
<a href="#">A/HRC/38/35</a>	3	Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression
<a href="#">A/HRC/38/35/Add.1</a>		Overview of submission received in preparation of the Report of the Special Rapporteur (A/HRC/38/35)
<a href="#">A/HRC/38/35/Add.1/Corr.1</a>	3	RETIRÉ – Rectificatif
<a href="#">A/HRC/38/35/Add.1/Corr.2</a>	3	Rectificatif
<a href="#">A/HRC/38/35/Add.2</a>	3	Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression sur sa mission au Mexique
<a href="#">A/HRC/38/35/Add.3</a>	3	Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression sur sa mission au Libéria
<a href="#">A/HRC/38/35/Add.4</a>	3	Mission to Mexico: comments by the State
<a href="#">A/HRC/38/35/Add.5</a>	3	Encryption and Anonymity follow-up report: note by the Secretariat
<a href="#">A/HRC/38/36</a>	3	Rapport du Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible
<a href="#">A/HRC/38/36/Add.1</a>	3	Rapport du Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible concernant sa mission en Indonésie
<a href="#">A/HRC/38/36/Add.2</a>	3	Rapport du Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible concernant sa visite en Arménie

## Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/37</a>	2, 3	Contributions du cadre relatif au droit à la santé à la mise en œuvre et à la réalisation effectives des objectifs de développement durable liés à la santé : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
<a href="#">A/HRC/38/38</a>	3	Rapport du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats
<a href="#">A/HRC/38/38/Add.1</a>	3	Rapport du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats sur sa mission en Pologne
<a href="#">A/HRC/38/38/Add.2</a>	3	Mission to Poland: comments by the State
<a href="#">A/HRC/38/39</a>	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays
<a href="#">A/HRC/38/39/Add.1</a>	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays concernant sa visite en El Salvador
<a href="#">A/HRC/38/39/Add.2</a>	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays sur sa visite en Libye
<a href="#">A/HRC/38/39/Add.3</a>	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, sur sa mission au Niger
<a href="#">A/HRC/38/39/Add.4</a>	3	Mission to El Salvador: comments by the State
<a href="#">A/HRC/38/40</a>	3	Rapport de l'Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale
<a href="#">A/HRC/38/40/Add.1</a>	3	Rapport de l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale sur sa mission à Cuba
<a href="#">A/HRC/38/41</a>	3	Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants
<a href="#">A/HRC/38/41/Add.1</a>	3	Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants sur sa mission au Népal
<a href="#">A/HRC/38/42</a>	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille
<a href="#">A/HRC/38/43</a>	3	Rapport de l'Expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

## Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/43/Add.1</a>	3	Rapport de l'Expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre sur sa mission en Argentine
<a href="#">A/HRC/38/43/Add.2</a>	3	Mission to Argentina: comments by the State
<a href="#">A/HRC/38/44</a>	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires concernant les acteurs armés non étatiques et la protection du droit à la vie
<a href="#">A/HRC/38/44/Add.1</a>	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires sur sa mission en Iraq
<a href="#">A/HRC/38/44/Add.2</a>	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires sur sa mission en El Salvador
<a href="#">A/HRC/38/44/Add.3</a>	3	Overview of activities undertaken by the mandate since 1 March 2017, including observations on communications transmitted between 1 March 2017 and 28 February 2018 and replies received between 1 May 2017 and 30 April 2018
<a href="#">A/HRC/38/44/Add.4</a>	3	Mission to Iraq: comments by State
<a href="#">A/HRC/38/44/Add.5</a>	3	Mission to El Salvador: comments by the State
<a href="#">A/HRC/38/45</a>	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants
<a href="#">A/HRC/38/45/Add.1</a>	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, concernant sa mission à Cuba
<a href="#">A/HRC/38/45/Add.2</a>	3	Mission to Cuba: comments by the State
<a href="#">A/HRC/38/46</a>	3	Rapport du Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes, dans la législation et dans la pratique
<a href="#">A/HRC/38/46/Add.1</a>	3	Rapport du Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes, dans la législation et dans la pratique, sur sa mission au Samoa
<a href="#">A/HRC/38/46/Add.2</a>	3	Rapport du Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes, dans la législation et dans la pratique, sur sa mission au Tchad
<a href="#">A/HRC/38/47</a>	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences concernant la violence en ligne à l'égard des femmes et des filles du point de vue des droits de l'homme

## Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/47/Add.1</a>	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences sur sa mission en Australie
<a href="#">A/HRC/38/47/Add.2</a>	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, sur sa mission aux Bahamas
<a href="#">A/HRC/38/48</a>	3	Rapport du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises
<a href="#">A/HRC/38/48/Add.1</a>	3	Rapport du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises sur sa mission au Canada
<a href="#">A/HRC/38/48/Add.2</a>	3	Rapport du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises sur sa mission au Pérou
<a href="#">A/HRC/38/48/Add.3</a>	3	Informe del Grupo de Trabajo sobre la cuestión de los derechos humanos y las empresas transnacionales y otras empresas sobre la "Tercera Consulta regional para América Latina y el Caribe: Implementación de los Principios Rectores de las Naciones Unidas sobre Empresas y Derechos Humanos, en el marco de la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible
<a href="#">A/HRC/38/49</a>	3, 5	Rapport du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises sur la sixième session du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme
<a href="#">A/HRC/38/50</a>	4	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée
<a href="#">A/HRC/38/51</a>	4	Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Bélarus
<a href="#">A/HRC/38/52</a>	9	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée
<a href="#">A/HRC/38/53</a>	9	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée
<a href="#">A/HRC/38/54</a>	3, 4, 7, 9 et 10	Communications report of Special Procedures: communications sent, 1 December 2017 to 28 February 2018; Replies received, 1 February to 30 April 2018

---

*Documents de séance*

---

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/38/CRP.1	4	Rapport détaillé de l'Équipe d'experts internationaux sur la situation au Kasai
A/HRC/38/CRP.2	2	Oral update of the High Commissioner for Human Rights on Situation of human rights of Rohingya people
A/HRC/38/CRP.3	4	The siege and recapture of eastern Ghouta

---

*Documents à distribution limitée*

---

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/38/L.1 et Rev.1	3	Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles
A/HRC/38/L.2	5	Le Forum social
A/HRC/38/L.3	3	Droits de l'homme et solidarité internationale
A/HRC/38/L.4	3	Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme
A/HRC/38/L.5	3	Droits de l'homme et changements climatiques
A/HRC/38/L.6	3	Intensification de l'action menée pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles : prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et des filles dans les environnements numériques
A/HRC/38/L.7	4	Situation des droits de l'homme au Bélarus
A/HRC/38/L.8	10	Assistance technique à la République démocratique du Congo et établissement des responsabilités concernant les événements dans la région du Kasai
A/HRC/38/L.9	3	Élimination des mutilations génitales féminines
A/HRC/38/L.10 et Rev.1	3	La promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur Internet
A/HRC/38/L.11	9	L'incompatibilité entre démocratie et racisme
A/HRC/38/L.12	3	Les droits de l'homme dans le contexte du VIH et du sida
A/HRC/38/L.13	3	Le droit à l'éducation : suivi de la résolution 8/4 du Conseil des droits de l'homme
A/HRC/38/L.14	3	Les droits de l'homme et la réglementation de l'acquisition, de la possession et de l'utilisation d'armes à feu par les civils
A/HRC/38/L.15 et Rev.1	4	Situation des droits de l'homme en Érythrée
A/HRC/38/L.16	3	Promotion et protection de tous les droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques

---

*Documents à distribution limitée*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/38/L.17 et Rev.1	3	Champ d'action de la société civile : coopération avec les organisations internationales et régionales
A/HRC/38/L.18	3	Les entreprises et les droits de l'homme : améliorer la responsabilisation des entreprises et l'accès à des voies de recours
A/HRC/38/L.19 et Rev.1	5	La contribution du Conseil des droits de l'homme à la prévention des violations des droits de l'homme
A/HRC/38/L.20	4	La situation des droits de l'homme en République arabe syrienne
A/HRC/38/L.21	10	WITHDRAWN – Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en Haïti
A/HRC/38/L.22	2	WITHDRAWN – Assistance technique à la République démocratique du Congo et suite donnée au rapport de l'équipe d'experts internationaux sur la situation au Kasai
A/HRC/38/L.23	3	WITHDRAWN – Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.1/Rev.1
A/HRC/38/L.24	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.1/Rev.1
A/HRC/38/L.25	3	WITHDRAWN – Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.1/Rev.1
A/HRC/38/L.26	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.16
A/HRC/38/L.27	5	Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.19/Rev.1
A/HRC/38/L.28	4	Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.20
A/HRC/38/L.29	4	Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.20
A/HRC/38/L.30	4	Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.20
A/HRC/38/L.31	4	Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.20
A/HRC/38/L.32	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.6
A/HRC/38/L.33	3	WITHDRAWN – Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.6
A/HRC/38/L.34	3	WITHDRAWN – Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.1/Rev.1
A/HRC/38/L.35	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.1/Rev.1
A/HRC/38/L.36	3	WITHDRAWN – Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.17/Rev.1



---

*Documents à distribution limitée*

---

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/L.37</a>	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.17/Rev.1
<a href="#">A/HRC/38/L.38</a>	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.17/Rev.1
<a href="#">A/HRC/38/L.39</a>	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.17/Rev.1
<a href="#">A/HRC/38/L.40</a>	5	WITHDRAWN - Amendement au projet de résolution A/HRC/38/L.19/Rev.1

---

*Documents émanant d'États*

---

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/G/1</a>	4	Lettre datée du 3 avril 2018, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Chargé d'affaires par intérim de l'Azerbaïdjan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
<a href="#">A/HRC/38/G/2</a>	4	Lettre datée du 4 avril 2018 adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Chargé d'affaires par intérim de l'Azerbaïdjan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
<a href="#">A/HRC/38/G/3</a>	4	Lettre datée du 20 avril 2018, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
<a href="#">A/HRC/38/G/4</a>	4	Note verbale datée du 11 juin 2018, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de l'Arménie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
<a href="#">A/HRC/38/G/5</a>	3	Note verbale datée du 2 juillet 2018, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de la Grèce auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
<a href="#">A/HRC/38/G/6</a>	3	Note verbale datée du 29 juin 2018, adressée au secrétariat du Conseil des droits de l'homme par la Mission permanente du Bélarus auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
<a href="#">A/HRC/38/G/7</a>	4	Note verbale datée du 25 juillet 2018, adressée au secrétariat du Conseil des droits de l'homme par la Mission permanente de la République arabe syrienne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

---

*Documents émanant d'institutions nationales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/NI/1</a>	3	Communication du Défenseur des droits de l'homme de l'Arménie
<a href="#">A/HRC/38/NI/2</a>	3	Communication du Défenseur du peuple de la nation argentine
<a href="#">A/HRC/38/NI/3</a>	3	Communication du Bureau de l'Ombudsman du Samoa
<a href="#">A/HRC/38/NI/4</a>	7	Communication de la Commission indépendante des droits de l'homme de l'État de Palestine

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/NGO/1</a>	4	Written statement submitted by Coordination des Associations et des Particuliers pour la Liberté de Conscience, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/2</a>	3	Written statement submitted by the First Modern Agro. Tools - Common Initiative Group (FI.MO.AT.C.I.G), a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/3</a>	4	Written statement submitted by the First Modern Agro. Tools - Common Initiative Group (FI.MO.AT.C.I.G), a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/4</a>	3	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/5</a>	10	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/6</a>	2	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/7</a>	4	Written statement submitted by the European Centre for Law and Justice / Centre Européen pour le Droit et la Justice, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/8</a>	3	Joint written statement submitted by the African Centre for Democracy and Human Rights Studies, the Asian-Eurasian Human Rights Forum and the International Movement for Fraternal Union among Races and Peoples, non-governmental organizations in special consultative status

## Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/NGO/9</a>	9	Joint written statement submitted by the African Centre for Democracy and Human Rights Studies, the Asian-Eurasian Human Rights Forum and the International Movement for Fraternal Union among Races and Peoples, non-governmental organizations in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/10</a>	3	Written statement submitted by the First Modern Agro. Tools - Common Initiative Group (FI.MO.AT.C.I.G), a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/11</a>	3	Written statement submitted by the World Muslim Congress, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/12</a>	3	Written statement submitted by the World Muslim Congress, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/13</a>	4	Written statement submitted by the public organization "Public Advocacy", a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/14</a>	5	Written statement submitted by the public organization "Public Advocacy", a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/15</a>	4	Written statement submitted by the public organization "Public Advocacy", a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/16</a>	4	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/17</a>	10	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/18</a>	10	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/19</a>	4	Written statement submitted by the public organization "Public Advocacy", a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/20</a>	4	Written statement submitted by the European Centre for Law and Justice / Centre Européen pour le Droit et la Justice, a non-governmental organization in special consultative status

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/NGO/21</a>	4	Written statement submitted by the public organization “Public Advocacy”, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/22</a>	4	Written statement submitted by the public organization “Public Advocacy”, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/23</a>	4	Written statement submitted by public organization “Public Advocacy”, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/24</a>	4	Joint written statement submitted by the American Association of Jurists, Asociación Española para el Derecho Internacional de los Derechos Humanos AEDIDH, Association mauritanienne pour la promotion du droit, Association mauritanienne pour la transparence et le développement, France Libertés: Fondation Danielle Mitterrand, International Association of Democratic Lawyers (IADL), International Fellowship of Reconciliation, International-Lawyers. Org, Paz y Cooperación, Réseau Unité pour le Développement de Mauritanie, World Barua Organization (WBO), non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development, Liberation, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
<a href="#">A/HRC/38/NGO/25</a>	3	Written statement submitted by Graduate Women International (GWI), a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/27</a>	4	Written statement submitted by World Muslim Congress, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/28</a>	3	Written statement submitted by the World Muslim Congress, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/29</a>	4	Written statement submitted by Lawyers' Rights Watch Canada, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/30</a>	4	Written statement submitted by Lawyers' Rights Watch Canada, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/31</a>	4	Exposé écrit présenté par African Centre for Democracy and Human Rights Studies, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

## Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/NGO/32</a>	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/33</a>	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/34</a>	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/35</a>	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/36</a>	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/37</a>	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/38</a>	3	Written statement submitted by y the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/39</a>	7	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/40</a>	3	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/41</a>	3	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/42</a>	4	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/43</a>	9	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/NGO/44</a>	4	Written statement submitted by Coordination des Associations et des Particuliers pour la Liberté de Conscience, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/45</a>	3	Written statement submitted by ANO "Organization" "Vector of Friendship", a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/46</a>	2	Written statement submitted by Organisation internationale pour les pays les moins avancés (OIPMA), a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/47</a>	3	Written statement submitted by Conseil International pour le soutien à des procès équitables et aux Droits de l'Homme, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/48</a>	3	Written statement submitted by Conseil International pour le soutien à des procès équitables et aux Droits de l'Homme, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/49</a>	3	Written statement submitted by Conseil International pour le soutien à des procès équitables et aux Droits de l'Homme, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/50</a>	3	Written statement submitted by Conseil International pour le soutien à des procès équitables et aux Droits de l'Homme, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/51</a>	8	Written statement submitted by Organisation Internationale pour les pays les moins avancés (OIPMA), a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/53</a>	4	Written statement submitted by Shia Rights Watch, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/54</a>	3	Written statement submitted by Action on Smoking and Health, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/55</a>	4	Written statement submitted by Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/56</a>	4	Written statement submitted by Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, a non-governmental organization in special consultative status

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/NGO/57</a>	6	Written statement submitted by Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/58</a>	4	Written statement submitted by Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/59</a>	4	Written statement submitted by Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/60</a>	4	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a nongovernmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/61</a>	5	Exposé écrit présenté par International Federation of Rural Adult Catholic Movements, organisation non gouvernementale inscrite sur la liste
<a href="#">A/HRC/38/NGO/62</a>	3	Joint written statement submitted by Thalassaemia International Federation, Agrenska Foundation (Grosshandlare Axel H. Agrens Donationsfond), International Federation for Hydrocephalus and Spina Bifida - IF, non-governmental organizations in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/63</a>	4	Written statement submitted by the European Centre for Law and Justice / Centre Européen pour le Droit et la Justice, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/64</a>	4	Written statement submitted by the European Centre for Law and Justice / Centre Européen pour le Droit et la Justice, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/65</a>	6	Exposé écrit présenté par European Centre for Law and Justice/Centre Européen pour le Droit et la Justice, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif special
<a href="#">A/HRC/38/NGO/66</a>	2	Written statement submitted by Coordination des Associations et des Particuliers pour la Liberté de Conscience, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/67</a>	4	Written statement submitted by The Palestinian Return Centre, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/68</a>	3	Written statement submitted by the Federation of Western Thrace Turks in Europe, a non-governmental organization in special consultative status

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/NGO/69</a>	7	Written statement submitted by The Palestinian Return Centre, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/70</a>	3	Exposición escrita presentada por la Liberal International, organización no gubernamental reconocida como entidad consultiva general
<a href="#">A/HRC/38/NGO/71</a>	3	Written statement submitted by the International Human Rights Association of American Minorities (IHRAAM), a non-governmental organization on the roster
<a href="#">A/HRC/38/NGO/72</a>	3	Written statement submitted by the Jammu and Kashmir Council for Human Rights (JKCHR), a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/73</a>	6	Written statement submitted by Associazione Comunita Papa Giovanni XXIII, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/74</a>	3	Exposé écrit présenté par Liberal International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général
<a href="#">A/HRC/38/NGO/75</a>	3	Written statement submitted by Liberal International, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/76</a>	4	Written statement submitted by the Jammu and Kashmir Council for Human Rights (JKCHR), a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/77</a>	3	Joint written statement submitted by New Humanity, a non-governmental organization in general consultative status, Associazione Comunita Papa Giovanni XXIII, Associazione Points-Coeur, International Volunteer Organization for Women Education Development, Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, non-governmental organizations in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/78</a>	4	Written statement submitted by the International Human Rights Association of American Minorities (IHRAAM), a non-governmental organization on the roster
<a href="#">A/HRC/38/NGO/79</a>	3	Written statement submitted by Conseil International pour le soutien à des procès équitables et aux Droits de l'Homme, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/80</a>	4	Written statement submitted by The Palestinian Return Centre, a non-governmental organization in special consultative status



*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/NGO/81</a>	3	Written statement submitted by Al-Khoei Foundation, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/82</a>	3	Written statement submitted by Make Mothers Matter, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/83</a>	3	Written statement submitted by Rencontre Africaine pour la défense des droits de l'homme, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/84</a>	4	Written statement submitted by the International Federation of Journalists, a non-governmental organization with special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/85</a>	4	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/86</a>	9	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/87</a>	4	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/88</a>	3	Joint written statement submitted by the International Service for Human Rights, Allied Rainbow Communities International, Asian Forum for Human Rights and Development, Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie Van Homoseksualiteit - COC Nederland, International Gay and Lesbian Human Rights Commission, International Lesbian and Gay Association, Swedish Federation of Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Rights - RFSL, non-governmental organizations in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/89</a>	3	Written statement submitted by Christian Solidarity Worldwide, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/90</a>	3	Written statement submitted by the World Federation of Ukrainian Women's Organizations, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/91</a>	3	Exposé écrit présenté par le Centre Europe-tiers monde, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général
<a href="#">A/HRC/38/NGO/92</a>	4	Written statement submitted by Christian Solidarity Worldwide, a non-governmental organization in special consultative status

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/NGO/93</a>	3	Written statement submitted by the Commonwealth Human Rights Initiative, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/94</a>	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/95</a>	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/96</a>	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/97</a>	4	Written statement submitted by Christian Solidarity Worldwide, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/98</a>	7	Written statement submitted by the Global Institute for Water, Environment and Health, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/99</a>	3	Exposé écrit présenté par International Catholic Child Bureau, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial
<a href="#">A/HRC/38/NGO/100</a>	4	Written statement submitted by the Global Institute for Water, Environment and Health, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/101</a>	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/102</a>	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/103</a>	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/104</a>	3	Exposé écrit présenté par International Catholic Child Bureau, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial
<a href="#">A/HRC/38/NGO/105</a>	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/106</a>	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/NGO/107</a>	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/108</a>	7	Written statement submitted by Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/109</a>	5	Written statement submitted by the Ecumenical Federation of Constantinopolitans, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/110</a>	3	Written statement submitted by Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/111</a>	4	Written statement submitted by Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/112</a>	4	Written statement submitted by International Educational Development, a non-governmental organization on the roster
<a href="#">A/HRC/38/NGO/113</a>	2	Written statement submitted by the International Association of Democratic Lawyers (IADL), a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/114</a>	3	Written statement submitted by the Framework Convention Alliance for Tobacco Control, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/115</a>	7	Written statement submitted by the Al Mezan Centre for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/116</a>	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/117</a>	5	Written statement submitted by the Conference of Non-Governmental Organizations in Consultative Relationship with the United Nations, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/118</a>	9	Written statement submitted by the International Youth and Student Movement for the United Nations, a non-governmental organization in general consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/119</a>	7	Joint written statement submitted by Al-Haq, Law in the Service of Man and BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights, non-governmental organizations in special consultative status

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/NGO/120</a>	7	Written statement submitted by United Nations Watch, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/121</a>	4	Written statement submitted by Association Mauritanienne pour la promotion du droit, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/122</a>	4	Joint written statement submitted by the Women's Human Rights International Association, France Libertés: Fondation Danielle Mitterrand, non-governmental organizations in special consultative status, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, a non-governmental organization on the roster
<a href="#">A/HRC/38/NGO/123</a>	3	Joint written statement submitted by Le Pont, ABC Tamil Oli, Action of Human Movement (AHM), Alliance Creative Community Project, Association Bharathi Centre Culturel Franco-Tamoul, Association Burkinabé pour la Survie de l'Enfance, ASSOCIATION CULTURELLE DES TAMOULS EN FRANCE, Association des étudiants tamouls de France, Association Mauritanienne pour la promotion du droit, Association pour les Victimes Du Monde, Association Solidarité Internationale pour l'Afrique (SIA), Association Thendral, Integrated Youth Empowerment - Common Initiative Group (I.Y.E. – C.I.G.), L'observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Society for Development and Community Empowerment, Tamil Uzhagam, Tourner La Page, non-governmental organizations in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/124</a>	3	Joint written statement submitted by Le Pont, ABC Tamil Oli, Action of Human Movement (AHM), Alliance Creative Community Project, Association Bharathi Centre Culturel Franco-Tamoul, Association Burkinabé pour la Survie de l'Enfance, ASSOCIATION CULTURELLE DES TAMOULS EN FRANCE, Association des étudiants tamouls de France, Association Mauritanienne pour la promotion du droit, Association pour les Victimes Du Monde, Association Solidarité Internationale pour l'Afrique (SIA), Association Thendral, Integrated Youth Empowerment - Common Initiative Group (I.Y.E. – C.I.G.), L'observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Society for Development and Community Empowerment, Tamil Uzhagam, Tourner La Page, non-governmental organizations in special consultative status

## Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/NGO/125</a>	9	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), Indian Movement "Tupaj Amaru", International-Lawyers. Org, IUS PRIMI VIRI International Association, Union of Arab Jurists, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development, World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
<a href="#">A/HRC/38/NGO/126</a>	7	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), Indian Movement "Tupaj Amaru", International-Lawyers. Org, IUS PRIMI VIRI International Association, Union of Arab Jurists, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development, World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
<a href="#">A/HRC/38/NGO/127</a>	3	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), Indian Movement "Tupaj Amaru", International-Lawyers. Org, IUS PRIMI VIRI International Association, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development, World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
<a href="#">A/HRC/38/NGO/128</a>	4	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), Indian Movement "Tupaj Amaru", International-Lawyers. Org, IUS PRIMI VIRI International Association, Union of Arab Jurists, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development, World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
<a href="#">A/HRC/38/NGO/129</a>	3	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), Indian Movement "Tupaj Amaru", International-Lawyers. Org, IUS PRIMI VIRI International Association, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development, World Peace Council, non-governmental organizations on the roster

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/NGO/130</a>	4	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), Indian Movement "Tupaj Amaru", International-Lawyers. Org, IUS PRIMI VIRI International Association, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development, World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
<a href="#">A/HRC/38/NGO/131</a>	3	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), Indian Movement "Tupaj Amaru", International-Lawyers. Org, IUS PRIMI VIRI International Association, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development, World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
<a href="#">A/HRC/38/NGO/132</a>	10	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), Indian Movement "Tupaj Amaru", International-Lawyers. Org, IUS PRIMI VIRI International Association, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development, World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
<a href="#">A/HRC/38/NGO/133</a>	4	Written statement submitted by First Modern Agro. Tools - Common Initiative Group (FI.MO.AT.C.I.G), a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/134</a>	3	Written statement submitted by Association Bharathi Centre Culturel Franco-Tamoul, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/135</a>	3	Written statement submitted by Tamil Uzhagam, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/136</a>	3	Written statement submitted by Tamil Uzhagam, a non-governmental organization in special consultative status

## Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
<a href="#">A/HRC/38/NGO/137</a>	3	Joint written statement submitted by Tamil Uzhagam, ABC Tamil Oli, Alliance Creative Community Project, Association Bharathi Centre Culturel Franco-Tamoul, Association Burkinabé pour la Survie de l'Enfance, ASSOCIATION CULTURELLE DES TAMOULS EN FRANCE, Association des étudiants tamouls de France, Association Mauritanienne pour la promotion du droit, Association pour les Victimes Du Monde, Association Solidarité Internationale pour l'Afrique (SIA), Association Thendral, Le Pont, L'observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Society for Development and Community Empowerment, Tourner La Page, non-governmental organizations in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/138</a>	4	Written statement submitted by the Jssor Youth Organization, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/139</a>	3	Written statement submitted by the Al-Ayn Social Care Foundation, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/140</a>	4	Written statement submitted by the International Humanist and Ethical Union, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/141</a>	3	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/142</a>	4	Written statement submitted by the International Humanist and Ethical Union, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/144</a>	3	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/145</a>	3	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/146</a>	3	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
<a href="#">A/HRC/38/NGO/148</a>	3	Written statement submitted by the Norwegian Refugee Council, a non-governmental organization in special consultative status

## **Annexe IV**

### **Titulaires de mandat au titre des procédures spéciales nommés par le Conseil à sa trente-huitième session**

**Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se  
rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable**

David R. Boyd (Canada)

**Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme  
en République islamique d'Iran**

Javaid Rehman (Pakistan)

**Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales  
et autres entreprises (membre représentant les États d'Afrique)**

Githu Muigai (Kenya)

**Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales  
et autres entreprises (membre représentant les États d'Europe orientale)**

Elzbieta Karska (Pologne)

**Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de  
l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes  
(membre représentant les États d'Europe occidentale et les autres États)**

Sorcha Macleod (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

---